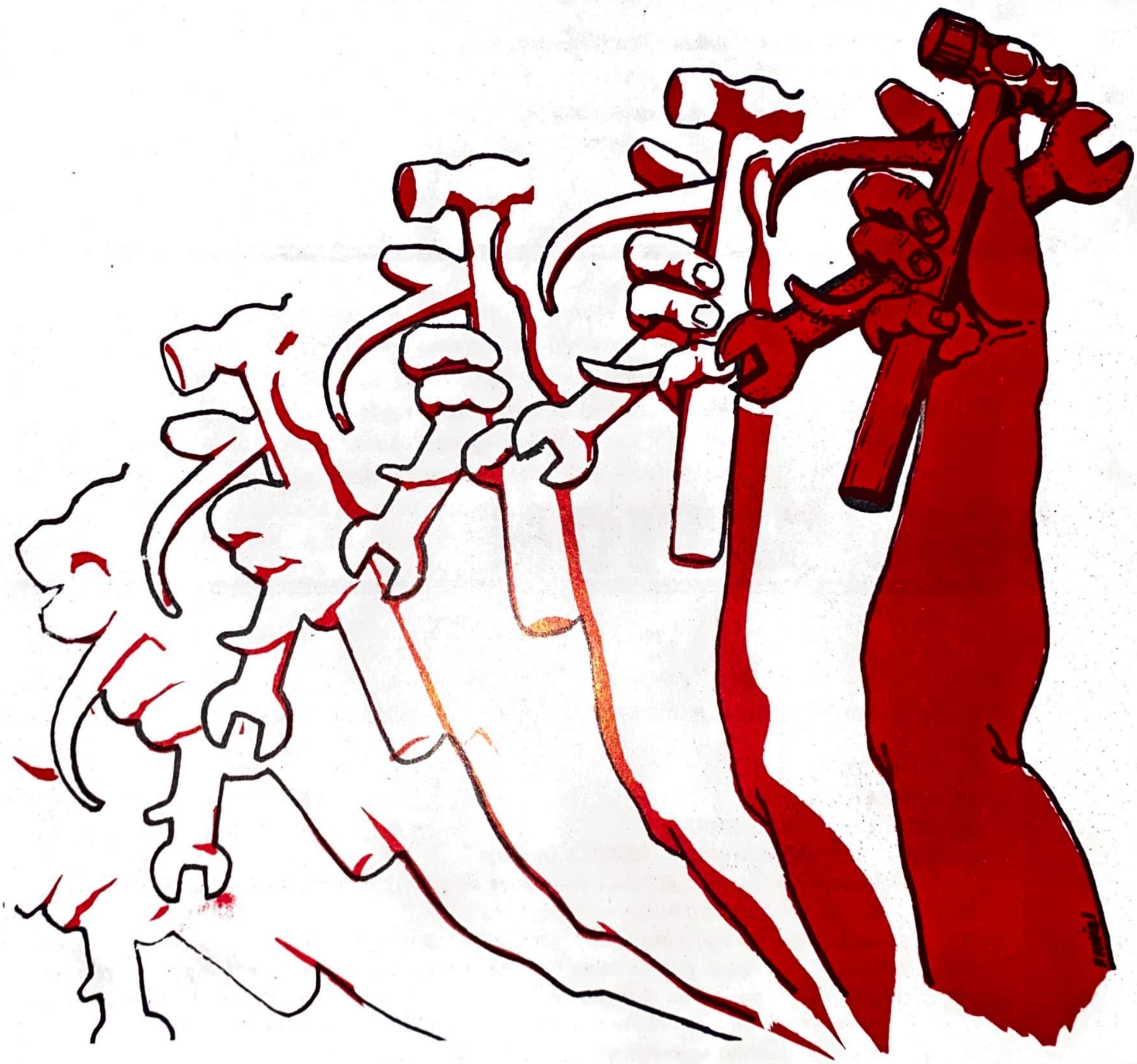
SPECIAL
MOBILISATION
VOL. 3 no. 1
.25
revue POLITIQUE MILITANTE



DEBUT D'UN MOUVEMENT SOCIALISTE A MONTREAL

SOMMAIRE

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée conjointement par des militants venant des groupes suivants:
LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE,
L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUÉBEC (APLQ).

(Au cours de l'été, le Cap Pointe St-Charles s'est retiré du comité de rédaction de la revue et le Cap Côte-des-Neiges a cessé d'exister.)

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme un moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

MOBILISATION est disponible à Montréal: Cap St-Jacques, 370A est, Duluth;
Cap Maisonneuve, 3902 est, Ontario;
Librairie progressiste, 1867 Amherst;
APLQ, 2074, Beaudry.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec.

AVANT-PROPOS

MOBILISATION entreprend sa troisième année. Cette expérience militante de propagande, de formation et d'échange exige que nous en tirions les leçons afin de sans cesse mieux correspondre aux besoins des militants. C'est pourquoi dans ce premier numéro du volume trois nous proposons aux militants-lecteurs un bilan de notre travail dans lequel se trouve une **entente politique minimale** qui nous l'espérons, contribuera à alimenter les discussions dans les groupes de militants et entre ces groupes.

Ce numéro, par ailleurs, ne témoigne pas de ce que sera **MOBILISATION** cette année. En fait ce numéro en est un **spécial**: par son contenu puisqu'il ne présente qu'un texte (si l'on exclut le bilan de MOB); par son volume puisqu'il compte plus de soixante-dix pages. Ce texte, **Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal,** nous semble, par ailleurs, d'une importance très grande. puisqu'il représente le premier véritable effort pour comprendre, historiquement et politiquement surtout, le développement des groupes et des pratiques de militants qui dirigent leurs énergies et leurs réflexions dans la voie, certes lente, mais juste, de la construction de la force politique de la classe ouvrière.

Ce texte ne se veut pas "porteurs de toutes les vérités", mais bien plutôt un instrument qui puisse nous permettre d'apprendre du passé afin de mieux mener notre lutte aujourd'hui et demain.

MOBILISATION

COMPRENDRE LA REALITE

POURSUIVRE LA LUTTE

Après une deuxième année de publication, au seuil d'une troisième année, Mobilisation a décidé de faire le point, de regarder de près les actifs de la revue depuis la publication du premier numéro du Vol. II en janvier dernier. Qu'est-ce que la revue a été pour les militants socialistes du Québec. A partir de réponses à cette question, fondamentale pour Mobilisation, il est possible d'évaluer les erreurs commises, de comptabiliser les aspects positifs des publications et, à la lumière de ce bilan, dapporter des solutions de continuité qui corrigeront les défauts tout en renforçant les avantages de la revue.

1 Quel est le rôle de MOBILISATION

Dans le premier numéro de la dernière série de publications (no. 2, Vol. II) *"Pourquoi une revue militante?*), nous faisons part à nos lecteurs de la nouvelle orientation prise par Mobilisation ainsi que les raisons motivant cette décision. Nous constatons alors l'isolement et le faible développement des groupes politiques militant dans la classe ouvrière et proposons de dépasser cet isolement par la publication conjointe d'une revue dédiée à léchange sur les pratiques militantes ainsi qu'aux progrès de la formation marxiste-léniniste des militants. Mobilisation était donc conçu comme un moyen d'échange et de formation dont le but était de contribuer au développement de l'unité politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

Cet objectif, loin de perdre son importance, reste, au contraire, extrêmement actuel. Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine et de quartier et d'écoles, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entres les groupes politiques et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune.

Mobilisation s'étant voué à cette tâche, il nous semble important d'évaluer avec un sens critique notre action et d'analyser avec soin les erreurs qui ont pu être commises dans la poursuite de cette tâche.

A — Les erreurs de Mobilisation

Il nous semble que nos erreurs les plus marquantes tiennent surtout à une mauvaise compréhension et, par conséquent, à une mauvaise application des tâches d'échange et de formation que s'était données la revue. Mobilisation s'est trop souvent limitée â la reproduction de bilans et de textes produits par les groupes sans chercher à développer un processus plus dynamique de débats et de confrontation sur le contenu de ces textes.

Le comité de rédaction a rarement cherché à dégager de ces textes des conclusions ou propositions d'une portée générale pouvant être soumises à un débat dans le mouvement. De ce fait, la revue n'a que partiellement accompli son rôle de moyen d'échanges et peu contribué au développement de l'unité entre les groupes.

De même, l'absence de textes d'analyse de la conjoncture générale du capitalisme américain, canadien et québecois, ainsi que de textes analysant les problèmes fondamentaux de la lutte pour le socialisme au Québec, a dilué l'impact qu'aurait pu avoir Mobilisation. Le comité de rédaction a fait preuve d'un trop grand attentisme, préférant être à la remorque de la production de textes dans les groupes plutôt que d'en assumer l'initiative.

Par conséquent, la revue n'a assumé que faiblement son rôle d'instrument de formation marxiste-léniniste.ces erreurs, commises par le comité de rédaction, favorisaient une baisse d'intérêt certaine envers la revue et on peut dire qu'en générale la revue fut peu utilisée comme outil de formation.

Quoique ces erreurs et faiblesses furent importantes, elles ne constituent qu'une partie de l'action de Mobilisation puisqu'il y eut également des aspects positifs. Ce fut quand même la première éxperience du genre tentée depuis plusieurs années au Québec et l'intérêt relatif que cette tentative a suscité démontre que l'objectif que s'était fixé la revue était pertinent.

De plus, la diffusion de Mobilisation a permis de faire circuler plus largement certains textes et bilans de pratiques importantes. Les bilans de travail d'organisation en usine ou dans les quartiers, es textes sur les fonds de pension ou sur le rôle de la propagande ont contribué à clarifier plusieurs aspects du travail révolutionnaire. Mobilisation a aussi favorisé grâce à une pratique commune, le rapprochement de plusieurs groupes politiques proches idéologiquement l'un de l'autre mais qui n'avaient que peu de liens entre eux.

Ces résultats modestes sont encourageants puisqu'ils indiquent le rôle important que pourrait jouer Mobilisation à l'avenir si, bien sûr, ses faiblesses étaient corrigées.

Ceci nous amène à poser la question de savoir

quelles sont les causes qui expliquent les erreurs du comité de rédaction et comment se propose-t-il de les corriger?

C — Pourquoi des erreurs?

A la suite de nombreuses discussions, il semble que l'on puisse distinguer deux causes fondamentales qui expliquent la faiblesse de la revue. La première de ces causes est lié aux conditions objectives, au contexte, dans lequel est publié la revue; quant à la deuxième cause, elle est surtout imputable aux erreurs des membres du comité de rédaction.

La cause externe provient de la faiblesse du développement politique et idéologique des groupes militants, faiblesse due au niveau limité atteint par les pratiques d'organisation et à la faible pénétration des expériences du mouvement ouvrier international au Québec. Cette faiblesse se manifeste par l'absence de ligne politique et stratégique clairement articulée dans la plupart des groupes militants; ainsi, au niveau de la revue, à part l'entente minimale sur le rôle d'échange et de formation de Mobilisation, il n'y avait pas d'accord politique clairement formulé sur une analyse et une ligne politique que devait diffuser la revue. Les groupes publiant conjointement Mobilisation n'ayant pas encore formulé clairement leur orientation face à diverses questions importantes telles que l'analyse de la conjoncture, la question nationale, les syndicats, les tâches politiques prioritaires à l'heure actuelle,...etc., le comité de rédaction se voyait limité dans les analyses et les prises de position qu'il pouvait mettre de l'avant. Cette absence de cadre politique précis à l'activité de la revue freina le fonctionnement du comité de rédaction et empêcha le développement d'analyses conhérentes et continues dans la revue.

Quant à la cause interne, elle tient surtout au fonctionnement empiriste du comité de rédaction. Entendons par là une mauvaise compréhension en les fondements théoriques qui guident notre action et nos activités elles-mêmes, entre lactivité principalement intellectuelle de la revue et son insertion dans l'activité politique concrète. Cette attitude avait comme conséquence de laisser un peu de côté l'activité théorique, nécessaire à la systèmatisation des acquis du mouvement pour dégager une orientation politique claire. Ceci s'est exprimé autant à travers le comportement attentiste et passif du comité de rédaction envers les groupes politiques qu'a travers l'absence d'analyse plus poussé des problèmes soulevés par les pratiques.

Compte tenu de ces brèves remarques, il s'agit de voir quelles solutions sont les plus aptes à corriger l'activité déficiente de la revue.

D — Solutions

a] *Pour une entente politique minimale.*

Nous nous proposons de contribuer par l'activité de la revue (articles, bilans, textes et organisation de débats) à l'élaboration d'une entente politique minimale entre les groupes participant ou désirant participer à la revue. Deux raisons militent en faveur de cette proposition.

D'une part, cette entente politique minimale est devenue une nécessité et une condition importante au développement plus cohérent du travail d'organisation au sein du prolétariat et à la coopération, l'unité de l'action, des groupes s'engageant dans la lutte pour l'édification du parti révolutionnaire du prolétariat.

D'autre part, l'absence d'une telle entente minimale a constitué un obstacle à l'intrevention et au fonctionnement même de la revue. La réalisation de l'entente mais plutôt l'un des moyens concrets contribuant à ce processus. C'est ainsi que le comité de rédaction entend stimuler ce processus en formulant des propositions sur le contenu de l'entente politique minimale (voir II — Pour une entente politique minimale.) et en développant au cour des prochains numéros divers aspects de ces propositions. Il est entendu que nous tâcherons de stimuler le débat sur ces propositions et d'exposer les suggestions et critiques qu'elles auront suscitées.

b] *Redonner sa place à l'activité théorique*

La réalisation de cette tâche implique une reformulation du rôle joué par le comité de rédaction et un dépassement de l'empirisme qui l'a caractérié par le passé. Ainsi Mobilisation ne s'orientera plus uniquement vers la reproduction de bilans et de textes, mais aussi vers une activité de systématisation des éléments de ligne politique développés par les groupes militants.

La présentation de textes d'analyse de la conjoncture, de textes analysant les problèmes stratégiques et tactiques de notre lutte, de textes rendant accessibles les acquis du marxisme-léninisme, assumera à l'avenir une part plus importante de la revue. De même, dans la diffusion des bilans et enquêtes, Mobilisation s'attachera à dégager de ces bilans des acquis d'une portée générale pour le mouvement.

c] *Renforcer les liens avec les groupes politiques.*

Une des conditions essentielles à l'accomplissement adéquat de ces tâches est de renforcer les liens entre Mobilisation et les groupes politiques oeuvrant dans la classe ouvirère. Les acquis théoriques et pratiques de ces groupes fournissent les éléments principaux à partir desquels le travail de la revue peut être réalisé. L'objectif principal de Mobilisa-

tion, contribuer au développement de ces groupes, ne pourrait être atteint sans une connaissance concrète du niveau de développement et des conditions dans lesquelles agissent ces groupes. C'est ainsi que dans son travail, le comité de rédaction attachera une importance particulière aux enquêtes et rencontres avec les militants de ces groupes, aux articles et textes élaborés par ces groupes, ainsi qu'aux critiques et suggestion qu'ils pourraient nous soumettre.

Dans nos contacts avec ces groupes nous essaierons de favoriser des méthodes plus souples de travail telles les interviews, table ronde, débats, ...etc., plutôt que la seule méthode de bilans, comme par le passé.

De ce retour rapide en arrière sur les activités de Mobilisation, il ressort donc qu'une entente politique minimale entre les groupes participant ou désirant participer à la revue constitue une étape importante dans le travail qu'a entrepris la revue.

2 Pour une entente politique minimale

En se définissant comme un outil de formation de débat, Mobilisation visait, entre autres, à "développer une orientation idéologique et politique commune" dans les groupes de militants qui assumaient la publication de la revue. (c.f. Mobilisation, vol II, no 1, "Pourquoi une revue militante"). Le bilan d'un an de travail du comité de rédaction de Mobilisation indique toutefois une importante faiblesse en ce qui a trait à l'objectif de réaliser une entente politique minimale.

—D'une part, Mobilisation n'a pas proposé de base ni de moyens concrets en vue d'assurer la réalisation de cette entente politique;

—D'autre part, l'absence d'une telle entente minimale constituait un obstacle à l'intervention et au fonctionnement même de la revue.

Au moment de reprende la publication interrompue au cours de l'été, il apparaît essentiel que le comité de rédaction de MOBILISATION formule des propositions sur le contenu d'une entente politique minimale à développer entre les groupes qui participent actuellement à la revue et d'autres qui pourront s'y joindre. La base de cette entente repose sur trois aspects: la nature de la lutte de classe, l'analyse de l'étape actuelle et la néssité du parti ouvrier révolutionnaire.

A] CARACTERE, NATURE ET CONTENU DE LA LUTTE DE CLASSE

Le CARACTERE FONDAMENTAL de la lutte de classe est l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat; L'OBJECTIF STRATEGIQUE de la classe ouvrière est la lutte pour le socialisme. Cette contradiction fondamentale est déterminé par le mode de production capitaliste, sa forme de propriété et de contrôle des moyens de production, le niveau de développement des forces productives et la nature des biens et services qui sont produits. De plus, la lutte de classe prend aussi au Québec un caractère de lutte contre l'oppression nationale et de lutte contre l'impérialisme américain.

La lutte fondamental, constituant l'aspect stratégique, se concrétise et se développe selon plusieurs aspects, selon différentes luttes spécifiques, qui détermineront le contenu tactique (1) de la lutte pour le socialisme. Les perspectives de la lutte et la solution des contradictions doivent donc tenir compte de l'évaluation de l'ensemble des contradictions qui se développent tant entre la bourgeoisie et le prolétariat qu'entre les fractions la bourgeoisie (impérialisme améician, bourgeoisie anglo-canadienne, moyenne bourgeoisie québécoise) et au sein du peuple (classe ouvrière, petite bourgeoisie (impérialisme américain, bourgeoisie anglo-canadienne, moyenne bourgeoisie québécoise) et au sein du peuple (classe ouvrière, petite-bourgeoise, paysannerie, sous-prolétariat.)

(1) L'aspect stratégique signifie dans quel sens et selon quels objectifs l'effort principal doit porter pour réasliser une étape donnée de la révolution. Le contenu tactique réside dans les moyens pratiques et les lignes de conduite concrètes pour réaliser les objectifs stratégiques.)

A l'heure actuelle, l'analyse de l'ensemble des contradictions (fondamentales, principales, secondaires) est encore peu avancée dans le mouvement révolutionnaire québécois, étant donné:

1- le peu de développement de pratiques organisationnelles qui pourraient faire ressortir au cours de luttes les possiblités d'alliances tactiques à développer contre un ennemi commun;

2- le faible développement de la recherce et l'état embryonnaire du débat sur des questions fondamentales comme les implications et le contenu des luttes nationales et des luttes anti-impérialistes dans des pays capitalistes avancés comme le Québec, le rapport de forces concret entre les classes, etc.

B] L'ETAPE ACTUELLE

AU NIVEAU ECONOMIQUE: CRISE DE L'IMPERIALISME

Loin de se résorber, la crise de l'impérialisme—et ses répercussions économiques concrètes au Québec—s'accentue à la fois à cause de la poussée des luttes anit-impérialistes, de l'accentuation des contradictions inter-impérialistes et des efforts pour la construction du socialisme.

Depuis la Deuxième guerre, les luttes anti-impérialistes se sont développées sur plusieurs fronts; les peuples d'Indochine, des colonies portugaises d'Afrique, de Palestine, de Porto Rico et d'ailleurs ont entrepris la longue et dure bataille contre les politiques d'agression et d'hégémonie des pays impérialistes. Au coeur même de l'impérialisme, en Amérique et en Europe, des éléments de plus en plus importants de la classe ouvrière, des minorités nationales et des jeunes apportent des contributions nouvelles à la solidarité internationale des travailleurs.

Sur le plan des contradictions entre les impérialistes un des éléments déterminants réside dans le poids croissant du Jappon et de la Communauté économique européenne alors que le nouvel impérialisme soviétique accentue entre les grandes "puissances" (le partage) de la production et de l'exploitation à l'échelle mondiale.

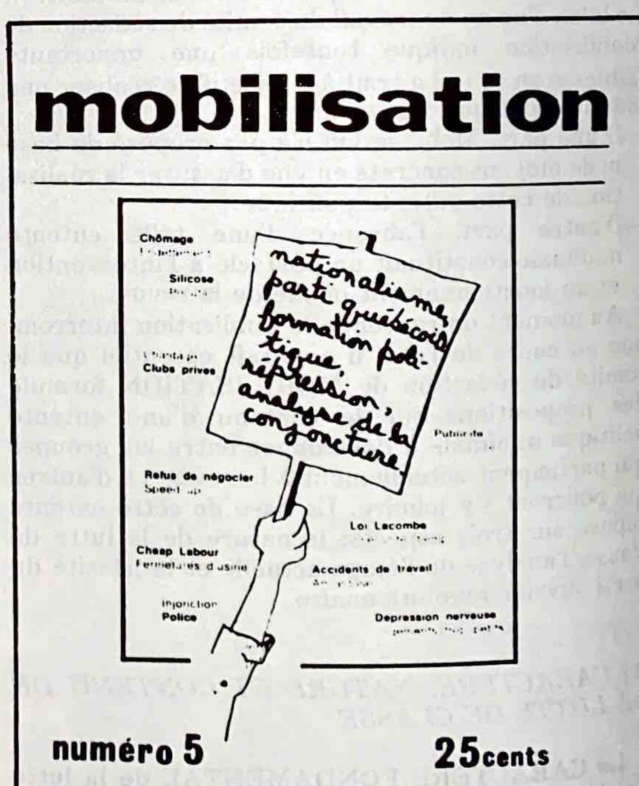
Par ailleurs, la lutte pour la construction du socialisme, en particulier dans des pays comme la Chine, le Viet Nam, la Corée et l'Albanie, non seulement fait reculer l'impérialisme mais pose des bases concrètes pour l'union socialiste entre les peuples.

Au Québec et au Canada, la domination impérialiste a formé "la colonie la plus développée du monde" même si on y trouve plusieurs caractéristiques des économies sous développées: importantes exporations de matières premières; faiblesses du secteur manufacturier; domination des hautes sphères économiques par les monopoles étrangers) majorité des échanges extérieurs avec les Etats-Unis) même revenus qu'en Amérique latine provenant des échanges extérieures (20% du PNB). (c.f.: Claude St-Onge, *L'impérialisme au Québec*.]

Une économie dépendante et déséquilibrée dans ses structures comme celle du Québec est beaucoup plus influencée par les "récessions" et les "reprises" économiques des Etats-Unis que par des Facteurs internes à l'économie québécoise.

NIVEAU POLITIQUE

Les répercussions de la situation économique au Québec déterminent, au niveau politique, le développement des rapports entre les différentes fractions de la bourgeoisie et entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les mises à pied, le taux de chômage élevé, l'inflation, peuvent, d'une part, éveiller et faire avancer la conscience des travailleurs. mais au sein de la classe dominante, une des conséquences de la crise économique est de donner encore plus d'importance à la pénétration impérialiste, étant donné que les petits et les moyens capitalistes sont forcés soit de disparaître ou de dépendre directement



des plus gros, soit encore de compter largement sur l'aide de l'Etat pour survivre.

AU SEIN DE LA BOURGEOISIE

La fraction dominante de la bourgeoisie québécoise est actuellement représentée par le Parti libéral; il s'agit plus exactement de la moyenne bourgeoisie fédéraliste qui contrôle l'Etat. Cette fraction de bourgeoisie jouit d'une autonomie limitée—rappelons seulement la crise d'octobre 1970 et les politiques économiques et sociales du gouvernement Bourassa—et elle n'a aucune véritable solution à court, moyen ou long terme à apporter. Elle ne présente qu'une solution de continuité à la bourgeoisie anglo-canadienne et à l'impérialisme américain qui exercent sur elle un contrôle étroit à divers niveaux, comme le financement de l'état, les projets d'investissement, l'exploitation des richesses naturelles, les pouvoirs et initiatives du gouvernement fédéral, etc. De plus, à la suite de la radicalisation apparente du mouvement syndical et de l'état peu élévé de l'organisation de la classe ouvrière, la bourgeoisie québécoise développe une tendance à la fascisation, représentée en particulier par une fraction importante du Parti libéral. Cette tendance se retrouve également dans le parti créditiste qui tente de canaliser le mécontentement des couches laborieuses en propositions particulièrement réactionnaires.

L'incapacité de la moyenne bourgeoisie fédéraliste d'apporter une solution de rechange contribue à son affaiblissement politique. Toutefois, il n'y a pas, à court terme, de menace sérieuse contre le pouvoir de cette fraction dominante parce qu'il n'existe pas d'opposition très forte venant des autres secteurs de la bourgeoisie et surtout à cause de l'absence d'une alternative socialiste susceptible de miner systématiquement la confiance de "l'opinion publique" envers le pouvoir bourgeois.

La deuxième fraction importante est la moyenne bourgeoisie nationaliste, représentée par le Parti québécois; elle peut compter sur des appuis importants de la petite bourgeoisie, à la fois des éléments de tendance pro-capitaliste comme ceux qui sont plutôt progressistes. Elle peut compter également sur un appui important de travailleurs comabattifs francophones, alléchés par le programme "revendicateur" du PQ. La fraction nationaliste n'a pas, elle non plus, de véritable solution de rechange à la crise de l'impérialisme; elle propose de réorganiser, "civiliser" le capitalisme par une intervention plus forte de l'Etat, de rationaliser les rapports capital-travail, et d'aménager le partage du gateau de façon à encourager le développement d'entreprises québécoises privées, coopératives, mixtes ou d'Etat.

Les obstacles à la réalisation de ce programme résident d'une part dans le fait qu'il est considéré comme trop "avancé" et qu'il est combattu premièrement par la bourgeoisie canadienne, par la moyenne bourgeoisie fédéraliste québécoise, particulièrement à l'approche de l'échéance électorale, et par l'impérialisme américain qui, actuellement, mise d'abord sur la bourgeoisie canadienne et ses représentants au Québec; d'autre part, le programme du PQ et la nature même du parti (électoralisme à tout prix, élitisme, hégémonie des anciens "libéraux" et des technocrates) ne sont pas susceptibles d'entraîner la mobilisation massive de la classe ouvrière et du peuple tout entier en vue de la prise et surtout de l'exercice du pouvoir, en remplacement de la direction actuelle de l'Etat québécois et pour devenir un nouveau gérant des intérêts capitalistes américains et canadiens.

Prises dans leur ensemble, les diverses fractions de la bourgeoisie occupent une position de force parce qu'elles nomopolisent presque tout le terrain politique. Les contradictions politiques qui se développent entre les fractions de la bourgeoisie sont des reflets des contradictions économiques qui s'accentuent. Et l'accentuation des contradictions politiques fait que la bourgeoisie est de plus en plus débordée par la situation et qu'elle a de moins en moins de solution de rechange à apporter.

La situation de la classe ouvrière et des autres travailleurs se caractérise, à l'étape actuelle, par des luttes économiques de plus en plus dures et par l'absence d'une alternative politique organisée et unifiée. La présence politique du prolétariat se manifeste surtout d'une façon inorganisée et inconsciente, par exemple par l'appui accordé aux diverses fractions de la bourgeoisie et par la résistance économique spontanée exercée contre le capitalisme. Une présence politique de cette nature a d'ailleurs régulièrement pour effet de jouer contre les intérêts véritables de la classe ouvrière, que ce soit à la suite d'un appui électoral à un parti bourgeois ou encore de luttes corporatistes et de revendications strictement économiques qui ne diminuent pas la domination de la bourgeoisie mais accentuent la division des travailleurs.

Mais la bourgeoisie est très consciente de la situation de lutte qui se développe dans la classe ouvrière; elle le démontre clairement de plusieurs façons, à partir de la répression accrue contre le mouvement syndical jusqu'aux tentatives de récupération des groupes populaires.

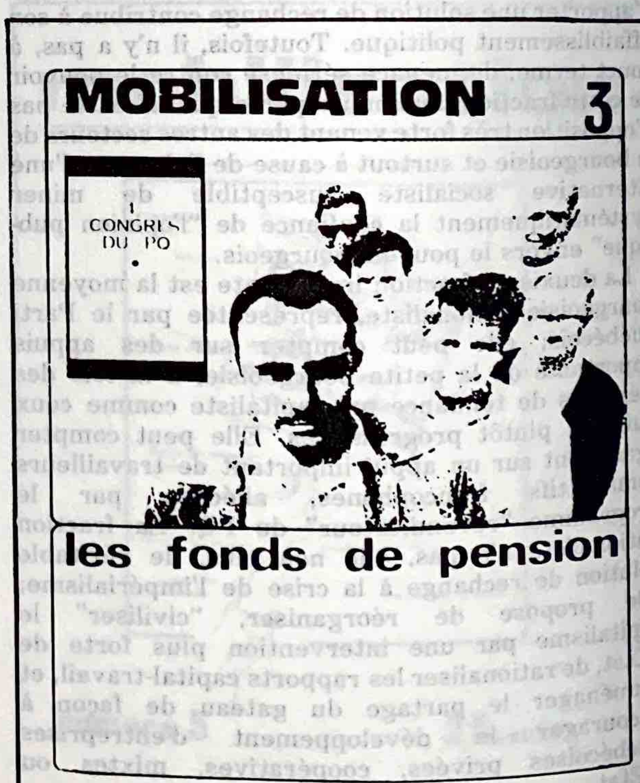
a] Les syndicats

Actuellement, les syndicats sont la principale organisation des travailleurs québédois; de nature défensive, les organisations syndicales doivent affronter la crise du capitalisme qui atteint durement les syndiqués, particulièrement par les fermetures d'usines et la hausse du coût de la vie.

La nature et l'origine des syndicats leur donne à la fois un caractère d'opposition et de partie intégrale ou de "rouage essentiel" du système capitaliste. L'historique des syndicats au Québec est en bonne partie l'historique du syndicalisme d'affaires, dont les structures sont bureaucratisées, où la conscience de classe et la combativité sont peu développées et où on a fait preuve d'anticommunisme virulent pendant de nombreuses années. C'est là l'influence du syndicalisme sur les syndicats qui, sous cet aspect, sont devenus un appareil de la bourgeoisie au sein même de la classe ouvrière. Par ailleurs, la facette combative du syndicalisme a aussi une longue histoire, à partir surtout des Chevaliers du Travail la fin du XIXe siècle; cette combativité a toutefois été circonscrite dans les limites pratiquement infranchissables parce que les directions syndicales se sont engagées essentiellement dans un processus de radicalisation verbale sans avoir posé les conditions pour une véritable mobilisation et une organisation à la base.

A l'intérieur même de ce que nous appelons la radicalisation syndicale, on distingue deux tendances principales; le première, modérée, peut être représentée par Jean Gérin-Lajoie, du Syndicat des métallos. Elle accorde généralement un appui au PQ, parfois au NPD, et revendique des réformes superficielles de l'organisation sociale (pouvoir "consultatif" aux travailleurs, négociations sectorielles, l'Etat bourgeois, outil de libération). La deuxième tendance, plus avancée, tente verbalement de faire une analyse de classe et amorce un travail d'organisation dont l'aboutissement le plus logique serait la formation d'un parti social-démocrate. Toutefois, le travail entrepris s'effectue au niveau des diverses instances, dans les congrès, ce qui a comme résultat de provoquer à la base de la méfianc face à des initiatives politiques qui n'ont pas été expliquées autrement que par des interventions idéologiques de quelques dirigeants syndicaux et spécialistes du "deuxième front". Cette notion même de "deuxième front", le fait de cantonner l'action politique à l'extérieur des lieux de travail, c'est souvent, en pratique, se contenter de faire des "pressions", de compter sur les méfanismes de la démocratie bourgeoise pour obtenir des réformes.

Face à la radicalisation des appareils syndicaux d'une part et à l'absence de militantisme et d'organisation, ile se développe dans le mouvement syndical une alternative encore très embryonnaire et faiblement implantée, qui se donne comme objectif de relier la radicalisation politique avec la construction d'organisations combatives, démocratiques et de masse des travailleurs. Parmi ces initiatives à la basse, signalons l'intervention des



travailleurs et travailleuses de CCM, Coleco et Lumiray au congrès des Métallos, en octobre 1972; aussi, la lutte des travailleurs de Regent Knitting à St-Jérôme et de Firestone à Joliette. Impliquées dans des luttes particulièrement combattives, ces travailleurs sont arrivés à voir les liens entre une lutte spécifique et la situation générale du capitalisme, de l'Etat bourgeois, de l'impérialisme. C'est ainsi que se posent les bases pour dépasser la traditionnelle organisation syndicale défensive.

b] Les groupes populaires

L'apparition des groupes populaires au Québec est liée de près au passage de la société québécoise à une société capitaliste avancée soumise à l'impérialisme économique et culturel américain. Devant l'empiétement du mode de vie capitaliste dans tous les secteurs de la vie, il devient indispensable de mener la lutte sur tous le fronts, d'oû la multiplication de comités de citoyens, associations de locataires, d'assistés sociaux, de chômeurs, garderies, cliniques médicales et légales, clubs de consommation, etc.

Avec la radicalisation des luttes sociales, des organisations populaires de plus en plus progressistes ont commencé à prendre forme, servant de base de développement d'une force politique en créant des fronts de lutte permanents et en dégageant le contenu politique des luttes plutôt que de se disperser dans le "patchage" et les actions spontanées. Un certain nombre de contradictions marquent encore le développement de plusieurs groupes populaires: structure bureaucratique, présence d'animateurs sociaux humanistes et intégrationnistes, financement par le gouvernement; mais les éléments progressistes qui militent dans ces groupes tentent de plus en plus de dépasser les illusions de la petite bourgeoisie démocratique et commencent un travail d'explication et d'organisation sur une base de classe et en posant la Nécessité de l'organisation politique des travailleurs.

c] Les groupes politiques

Dans le développement des groupes politiques, la contradiction principale qui a dominé et qui domine encore réside dans la volonté subjective de bâtir une organisation politique liée le plus étroitement possible aux masses d'une part, et la réalité de la faiblesse des liens avec les masses d'autre part. Plusieurs facteurs expliquent une telle contradiction: le caractère encore dominant de militants petit bourgeois progressistes dans ces groupes, le peu de tradition militante au Québec, la tendance au sectarisme ou à l'isolement dans des activités à caractère strictement intellectuel, sans liaison avec les luttes et les conditions concrètes des masses, la nature du capitalisme au Québec, le manque d'analyses concrètes de la situation concrète.

Particulièrement au cours des deux dernières années, des précisions importantes ont été apportées sur les tâches politiques à accomplir. Dans le travail d'organisation politique, on a posé la nécessité de l'implantation, de se lier aux masses par la participation directe des militants aux luttes sur les lieux de production et les autres lieux de travail, ainsi que dans les quartiers, les régions et les écoles; on a aussi posé la nécessité de donner à ce travail une orientation théorique marxiste-léniniste, apprenant de l'expérience du mouvement ouvrier international les éléments généraux de la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne.

ELEMENTS DE SOLUTION

Dans la conjoncture actuelle, quelles sont les tâches des militants révolutionnaires? Comment faire en sorte que ces tâches puissent répondre correctement à la question: comment se lier aux masses d'une manière politique?

1- Par le développement de pratiques d'organisation, à savoir des tâches d'implantation, de consolidation, d'agitation et de propagande liée à ces pratiques et cela, dans les lieux de travail, avec les femmes, dans les écoles, dans les quartiers, les régions, avec les masses en général. Le développement de ces pratiques pose principalement les conditions pour qu'une organisation politique de la classe ouvrière se développe à partir des luttes et des conditions de vie concrètes des masses.

2- Par le développement de pratiques idéologiques, à savoir l'enquête, la recherche, le débat, la confrontation et la diffusion des acquis qui ressortent de ce travail ainsi que des expériences du mouvement ouvrier international. Subordonné à la lutte dans les masses, au travail d'organisation, ce travail idéologique permettra de clarifier les intérêts de classe des travailleurs et de donner à la lutte une orientation générale plus juste, dépassant l'empirisme et le spontanéisme et évitant que les diverses partiques ne développent des conceptions dogmatiques et qui ne tiennent pas compte des situations concrètes.

C] LA NECESSITE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

Le mouvement révolutionnaire ne peut se bâtir sans théorie révolutionnaire; un des acquis les plus

important du marxisme-léninisme est justement la nécessité d'une organisation politique de la classe ouvrière, d'un parti ouvrier révolutionnaire.

La théorie marxiste-léniniste constitue le bilan systématique le plus complet des expériences de luttes ouvrières dans le monde; la théorie doit nous servir non pas pour remplacer notre analyse concrète de la situation concrète, mais pour pouvoir comparer et confronter nos acquis de luttes à la lumière des acquis théoriques et pratiques. Dans la période de construction du parti, comme actuellement au Québec, les acquis marxistes-léninistes nous indiquent que l'aspect principal du travail réside dans la formation des bases ouvrières développées par le travail d'organisation (implantation-consolidation) ainsi que d'agitation et de propagande. La formation des ces noyaux militants développe la liaison entre les masses et l'organisation embryonnaire. Toutefois, ces organisations politiques locales, ou bases ouvrières, peuvent piétiner longtemps si elles ne voient pas clairement les implications stratégiques et tactiques de l'ensemble des luttes qui conduisent à la prise du pouvoir.

3 Méthode d'intervention

Une fois revisés les acquis de la revue et dressés les premiers jalons d'une entente politique minimale, il s'agit de déterminer des méthodes d'intervention, développées par la revue, aptes à réaliser les objectifs de Mobilisation.

A—Enquêtes et bilan.

La priorité du travail de diffusion réalisé par Mobilisation demeurera la diffusion de bilans de lutte et d'organisation de la classe ouvrière et des masses. Toutefois, le cadre de production de ces bilans sera réorganisé en fonction du bilan que nous avons tiré des cinq derniers muméros.

L'objectif général de ces bilans est de diffuser quelles conditions objectives et subjectives se développe l'organisation à partir des luttes concrètes. De là l'importance d'étudier le milieu, le rapport de forces, les conditions générales de travail et de vie, l'historie des luttes, (conditions objectives) et le développement d'un groupe dans telle situation, sesliens avec d'autres groupes, etc. (conditions subjectives).

L'objectif particulier de l'équipe de rédaction de Mobilisation sera de voir à ce que ces bilans et les acquis qui s'en dégagent aient une portée générale dans le mouvement, c'est-à-dire susciter la systématisation afin d'éviter le particularisme en respectant toutefois le caractère limité et partiel dans certains cas.

Lorsque les bilans et leur rédaction sont assumés par les groupes eux-mêmes, l'équipe de Mobilisation se chargera de régler avec ces groupes la meilleure façon de diffuser ces textes selon l'objectif que poursuit la revue.

Toutefois, le comité de rédaction pourra également se charger dans certaines occasions de susciter de tels bilans, sinon sous une forme systématique, du moins sous une forme d'enquête ou d'interview dont le cadre sera préparé conjointement avec les groupes sur lesquels reposera le bilan. Cette seconde forme de bilan, l'enquête, ne pourra permettre qu'une première systématisation du travail sous une forme plus descriptive qu'analytique: voir clairement certains acquis positifs et négatifs, tracer une ligne de démarca-

tion entre les différents intérêts de classe en présence, voir les liens qui existent entre un travail d'organisation spécifique et le développement d'une organisation plus large, ...etc.

Le développement de pratiques de débat devra aussi être assumé d'une manière plus continue par la revue. Le style de débat développé devra en être un de comparaison-confrontation du travail à partir d'acquis encore peu systématisées, à cause de l'étape actuelle du mouvement. Le style de débat devra être plus dirigé sur des discussions axées surtout sur les pratiques, en réalisant dès le départ que ces débats apporteront des amorces de clarification sur l'orientation et le développement des pratiques d'organisation et, par ailleurs, des débuts de clarification sur des questions stratégiques pour l'ensemble du mouvement, comme, par exemple, la question nationale. Il est sûr que l'organisation des débats et leur contenu politique restent encore des questions à développer en pratique et il est normal, dans ces conditions, que cette méthode de travail soit appelée à être modifié avec l'évolution du mouvement.

B—Analyses de problèmes de conjoncture.

Du bilan des cinq derniers numéros, il ressort qu'une des lacunes importantes de Mobilisation a été l'absence de recherches et d'analyses sur la conjoncture à laquelle sont confrontés les groupes impliqué s dans un travail d'organisation local.

Dans le développement de cette tâche, il faut quand même tenir compte de deux factuers importants. D'une part, il faut voir l'état peu développé des recherches et d'analyses de conjoncture liés au au travail d'organisation et, par ailleurs, la difficulté pour les groupes d'organisation d'encadrer et de développer eux-mêmes l'analyse de la conjoncture et la recherche. Cette situation n'est pas due à la "mauvaise volonté" des militants ou à cause de facteurs personnels; elle existe bien plus à cause du peu de développement même des pratiques: les idées viennent des pratiques.

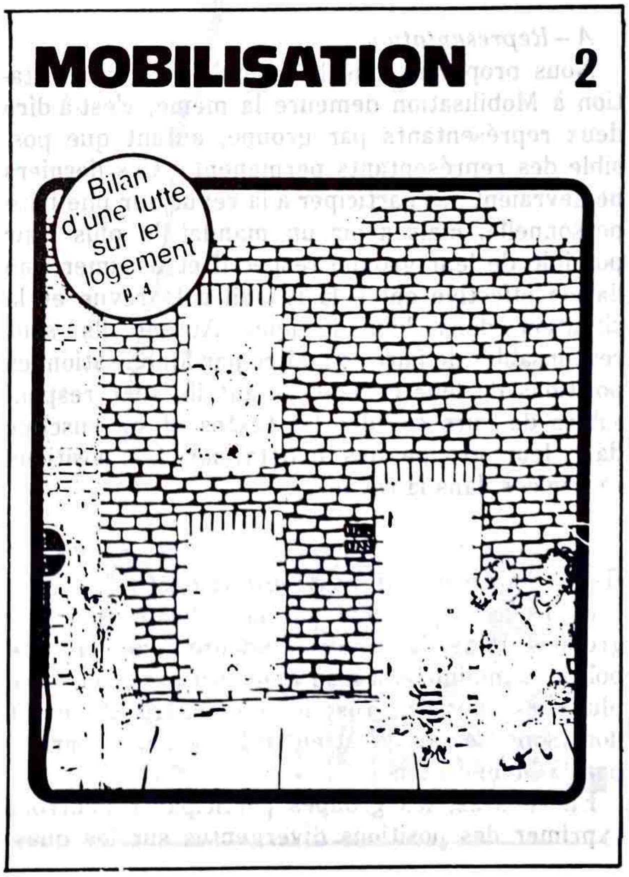
D'autre part, il faut voir la nécessité pour le mouvement de dépasser l'empirisme et de suppléer à l'absence de féflexion sur nos pratiques et les implications de ces pratiques dans la conjoncture. Il est donc possible pour Mobilisation de susciter au sein des groupes participants, dans des groupes de chercheurs ou d'intellectuels progressistes, et même à l'intérieur du comité de rédaction, certaines tâches qui permettraient de poser les conditions pour un déblayage de certaines questions et problèmes actuels auxquels les militants doivent faire face dans leur travail quotidien.

Mobilisation devra donc se charger d'organiser ce travail en lui redonnant son importance et, en même temps, en constatant le caractère limité et peu développé des analyses actuelles des différents problèmes de conjoncture, en acceptant leur aspect documents de travail et surtout en expliquant aux lecteurs de la revue le caractère de déblayage ces divers textes d'analyse. A première vue, différents types d'analyses de problèmes de conjoncture devront être plus travaillés que d'autres, comme par exemple les questions de la liaison de l'organisation aux masses, la conjoncture dans le mouvement syndical et populaire, des clarifications sur la structure économique et politique québecoise, ...etc.

C—Textes théoriques rendant accessibles les acquis du marxisme-léninisme.

En dernier lieu, Mobilisation accordera une importance particulière à la diffusion des acquis du marxisme-léninisme. D'un part, la revue devra insister sur les apports du marxisme-léninisme sur la question de l'organisation et sur les questions qui touchent notre situation actuelle.

D'autre part, il faudra aussi insister sur une présentation adéquate de ces textes, bien les situer dans le contexte et faire une analyse minimale de la conjoncture qui sous-tendait la présentation du texte pour ainsi éviter d'utiliser les classiques de façon mécanique en plaquant sans discernement ces analyses à la conjoncture actuelle.



4

Fonctionement

Il faut dire en premier lieu que Mobilisation est ouvert à l'entrée de nouveaux groupes; l'élargissement du comité de rédaction se fera à partir de discussions sur l'entente politique minimale (partie II) et avec l'accord des groupes participant déjà à la revue.

A—Représentation

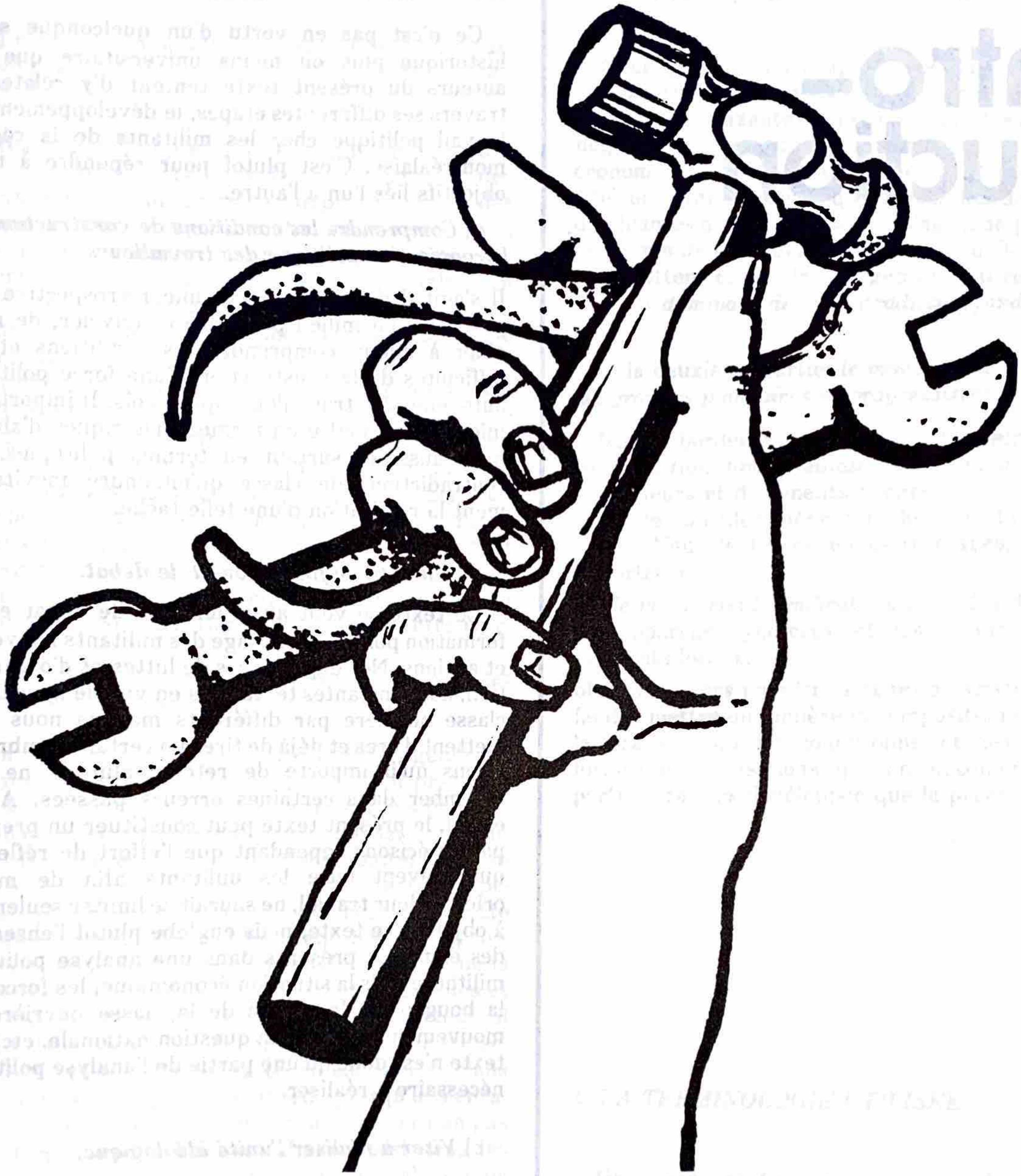
Nous proposons que la formule de représentation à Mobilisation demeure la même, c'est-à-dire deux représentants par groupe, autant que possible des représentants permanents. Ces derniers ne devraient pas participer à la revue sur une base personnelle, mais avoir un mandat le plus clair possible de leur groupe respectif et assumer une liaison effective entre la travail à la revue et la situation dans leur groupe. Autant ils sont responsables de faire connaître par Mobilisation les positions de leur groupe, autant ils sont responsables de faire circuler les textes et de susciter dans leur groupe des débats sur les positions exprimées dans la revue.

B—Divergences et droit de critique.

Si l'aspect principal de la collaboration des groupes dans la revue demeure une entente politique minimale, il n'en demeure pas moins que plusieurs questions restent à débattre et seront donc soumises au débat entre les groupes participant à Mobilisation.

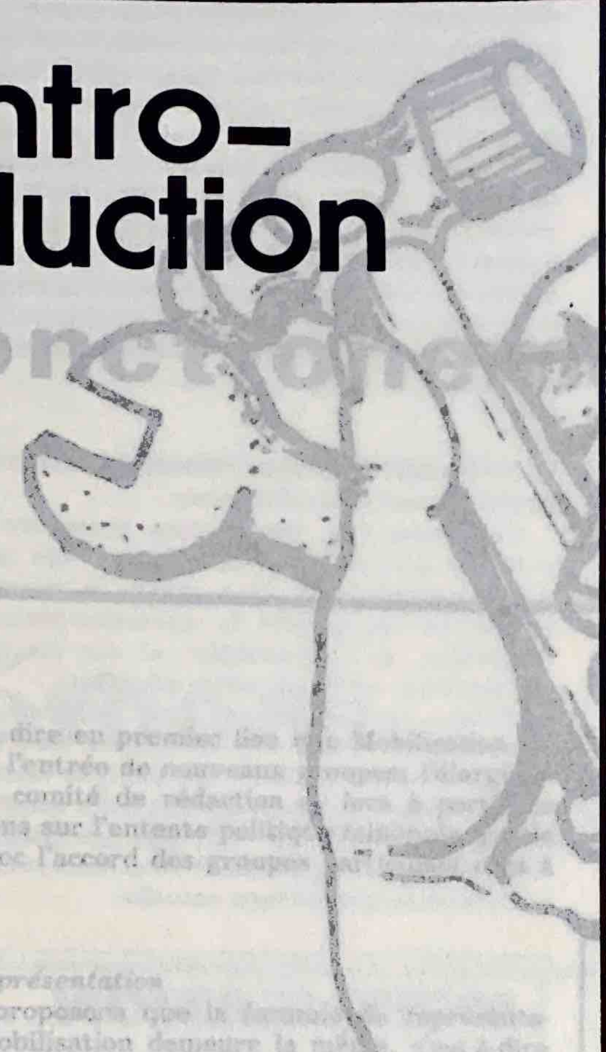
En ce sens, les groupes participants pourront exprimer des positions divergentes sur les questions traitées dans la revue, en autant que ces points n'entrent pas en contradiction avec le contenu de notre entente politique minimale et en autant que cela n'entrave pas le développement de tâches bien concrètes décidées à la majorité, comme, par exemple, les modalités d'un débat.





DEBUT D'UN MOUVEMENT SOCIALISTE A MONTREAL

intro–duction



1. POURQUOI CE TEXTE?

Ce n'est pas en vertu d'un quelconque souci historique plus ou moins universitaire que les auteurs du présent texte tentent d'y relater, à travers ses différentes étapes, le développement du travail politique chez les militants de la région montréalaise. C'est plutot pour répondre à trois objectifs liés l'un à l'autre.

a] Comprendre les conditions de construction de l'organisation politique des travailleurs.

Il s'agit d'abord, à travers une rétrospective des pratiques en milieu populaire et ouvrier, de nous aider à mieux comprendre les conditions et les difficultés de la construction d'une force politique autonome des travailleurs québécois. Il importe de mieux comprendre en termes historiques d'abord, mais aussi et surtout en termes politiques, les contradictions de classe qu'engendre inévitablement la réalisation d'une telle tache.

b] Un outil de formation et de débat.

Ce texte se veut aussi un outil de débat et de formation politique à l'usage des militants nouveaux et anciens. Nos expériences de luttes et d'organisation, nos constantes tentatives en vue de nous lier à classe ouvrière par différents moyens nous permettent d'ores et déjà de tirer un certain nombre de leçons qu'il importe de retenir afin de ne pas retomber dans certaines erreurs passées. A cet égard, le présent texte peut constituer un premier pas. Précisons cependant que l'effort de réflexion que doivent faire les militants afin de mieux orienter leur travail, ne saurait se limiter seulement à objet de ce texte, mais englobe plutot l'ensemble des éléments présents dans une analyse politique militante (tels la situation économique, les forces de la bougeoisie, la réalité de la classe ouvrière, le mouvement syndical, la question nationale, etc). Ce texte n'est donc qu'une partie de l'analyse politique nécessaire à réaliser.

c] Viser à réaliser l'unité idéologique.

En troisième lieu, le texte se veut un instrument qui, avec d'autres, favorise une démarche collective, en cours, visant à réaliser l'unité idéoligique des militants. Une telle unité idéologique ne tombe pas du ciel, et ne provient pas non plus d'un simple concensus plus ou moins formel autour d'un texte qu'on voudrait politique: elle doit plutôt tenir compte des leçons et des analyses issues de nos propres expériences politiques, et doit favoriser de façon plus claire la détermination des tâches politiques prioritaires à l'heure actuelle, de meme que la façon de les réaliser.

2. L'OBJET DU TEXTE.

a] rendre compte des premières étapes dans le développement d'une organisation politique des travailleurs.

Ce texte cherche à présenter et à faire l'anlayse des luttes et des organisations des travailleurs et des petits-bourgeois progressistes depuis le milieu des années soixante jusqu'à maintenant. Ce faisant, il tentera de dégager au moins une partie du cheminement effectué par des intellectuels progressistes en direction vers une organisation politique autonome des travailleurs. Car tel est le fil conducteur du travail en milieu populaire et ouvrier depuis le milieu des années soixante et des organisations qui en sont issues: ils rendent compte des premières étapes dans le développement d'une organisation politique des travailleurs, des premières tentatives pour des militants à se lier aux couches populaires, et des résultats de ces efforts. C'est en définitive ce cheminement qu'il nous faut dégager: il n'est pas en ligne droite, mais en zig-zag, et c'est à travers des luttes concrètes et de nombreuses contradictions qu'on peut le retrouver.

b] une étude centrée sur les groupes populaires et progressistes montréalais.

En principe, l'étude devrait etre générale, exhaustive et à l'échelle du Québec. En pratique, elle se trouve surtout centrée sur certains groupes populaires et progressistes montréalais, notamment les comités de citoyens et les comités d'action politique. Ces groupes constituent les lieux d'expérience pratique des militants qui réedigent cette analyse; de plus, ils représentent les principales bases à partir desquelles s'est posée en pratique la nécessité de lier les luttes économiques actuelles et la lutte politique des travailleurs. Toutefois, il aurait fallu déborder ce cadre étroit d'analyse. Faute d'y etre parvenu, ce texte est limité. Dans son cadre géographique d'abord, puisqu'il s'enracine dans les expériences montréalaisees et non pas dans l'ensemble du Québec. Limité aussi dans les éléments du mouvement ouvrier qu'il analyse plus en profondeur, puisqu'il est centré sur les groupes populaires plutot que sur les syndicats, principales organisations existantes des travailleurs.

3. LA METHODE D'ANALYSE.

A partir de la contradiction fondamental (capital-travail) sous sa forme actuelle (impérialisme américain, bourgeoisie canadienne et québécoise-travailleurs québécois.) nous avons dégagé deux parties principales dans ce texte.

a) la première partie: *le terrain de lutte des travailleurs*

Nous partons d'un aperçu de la conjoncture économique et de la conjoncture politique du début des années soixante à aujourd'hui. Il s'agira d'y dégager brièvement les principaux problèmes économiques auxquels font face la "classe capitaliste" et l'Etat, de même que les conflits des classes dominantes au Québec. Bref, il s'agira de présenter *le terrain de lutte des travailleurs* là ou les travailleurs luttent contre la bourgeoisie. qui représente *l'aspect dominant de la contradiction fondamentale*

b) la deuxième partie: *le mouvement syndical et les groupes populaires et progressistes.*

Nous aborderons alors *l'aspect dominé de la contradiction fondamentale:* les organisations de travailleurs et d'éléments progressistes, ainsi que les luttes qu'elles mènent et les résultats de ces luttes. Nous le ferons en deux étapes, d'inégale importance.:

aa) *le mouvement syndical,* où il faudra distinguer les appareils syndicaux et les travailleurs des syndicats locaux.

bb) *les groupes populaires et progressistes,* dont il faudra mettre en lumière la composition de classe, la pratique qu'elle conditionne et les diverses formes d'organisations qui en découlent. (cette partie sera plus développée que la précédente).

4. LA TERMINOLOGIE UTILISEE.

On a souvent tendance à utiliser les mots ou expressions "politique", "groupe politique", "groupe populaire" etc, sans trop en préciser le contenu. Une telle chose a pour effet de créér la confusion autour de la signification de ces termes, et de les vider en définitive de leur sens. L'expression "groupe politique", en particulier, est utilisé à toutes les sauces. Pour éviter toute ambiguité à son égard dans le texte, nous allons lui donner le signification suivante:

Pour nous, un groupe ou une organisation n'est politique que dans la mesure ou:

elle se trouve en situation de rapport de force,

- opposant des classes ou des fractions de classes.
- elle exprime des intérets de classe, et les exprime explicitement
- le groupe est organisé, et représente ou prétend représenter de tels intérets de classe.
- il s'attaque au pouvoir, soit pour le prendre, soit pour l'affaiblir. (2)

Les terrains de lutte d'un groupe ou d'une organisation politique sont au nombre de trois: le terrain économique, le terrain idéologique et le terrain politique en tant que tel. Toutefois, il s'agit de terrains d'inégale importance: les deux premiers sont subordonnés au troisième. Sur les deux premiers terrains de lutte, la lutte ne peut seulement qu'affaiblir le pouvoir, et ce n'est que sur le troisième (le terrain politique) qu'elle peut permettre de prendre ce pouvoir; de plus, les luttes menées sur les deux premiers terrains demeurent fragiles et risquent d'etre sans lendemain, si elles ne sont pas liées entre elles et intégrées concrètement dans une lutte plus générale pour la prise du pouvoir politique.

Telle sera la définition que nous utiliserons pour désigner un "groupe politique" et une "organisation politique". Par opposition, nous utiliserons également pour désigner d'autres types de groupes, les expressions "groupes à pression sociale" et "groupe idéologique": nous leur donnerons une définition à meme le texte quant nous utiliserons ces termes.

Finalement nous définissons de la façon suivante les expressions "groupes progressistes" et "groupes populaires". Le "groupe progressiste" est composé (dans le contexte de ce texte) de militants qui pour la plupart se situent économiquement et socialement à l'extérieur de la classe ouvrière (il s'agit d'intellectuels ou de petits-bourgeois progressistes) et qui tentent de développer les moyens leur permettant de contribuer à l'organisation politique des travailleurs. Les "groupes progressistes" ont amorcé peu à peu des liens avec des travailleurs combatifs tant par l'appui à des luttes que par un travail de formation politique. Ces liens sont cependant encore très fragiles.

Quant aux "groupes populaires", ils désignent à la fois des groupes de pression issues des milieux défavorisés, de meme que des services populaires. Leur composition de classe se rapprochent plus des couches populaires que celle des groupes progressistes mais rejoint les couches les plus défavorisées (assistés-sociaux, chomeurs) que la classe ouvrière en propre. La direction de ces groupes repose aussi dans les mains des éléments petits-bourgeois.

(2). Précisons qu'un groupe ne devient pas "politique" du jour au lendemain et que les conditions ne se remplissent pas de façon mécanique mais plutôt progressivement et de façon inégale. Un groupe progressiste tend donc à devenir politique et c'est à travers une longue marche qu'il remplit ces conditions.

5. *Qui a ecrit ce texte*

Ce texte a été écrit collectivement par quatre militants qui font partie des CAP Maisonneuve, St-Jacques et du CRIQ. Il est le résultat d'une réflexion de quelque mois, basée à la fois sur l'analyse politique que font ces militants et surtout sur leurs expériences militantes depuis quelques années. Chacun des auteurs du texte a milité dans les comités de citoyens, au FRAP et dans d'autres groupes populaires et progressistes. C'est dire que ces militants sont responsables avec beaucoup d'autres à la fois des acquis et des erreurs relatés dans ce texte. Leur réflexion en n'est donc pas une désincarnée, pas plus qu'une observation qui serait coupée de leur passé de militantisme.

PLAN DU TEXTE

l'aspect dominant de la contradiction fondamentale

LE TERRAIN DE LUTTE DES TRAVAILLEURS



PARTIE 1

1. L'industrialisation du Québec.

Dès les années 1920-30, la grande industrie (possédé surtout par des capitalistes américains) pénétrait le Québec en profondeur et la majorité de la population québécoise devint urbaine plutot que rurale. Dans ce contexte, l'Etat provincial sous le règne de Taschereau, puis de Duplessis à partir de 1936—demeurait un outil favorisant directement la domination économique étrangère et le patronage des petites bourgeoisies locales.

Sur le plan idéologique, l'Eglise jouait un rôle très important comme garante des valeurs morales encourageant la soumission et l'acceptation de l'ordre social. C'est à partir de cette contradiction entre l'infra-structure économique relativement dévéloppée et la superstructure politique et idéologique plutôt traditionnelle qu'on peut comprendre le sens de la Révolution Tranquille des années 60-64.

2. Le but de la Révolution Tranquille: faire du Québec une société capitaliste avancée et civilisée.

La Révolution tranquille a consisté essentiellement en une transformation de la superstructure en fonction du développement économique relativement avancé au Québec; ses racines économiques remontent aux années 1920-30 mais son coup d'envol origine surtout de 1960, année de la prise du pouvoir du parti Libéral.

Pour la plupart de ses artisans et de ses partisans, cette "révolution tranquille" voulait dire un rattrapage social et économique (bref, devenir une société capitaliste avancée et civilisée!) du Québec en retard par rapport aux Etats-Unis et au reste du Canada. Cela impliquait une utilisation nouvelle de l'Etat-provincial comme levier principal pour effectuer ce rattrapage.

3. Un changement impulsé par la moyenne bourgeoisie et la nouvelle petite-bourgeoisie

Plus précisément, ce mouvement s'est fait contre les petites-bourgeoisies traditionnelles (curés, petits professionels, petits commerçants du milieu rural régnantes sous Duplessis. Il s'est réalisé sous l'impulsion de la moyenne bourgeoisis québécoise à la fois fédéraliste et autonomiste à cette époque (avec Lesage à sa tête) alliée avec une partie de la nouvelle petite-bourgeoisie (d'origine urbaine et d'orientation démocrate et néo-libérale) laquelle était issue de groupes intellectuels (tel cité Libre) et d'appareils syndicaux.

C'était dans l'intérêt de ces deux dernières fra ction de classe de constituer des appareils d'Etat davantage bureaucratisés et interventionnistes et



Duplessis, quand il "luttait" contre les communistes, pratiquait l'humour noir. Il inventait des complots folichons. Par exemple, il annonça un jour qu'on avait repéré des postes de radio clandestins dans l'Abitibi. Selon lui, ces postes étaient communistes. Un reporter lui demandant à quoi ils pouvaient bien servir, Duplessis a répondu sans rire: "Mais pour communiquer avec Moscou, voyons!" Une autre fois, Duplessis découvrit un important dépôt de mitraillettes . . . communistes. Vers les années 1952-1953, il souleva de nouveau l'opinion publique en déclarant que "de dangereux communistes ont entrepris de creuser un tunnel sous le cap Diamant, en direction de la Citadelle".

de lutter contre l'emprise trop grande du clergé et de l'idéologie religieuse qui préparait mal à un bon fonctionnement dans une société capitaliste avancée. (A titre d'exemple, on peut penser aux hôpitaux où il y eut passage d'une direction de communautés religieuses à une direction de fonctionnaires et d'administrateurs dépendants de l'Etat.).

4 ***Deux apports principaux de la "révolution tranquille."***

a) ***des appareils d'Etat d'ordre économique:*** Dans l'ensemble la "révolution tranquille" contribua

à contrôler ou à créer des appareils d'Etat d'ordre économique (nationalisation de l'électricité,établissement de la Caisse de Dépôt et de Placement, de la S.G.F.) utiles à la fois à la consolidation politique de la moyenne bourgeoisie québécoise et à l'expansion des grands monopoles canadiens et américains qui pourraient désormais compter sur un appui actif (en terme de recherche, de planification régionale de diminution des coûts d'électricité, de réseau routier, etc) de l'Etat provincial.

b) *des appareils d'Etat d'ordre idéologique et des mesures sociales.*

La "Révolution tranquille" contribua aussi à rénover ou à créer des appareils d'Etat d'ordre idéologique et des mesures sociales (tels le Ministère de l'Education, l'assurance-hospitalisation, la réforme du code du travail, la loi de la Fonction publique, etc...) qui étaient plus fonctionnels au stade du capitalisme avancé en préparant, par exemple à l'intérieur des institutions scolaires, des technocrates, des ingénieurs, des administrateurs, plutôt qu'exclusivement des prêtres, des avocats et des médecins.



1962 : il invente le slogan "maîtres chez nous".

1970 : il est nommé au conseil d'administration de l'importante compagnie multinationale Lever Brothers.

Morale : il ne faut pas prendre les désirs des autres pour la réalité.

5. *L'essouflement de la "révolution tranquille"*

Vers 1964-65, ce fut l'essouflement de la "révolution tranquille" qui se concrétisa à travers un net ralentissement des mesures sociales et économiques du gouvernement. Ce ralentissement s'explique en bonne partie par le développement des contradictions internes à l'intérieur des forces libérales.

a) *les heurts entre fédéralistes et nationalistes.*

Au cours des années 1960-65, les éléments plus fédéralistes et les éléments plus nationalistes s'étaient unis au sein du parti libéral sur la base d'un programme économique et social plus avancé et sur la base d'un nationalisme autonomiste ("Maître chez nous"). Aussi, à partir du moment où des difficultés économiques et politiques (mêmes mineures) ralentissent la réalisation de nouvelles mesures sociales et économiques et à partir du moment où ces difficultés nécessitent l'intervention accrue de l'Etat, deux problèmes inter reliés vont contribuer à diviser le parti Libéral:

aa) faut-il mettre la pédale douce quant aux politiques socio-économiques plus interventionistes et audacieuses ou faut-il accélérer ce mouvement en s'appuyant surtout sur l'Etat et sur les entreprises publiques et mixtes, telles la Caisse de Dépôt et de Placement, la S.G.F., etc...?

bb) faut-il recourir d'abord à l'Etat provincial ou à l'Etat fédéral comme centre dirigeant des politiques socio-économiques au Québec?

6. *La "pédale douce" et la voie fédéraliste l'emportent.*

La fraction hégémonique—ou la fraction la plus forte—du parti libéral choisi la "pédale douce" sur le plan économique et social et la voie fédéraliste sur le plan national tandisque la fraction minoritaire (ayant surtout des appuis au sein des hauts fonctionnaires et de la petite-bourgeoisie démocrate) commençait à s'orienter vers un rôle accru de l'Etat dans le développement socio-économique et vers la voie indépendentiste comme unique moyen d'en arriver à une société "moderne et équilibrée."

7. *La scission au sein du parti libéral.*

En 1967 suite à la victoire de l'Union nationale (favorisée indirectement par l'apparition du parti indépendantiste "Rassemblement pour l'Indépendance National-R.I.N.) aux élections provinciales de 1966, il y eut scission ouverte au sein du Parti Libéral à partir de la division déjà existante dans ce parti; avec une fraction des "militants" libéraux, René Lévesque fonda le mouvement Souveraineté-Association qui allait devenir le Parti Québécois en octobre (avec l'appui d'une fraction des créditistes —le Ralliement National (R.N.) et d'anciens militants du R.I.N.).

8. *A partir de 1967, la question nationale devient la contradiction principale au Québec.*

A partir de 1967, la question nationale commence à



occuper la scène politique comme contradiction principale au Québec (3): ce qui perce la scène politique avec le "Vive le Québec Libre" du général de Gaulle et ce qui apparaît à travers la montée du Parti Québécois, les affrontements relativements durs entre Daniel Johnson et Pierre-Elliot Trudeau, les élections provinciales tumultueuses en 1970, la crise d'octobre 70, le durcissement du gouvernement libéral face au nationalisme québécois, etc... En bref, on peut dire que la lutte nationale a été une contradiction secondaire au cours des années 60-67 (contradiction au sein de la moyenne et petite bourgeoisie québécoise, au sein du Parti Libéral, de l'Union Nationale et de plusieurs groupes populaires et progressistes) mais qu'elle est devenue principale depuis 5 à 6 ans. A même moment, la récession économique apparaît.

9. Les développements au niveau de la conjoncture économique.

Nous reprendrons plus loin le développement autour de la question nationale, car il nous semble important d'insérer auparavant des éléments d'analyse sur la conjoncture économique, laquelle sera dominée, surtout à partir de 1967, par la récession. Les liens entre la conjoncture économique et la conjoncture politique nous permettront de mieux saisir les développements ultérieurs sur la scène politique.

10. De 1962 à 1966: période de reprise économique

De 1962 à 1966, le Québec vivait une période de reprise économique. Cette dernière tirait ses causes immédiates dans l'intensification de l'effort de guerre américain contre le peuple vietnamien et dans l'accroissement des travaux publics entrepris par le gouvernement de la "révolution tranquille." D'un côté, en effet, au fur et à mesure qu'une bonne partie de l'économie américaine se mit à produire davantage de matériel militaire, les succursales québécoises de ces compagnies se mirent à emboiter le pas, entrainant avec elles les industries connexes; de l'autre, les projets du gouvernement Lesage en vue de développer l'infrastructure économique—le programme de construction d'autoroutes, en particulier—ceux du maire Drapeau en vue de préparer

(3) Voir sur la questions nationale, ***Travailleurs québécois et question nationale.***

l'expo 67 eurent aussi pour effet de stimuler de développement de la production industrielle.

11. Mais le chômage se maintient...

Il s'agissait d'une reprise économique plutôt modérée. Le chômage, en particulier, s'est tenu tout au long de cette période à un niveau nettement supérieur à celui qu'il affectait lors des périodes antérieures de reprise économique, puisqu'il était de 5% en 1965, contre un taux moyen de 2 à 3% au cours des années 50.

12. Pendant que les capitalistes réalisent des profits accrus

Mais cette période de reprise n'en permet pas moins à la "classe capitaliste" de réaliser des gains substantiels au chapitre de ses profits: à l'échelle du Canada, ceux-ci aug mentent de 11% entre 1962 et 1963, de 18% entre 1963 et 1964, de 9% de 64 à 65. (4) Pour la classe ouvirère du Québec et du Canada, c'est aussi l'occasion d'arracher aux patrons des augmentations assez substantielles de salaires: entre 1961 et 1966, le salaire moyen du travailleur québécois passe de $75.67 à $86.35 par semaine. Si l'on soustrait le taux d'inflation, c'est une augmentation moyenne de l'ordre de 13%.

13. Les premiers indices de récession apparaissent en 1966.

Toutefois, à partir de 1966, des signes avant-coureurs de récession économique commencent à se manifester. Les patrons continuent d'enregistrer des hausses de profit, mais ces profits augmentent beaucoup plus lentement qu'auparavant; 7% en 1966, 2% en 67, 14% en 68 (c'est l'exception!, 7% en 1969.

14. Les causes de la récession

A quoi est due cette récession? Il serait prétentieux et difficile de vouloir l'expliquer dans tous les détails. Disons toutefois qu'elle se situe clairement dans le contexte général de la concurrence de plus en plus acharnée que se livrent entre eux, à l'échelle internationale, les grandes bourgeoisies impérialistes.(5) Pour une bonne part, en effet, la baisse ou la stagnation du taux de profit que connaissent actuellement, à des degrés divers, la plupart des pays capitalistes avancés (6) résulte de l'intensification de la concurrence qu'elles se livrent entre elles; or, c'est la baisse ou la stagnation du taux de profit qui est à l'origine des récessions.

QUELQUES-UNES DES MISES À PIED ANNONCÉES DANS LA MÉTALLURGIE

Nombre	compagnie	localité
743	Gulf	Shawinigan
105	Gulf	Sainte-Thérèse
56	Gulf	Varennes
125	Alcan	Arvida et Shawinigan
50	Carborundum	Shawinigan
75	Reynolds	Baie Comeau
131	Flitkote	Thetford Mines
300	Beloeil Steel	Sorel
300	CIL	Valleyfield
75	Donco	Montréal

15. A quoi peut-on attribuer l'intensification de la concurrence internationale?

D'abord à différents facteurs particuliers tels le démantèlement partiel des barrières tarifaires, l'intégration des marchés du monde capitaliste, la croissance énorme des investissements étrangers, l'augmentation des crédits publics à l'exportation; de façon plus générale, à la croissance phénoménale de l'économie de certains pays comme le Japon et l'Allemagne, qui entrent dorénavant en confrontation directe avec les USA pour la conquête de

---

(4). Dire que les proftis ont augmenté au cours de cette période, ce n'est pas contradictoire avec cette loi fondamentale du mode de production capitaliste qu'est la tendance générale à la baisse du taux de profit. En fait, cette tendance est permanente, mais il faut voir qu'elle ne s'exprime pas de façon constante, en même temps et partout. Au contraire: elle ne se manifeste clairement, par une baisse effective du taux de profit, qu'en période de crise ou de récession économique (en 1970, par exemple). Pour le reste, elle se trouve au moins partiellement contrecarrée. L'histoire du capitalisme est dans une certaine mesure l'histoire de la lutte que mènent les capitalistes contre la tendance à la baisse de leur taux de profit.

(5). Les USA, les pays du Marché Commun, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, plus quelques pays plus ou moins satellites, tel le Canada.

(6). A l'échelle internationale, on peut citer une autre caractéristique inusitée de la récession de 1969-71: les faillites retentissantes de quelques-unes parmi les sociétés les plus importantes aux Etats-Unis et en Angleterre. Aux USA, il y a la faillite de la compagnie ferroviaire "Pennsylvania Central"; en Angleterre, il y a la faillite de "Rolls Royce" et des chantiers maritimes de la "Clyde". Ajoutons à cela la quasi-faillite de "Lockheed Aircraft" et de "Chrysler" aux USA, sauvées "in extremis" du naufrage par les banque. On pourrait ajouter le cas de la Société Générale de Financement au Québec.

nouveaux marchés et pour la conquête de marchés déjà existants.

16. Les luttes entre bourgeoisies impérialistes se traduisent par une ression accrue

Les effets d'un tel développement de la concurrence internationale sont clairs. Pour rester dans la course, demeurer "concurrentiels" et conserver leur marge de profit, les patrons doivent augmenter l'intensité du travail. En d'autres termes, il leur faut introduire une machinerie de plus en plus productive et perfectionée; il leur faut aussi tenter d'augmenter les cadences, de telle sorte que les ouvriers produisent davantage avec un salaire réel inchangé; enfin, il leur faut lutter avec plus d'acharnement contre les augmentations de salaires réclamées. Bref, les patrons doivent encore augmenter la pression sur les travailleurs de leur pays afin d'accroître l'intensité de leur travail. Pour les mêmes raisons, ils doivent intensifier leur exploitation des peuples du Tiers-Monde, afin d'y développer leurs marchés et d'y retirer encore plus de matières premières.

17. La résistance se développe.

Or de tels efforts se heurtent à des difficultés croissantes pour les capitalistes. Dans de nombreux pays industriels, en effet, la classe ouvrière de mieux en mieux orgnisée et de plus en plus combative a réussi à arracher à sa bourgeoisie nationale une part grandissante de ses profits. De même dans certains pays du Tiers-Monde: les luttes qu'y mènent les peuples de ces pays forcent l'impérialisme à reculer, lui enlèvent des marchés et des sources de matières premières, lui coûtent parfois cher en dépenses militaires. Qu'on se rapelle le Chili, l'Indochine, les pays arabes. Ce faisant, les peuples du Tiers-Monde et les travailleurs des pays capitalistes avancés luttent contre un ennemi commun: les bourgeoisies impérialistes de ces pays. Or, ces luttes commencent à porter fruit: elles se traduisent pour les capitalistes par une baisse de leur profits, ou tout au moins par une augmentation moins rapide de ceux-ci.

18. Concurrence internationale et lutte de classes.

Concurrence internationale et lutte de classes se trouvent donc à l'origine de la baisse des profits. Et celle-ci se traduit à l'heure actuelle, non pas par l'imminence d'une "crise finale" ou du "grand soir", mais par les récessions économiques dures entrecoupées de périodes de prospérité (les "reprises") de plus en plus fragiles. Pour les capitalistes, le message est clair; il s'agit de sortir d'une telle situation. Pour ce, il faut trouver de nouveaux débouchés à leurs capitaux et à leurs marchandaises, et surtout réduire la position de force acquise par la classe ouvrière dans de nombreux pays. C'est ce à quoi les bourgeoisies de plusieurs pays s'emploient actuellement, soit directement, soit en mobilisant leur Etat respectif.

19. Les manifestations au Québéc de la récession économique.

C'est dans ce contexte international qu'il faut comprendre la récession économique des années 1968-72.

Si elle attaque l'ensemble de l'Amérique du Nord de même qu'une bonne partie des pays capitalistes, elle n'en frappe pas moins avec une virulence toute particulière le Québec. En 1972, par exemple, sur les 200 usines fermées par les capitalistes au Canada, il y en eut de 75 à 80 dans la seule province de Québec. Quand toute une usine ferme et qu'on met définitivement en chômage les travailleurs qui y produisaient des biens, on parle de "licenciement collectif"; or, dans la seule année 1972, on compta 18,000 travailleurs victimes de tels licenciements collectifs. Ce chiffre ne tient évidemment pas compte des mises à pied partielles, qui impliquèrent un nombre beaucoup plus élevé de travailleurs.

20. 1970-71: point culminant de la récession.

La récession atteint son point culminant en 1970-71. Elle atteint une gravité telle que dans certains milieux, on parle de "crise". Qu'on en juge.
a) *le taux officiel de chômage* atteindra 10% au Québec en février 71. Et que dire du taux réel?
b) *Tous les secteurs industriels sont touchés.* Habituellement, une récession économique s'attaque soutout à deux grandes catégories de secteurs industriels. L'industrie "lourde" d'abord, i.e., les secteurs industriels liés à la production de biens de production: la métallurgie, la production de machinerie, de matériel de transport, etc.. De façon secondaire, elle attaque aussi les secteurs industriels les plus faibles et les moins développés au plan technologique: il s'agit d'industries liées à la production de biens de consommation, comme le cuir, le textile et le vêtement. Elle épargne en bonne partie les secteurs de "pointe": l'aéronautique, l'électronique, etc..

Or, cette fois-ci, la plupart des branches industrielles furent touchées, et l'industrie lourde le fut plus que jamais auparavant. C'est ainsi qu'en 1971, les industries de la machinerie et du matériel de transport mirent respectivement en chômage un travailleur sur dix, tandis que celle des pâtes et

papiers et du matériel électrique se "contentèrent" de mettre en chômage un travailleur sur vingt. Les travailleurs de l'aéronautique, ceux de l'électronique et du matériel de communications furent touchés, eux aussi: on connait le cas de Canadair, de RCA Victor, de Northern Electric, pour ne citer que ces exemples.

21. L'inflation et le chômage grimpent.

Une autre caractéristique particulière à cette récession réside dans la poursuite simulanée du chômage et de l'inflation. D'ordinaire, dans une économie capitaliste caractérisée par une succession de périodes d'expansion rapide et de récession, on ne trouve pas en même temps le chômage et l'inflation. L'inflation caractérise plutôt la période d'expansion, en même temps que le chômage est à la baisse; quand apparaît la récession et que le chômage augmente, la pression sur les prix se fait moins forte, et le rythme d'inflation baisse. Tel n'est pas le cas en 1970-71. Alors que même le taux de chômage augmente, le rythme d'inflation augmente lui aussi: entre 1968 et 1971, il monte de 12.4% alors que de 1961 à 65, du temps où la reprise économique battait son plein, il n'avait augmenté que de 6.9%.

22. Le terrain de la lutte économique est modifié.

Pour les travailleurs à l'emploi, cela signifie souvent qu'ils doivent se battre plus fort pour arracher des augmentations de salaires inférieures à celle de la période de "propérité" qui a précédé. C'est ainsi que de 1965 à 70, le salaire moyen des travailleurs québécois est passé de $85.35 à $92.74. Cela ne représente qu'une augmentation de 8%, une fois le taux d'inflation déduit. En fait, la récession économique a pour effet d'accentuer la position de force des patrons sur les travailleurs: elle leur permet de "jouer" les travailleurs en chômage contre ceux qui ont toujours un emploi, d'utiliser les menaces de fermeture, etc. Ce faisant toutefois, la combativité ouvrière s'en trouve alimentée.

23.

Avant de poursuivre sur les principales caractéristiques économiques de la conjoncture actuelle, revenons à la question nationale qui, comme nous l'avons vu précédemment, se pose avec de plus en plus d'acuité au Québec depuis 1967.



Photo Keystone — Photo Keystone — Photo: R. Filion — Photo: R. Filion — Photo: R. Filion

MM. Boivin, Morin, Parizeau, Lévesque, Bourgault

MÉDECINS, ECONOMISTES, JOURNALISTES....
... un vrai parti de travailleurs

24. *Les partis politiques québécois et la question nationale.*

Depuis 1967, c'est le débat autour de l'indépendence du Québec qui continue d'occuper le devant de la scène politique. Il se traduit par un lent réalignement des forces au sein des différentes couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie.

a) *le Parti Québécois:*

D'un côté le P.Q. fait le plein de sa clientèle en mobilisant les intellectuels, les fonctionnaires, une partie de l'ancienne clientèle de l'ex-Ralliement National (R.N.) et de l'Union Nationale (les petits notables ruraux, les professionnels); il opère de plus certaines percées au sein de la moyenne borgeoisie et de la bourgeoisie d'Etat, qui voit dans l'indépendance l'occasion d'acquérir l'hégémonie politique.

De plus, le P.Q. par l'image de changement qu'il projette (militantisme, mode de financement, propositions plus progressistes que les autres dans son programme lequel est d'ailleurs élaboré de façon plus "démocratique" que les autres partis) s'attire une sympathie assez importante au sein de la classe ouvrière. Dans la mesure où il n'y a aucune alternative révolutionnaire présente au sein de la classe ouvrière, de nombreux travailleurs combatifs militent dans les rangs du P.Q. faute de pouvoir s'identifier à aucune organisation politique réprésentant véritablement les intérêts de la classe ouvrière. Les travailleurs militant au P.Q. se trouvent surtout parmi les couches francophones et syndiquées, travaillant dans les moyennes et grandes entreprises. Cette "collaboration de classe" au sein du P.Q. se traduit par le contrôle des éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie et par l'appui des éléments de la classe ouvrière, qui eux, sont, dans les faits, écartés des postes de commande, tout comme leurs intérêts objectifs sont subordonné s à ceux de la petite et moyenne bourgeoisie.

b) *le Parti Libéral:*

De l'autre côté, le parti Libéral s'affiche de plus en plus nettement comme celui des monopoles américains et canadiens, de leurs sous-traitants québécois et d'une bonne partie de la moyenne bourgeoisie, dont les intérêts favorisent le maintien de la Confédération.

c) *le Ralliement des Créditistes:*

Les créditistes ne sont présents sur la scène politique québécoise provinciale que depuis 1970. Le phénomène créditiste est, par ailleurs, ancré au Québec depuis maintenant une bonne vingtaine d'années. La montée de Caouette au début des années soixante, puis sa stagnation à partir de 65 ont contribué à la décision de se lancer au niveau provincial en 1970. Ce parti s'adressait surtout aux couches paysannes défavorisées ainsi qu'aux ouvriers aussi défavorisés des régions rurales faiblement développées.

Toutefois à partir de 73, les créditistes se sont dotés d'un chef habile et démagogue, Yvon Dupuis, dans le but de toucher aussi les travailleurs des zones urbaines, surtout les couches les plus défavorisées (assistés-sociaux, chômeurs). Les créditistes cherchent à canaliser le mécontentement et les justes aspirations parmi les couches populaires pour les traduire par une idéologie proprement réactionnaire et les propositions qui vont carrément à l'encontre des intérêts objectifs de la classe ouvrière. (Par exemple, l'apologie et l'appui inconditionnel à l'entreprise privée; la lutte contre tous les "socialistes").


Yvon Dupuis . . . A la radio, on ne le voyait pas.

Si l'arrivée de Dupuis a refroidi plus d'un militant créditiste authentique et mis en retrait les doctrines de base du créditisme (surtout sur le système banquaire), il n'en demeure pas moins que le Parti créditiste pourrait réaliser des percées importantes à la prochaine élection ou du moins, plus probablement, être d'un appui au Parti Libéral (tant fédéral que provincial) dans ses attaques contre la classe ouvrière en général, et contre les syndicats en particulier. Sur la question nationale, les créditistes se prononcent peu, mais leur appui à

l'entreprise privée et la sympathie évidente des capitalistes les fait pencher vers le statu quo. De plus, les "votes de mécontentement" enlevés au P.Q. par les créditistes ne pourraient être qu'un appui objectif au fédéral, ce qu'a sûrement compris le parti libéral fédéral...!

d)*L'Union Nationale:*
Finalement, l'Union Nationale tente en vain de louvoyer, de tergiverser, afin de garder sa clientèle et de tenter de reprendre la force qu'elle représentait avant les élections de 1970.

25. La classe ouvrière est à l'extérieur du débat.

Quant à la classe ouvrière, elle se trouve globalement à l'extérieur de ce débat, même si tous les partis en lice en recherchent l'appui et les votes.

26. De 1968 à 1971: période d'agitation politique.

La période qui va de 1968 à 1971 en est une d'agitation politique assez intense. De nombreux événements, tels les manifestations contre le bill 63, témoignent de l'approfondissement du problème national. Mais les deux événements majeurs de cette époque surviendront en 1970. Il s'agit des élections d'avril 70 et de la Crise d'octobre 70.

27. Les caractéristiques majeures de ces deux évènements.

Il ne nous appartient pas d'analyser l'ensemble de la portée et de la signification de ces évènements, mais il faut en souligner les caractéristiques majeures:

A) Bien entendu, l'un et l'autre manifestent à leur façon que *contradiction politique* principale au Québec est et demeure la *question de l'indépendance du Québec.*

b) *polarisation des forces en présence:* l'un et l'autre ont pour effet de polariser encore davantage les forces en présence de part et d'autre de la barrière, et de mésurer les appuis respectifs dont disposent clairement ces forces.

aa) forces fédéralistes: d'un côté, en effet, on retrouve côte à côte, la bourgeoisie financiére canadienne et la moyenne bourgeoisie fédéraliste du Québec. Mettant de côté leurs différends (sur la partage des revenus s'épaulent mutuellement. C'est d'ailleurs Ottawa qui jouera le rôle dominant.

bb) les forces nationalistes: de l'autre, les fractions nationalistes de la petite et de la moyenne bourgeoisie resserent aussi leurs rangs. C'est ainsi qu'on verra l'Union Nat. évincée en avril 1970, sa position mitoyenne l'ayant perdue. C'est ainsi qu'on verra, en octobre 1970, des réprésentants du Parti Québecois, du mouvement coopératif Desjardins, du "Devoir" et des centrales syndicales (rattachées à la classe ouvrière par la fonction, mais à la petite-bourgeoisie par le statut économique et par les intérêts) protester en commun contre l'application de la loi des Mesures de guerre et l'occupation armée. C'est ainsi qu'on a vu, participant au même mouvement de protestation, toute une frange d'intellectuels prestigieux qui avaient été depuis toujours rattachés au parti libéral, à titre de "penseurs" et d'artisans de la Révolution tranquille.

cc) Faiblesse de la bourgeoisie québécoise et fermeté d'Ottawa: dans le prolongement des observations précédentes, deux autres caractéristiques se dégagent. La première, c'est que la bourgeoisie québécoise et son personnel politique ne peut faire face seule à la crise d'octobre. Il a fallu le recours politique, policier et militaire d'Ottawa pour y parvenir. Ceci a démontré une fois de plus la faiblesse de notre moyenne bourgeoisie et de l'Etat qu'elle a créé, face à une crise somme toute mineure. A cette pusillanité contrastait la fermeté d'Ottawa, d'abord pour bloquer le P.Q. en avril 73 (rappelons-nous le "Quoi de neuf"), ensuite pour "régler" la crise d'octobre. Pour le gouvernement fédéral et pour la classe qu'il représente, il fallait à tout prix contrer le danger, quitte à employer le chantage, la démagogie, le terrorisme psychologique et la force militaire. Mais quel danger fallait-il conjurer?

28. Contrer les forces nationalistes et isoler les éléments progressistes de la population.

D'abord et avant tout la montée des forces nationalistes, regroupées autour du P.Q. ou en marge de celui-ci. Ces dernières s'opposant directement à la grande bourgeoisie canadienne, celle-ci réagit par une démonstration de force. Mais le danger n'était pas qu'a ce niveau. Il résidait aussi au niveau des embryons de forces populaires et progressistes, comités de citoyens, comités ouvriers, et autres. Malgré leur fragilité, leurs faiblesses, ceux-ci n'en représentaient pas moins, aux yeux du pouvoir, l'amorce d'une éventuelle force politique des travailleurs; l'occasion était belle de tuer dans l'oeuf ces regroupements, sous prétexte d'une soi-disant liaison avec le F.L.Q. On connait les attaques du

maire Drapeau et du ministre Jean Marchand contre le FRAP, à la veille des élections municipales; une telle chose se répéta un peu partout dans la province. Des militants syndicaux, des personnes actives au sein de comités de citoyens se virent arrêtés et interrogés; les locaux de comités de citoyens furent saccagé. L'objectif était d'isoler de la population les militants progressistes qui y travaillaient, en faisant passer ces derniers pour des "felquistes".

29. Les forces en présence sont un peu modifiées mais aparaissent plus clairement.

A la suite des élections d'avril 1970 et de la crise d'octobre, les termes de la contradiction principale sur le plan politique sont dorénavant plus clairs. Mais ils n'ont pas été modifiés en profondeur par les évènements. Le Parti Québecois n'a pas perdu beaucoup de ses appuis à la suite de la crise d'octobre, comme l'ont prouvé les élections partielles en février 71. Quant aux forces qui se rangent du côté de la Confédération, elles n'ont pas augmenté leur puissance, mais ne l'ont pas diminué non plus. Si la démonstration de force d'octobre a permis de montrer quelque peu la mesure de cette puissance, celle-ci n'a pas pour autant réussi à écraser ces forces nationalistes, et il s'en fallait de beaucoup.

30. La classe ouvrière n'intervient pas politiquement.

Pas d'avantage qu'auparavant, la classe ouvrière n'a joué de rôle politique autonome au cours de cette période. Les problèmes qu'elle affrontait — le chômage en particulier — ont constitué la toile de fond des élections et de la crise d'octobre; mais il n'en demeure pas moins que le devant de la scène politique est demeuré occupé par les diverses couches de la bourgeoisie. Toutes cherchaient, soit à solliciter l'appui de la classe ouvrière, soit à la neutraliser en balayant ce qui risquait de devenir (à leurs yeux) un début d'organisation politique autonome des travailleurs. En avril, on en recherchait les votes, en octobre, on en sollicitait l'appui actif ou passif. Mais la classe ouvrière, faute de disposer d'un début d'organisation autonome, était en fait absente du débat politique. A cause de leur fragilité, de leur peu d'enracinement, de leur composition de classe, le FRAP et les autres groupes progressistes ne pouvaient combler ce vide, et ne l'ont pas fait.

En définitive, les combats de la classe ouvrière et des travailleurs en général se situaient toujours pour leur part sur le terrain économique. Les seules organisations auxquelles elle s'identifiait (en partie, tout au moins) demeuraient les syndicats. C'est à ce niveau que continuent de se développer les transformations amorcées au cours des années soixante.

31. La situation économique actuelle.

Nous avons vu l'impact de la question nationale sur les classes dominantes et sur les fractions de classe qui s'opposent au Québec, de même que sur la classe ouvrière. Penchons-nous maintenant sur la situation économique actuelle et sur les effets produits au niveau des classes dominantes et à celui de la classe ouvrière.

32. Effets de la récession sur la classe ouvrière.

La récession prononcée des années 1970-71 a joué un rôle prépondérant dans les développements du mouvement syndical. Et cela dans deux sens:

a) elle a stimulé la combativité des couches ouvrières touchées par les effets de la récession.

b) elle a stimulé les appareils syndicaux, soit en réponse à cette combativité, soit en réaction contre l'impossibilité de faire face aux problèmes qui se posaient (on peut négocier des conditions de travail, maison ne peut négocier la fermeture d'une usine.).



33. Actuellement, une période de reprise économique.

Depuis 1972, la plupart des pays capitalistes avancés vivent à nouveau une période de reprise économique. Sans mentionner en détail les caractéristiques de cette dernière, qu'il nous suffise de citer un indice majeur de celle-ci, pour le Canada: les profits des entreprises y ont augmenté de 54% pendant les six premiers mois de l'année 1972. En général, la situation est aussi bonne pour les USA, le Japon et l'Europe: l'ensemble de la classe capitaliste de ces pays vit actuellement une période de vaches grasses.

Cette reprise sera de courte durée: déjà de nombreux économistes annoncent le retour de la récession économique d'ici six mois, un an ou deux ans tout au plus. De plus, deux problèmes majeurs subsistent au coeur même de la reprise qui paraissent sans solutions aux économistes patentés: il s'agit du chômage et de l'inflation. Au Canada par exemple, la hausse des prix atteindra 15% pour l'année 1973. Quant au taux de chômage, il demeure plus élevé que jamais pour une période de reprise économique: il plafonne à 5.5% en moyenne depuis le début de l'année 1973, contre 5% en 1965 (lors de la reprise antérieure) et contre 2 ou 3% au cours de la reprise des années cinquante.

En définitive, c'est que les problèmes de fond qu'affrontent les bourgeoisies des pays capitalistes avancés ne sont pas réglés, loin de là. La concurrence acharnée qu'ils se mènent entre eux (rappelons nous les mesures de Nixon en août 1971, la "crise monétaire" qui constitue le reflet de cette concurrence), la lutte que leur opposent "leurs" ouvriers et les peuples dominés du Tiers-Monde continuent de miner leurs positions économiques, à des degrés divers. Dans ce contexte, l'actuelle reprise économique constitue en quelque sorte une période de sursis pour les capitalistes, et c'est ce que nous rappent la permanence du chômage et de l'inflation.

34. Chômage et inflation: deux tendances à long terme.

En fait, pour faire face à la concurrence qu'ils se livrent entre eux et pour conserver leurs profits, les grands patrons des pays impérialistes doivent transformer leur production et moderniser leur équipement. Ils doivent se spécialiser là où c'est plus rentable, introduire de nouvelles machines plus roductives, construire des usines plus adaptées à leurs besoins, extraire leurs matières premières à meilleur marché, diminuer leurs frais de transport, etc... Tout ceci nécessite des investissements gigantesques, plus élevés que jamais auparavant. Dans ce contexte, l'inflation constitue un moyen en vue de faire partager aux travailleurs les frais de cette transformation de la production; en augmentant les prix (ou en refusant de les baisser alors que la modernisation de leur équipement le permettrait), les cpitalistes récupèrent ainsi une partie du coût de leurs investissements. De plus, la modernisation de la production, l'introduction de nouvelles machines plus productives ou de nouvelles techniques permettent aux capitalistes de produire une quantité plus grande de produits avec un nombre moins élevé de travailleurs qu'auparavant. Il peut ainsi réaliser des économies, et en faire payer le coût aux travailleurs mis en chômage.

A l'échelle d'un pays comme le Canada et de l'ensemble des pays industriels, une telle chose se traduit par un taux de chômage moyen qui tend à augmenter de façon constante.

Si bien que le chômage et l'inflation constituent une manifestation de la lutte que se livrent entre elles les bourgeoisies des pays impérialistes pour la conquête de leurs marchés respectifs, ou pour l'ouverture de nouveaux marchés; en même temps, ils représentent un moyen qu'utilisent les bourgeoisies afin de faire payer aux travailleurs les frais de cette lutte. En conséquence, on ne peut considérer le chômage et l'inflation comme des phénomènes passagers, contrairement à ce que nous répètent les porte-paroles des classes dominantes: ils se retrouvent au coeur même des contradictions que ces dernières affrontent.

De la même façon, les bourgeoisies doivent contrer la combativité croissante du mouvement ouvrier des pays capitalistes et des mouvements de libération des peuples du Tiers-monde. Il s'agit là du second volet des problèmes qu'elles affrontent, et celui-ci est indissociable du volet précédent. A ce chapitre, les moyens mis en oeuvre sont énormes et divers, allant de la corruption à la répression armée, en passant par le conditionnement idéologique. Ce qu'il faut noter toutefois, c'est que les patrons ont de plus en plus tendance à ressortir de leur arsenal les mesures ouvertes de répression afin de contrer la combativité ouvrière. Ils le font soit directement, soit par leur Etat respectif et les législation anti-syndicales (en Angleterre avec la loi contres les "grèves sauvages", au Québec avec le bill 89). A cette intensification de la répression patronale dans les pays capitalistes avancés correspon l'intensification de la lutte armée dans les pays du Tiers-Monde: rappelons-nous les derniers évènements au Chili.

L'actuelle période de reprise économique sera de courte durée, avons-nous dit, et elle ne règlera pas les problèmes auxquels les capitalistes doivent faire face. Mais pour l'instant elle n'en est pas moins réelle. Ceci aura pour effet d'améliorer provisoirement la position de force des travailleurs face à leurs patrons. Les profits qu'ils empochent actuellement leur permettent de céder plus facilement sur les aug-

mentations de salaires réclamées; de plus, quand la marchandise se vend très bien et qu'elle rapporte plus que jamais, un capitaliste n'est pas du tout intéressé à ce que son usine soit paralysée par une grève. En conséquence,il est donc davantage porté à faire des concessions aux travailleurs qu'il emploie, surtout si les revendications se limitent à des questions de salaire. Il faut toutefois se rappeler que de tels gains monétaires sont plus que jamais illusoires: l'inflation permet aux capitalistes de les récupérer.

35. Au niveau politique: statu quo relatif et fragile.

Au niveau proprement politique, la reprise économique permet de tranquiliser quelque peu le décor. A l'échelle du Canada comme à celle du Québec, nous vivons depuis la crise d'octobre une période de calme relatif sur la scène politique, toujours occupée en exclusivité par les différentes couches de la bourgeoisie. Au Québec comme à Ottawa, c'est la parti libéral qui conserve le pouvoir: il représente pour l'essentiel les intérêts de cette partie de la bourgeoisie qui est la plus liée aux monopoles financiers canadiens, aux entreprises américaines installées au Canada et à leurs sous traitants. Du côté du Québec, la question nationale continue de représenter la contradiction politique principale à l'heure actuelle, mais le rapport des forces en présence, les positions respectives des différentes fractions de la petite et moyenne bourgeoisie québécoise sur la question sont demeurées pratiquement inchangées depuis 1970.

Toutefois sous cette apparence de stabilité, les problèmes politiques couvent, assortis des ingrédients de plusieurs crises. C'est ainsi qu'a l'échelle du Canada, le problème de la domination économique des USA a ressurgi avec force. Comme la question nationale au Québec, ce sont surtout les différentes couches de la bourgeoisie canadienne qui tentent de définir selon leurs intérêts respectifs les termes de ce problème et les façons de le solutionner. Toutefois, contrairement à la question nationale, la question de la domination économique des Etats-Unis n'a pas pour effet de polariser les différentes couches de la bourgeoisie en deux camps adverses, diamétralement opposés sur la façon de voir le problème et de la solutionner. Au contraire, le proplème prend l'allure d'un débat,qui gagne de proche en proche l'ensemble des fractions de la bourgeoisie, et qui se traduit par des solution pas très différentes les unes des autres. Des solutions "radicales" aux solutions "modérées", des positions du Parti libéral canadien à celles du NDP sur la question, il n'y a au fond que des différences de degré: c'est qu'aucune des fractions de la bourgeoisie canadienne n'a véritablement intérêt à ce que les liens économiques avec les USA soient coupés. Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle les solutions "radicales" prennent les pas sur les solutions "modérées", et ceci n'est pas étranger à la montée du NPD lors des récentes élections fédérales (et par extension ceci n'est pas étranger à la défaite du parti libéral).

A l'échelle du Québec, la question nationale ne s'est pas traduite par l'agitation des années 1968-1970. Elle n'en demeure pas moins au centre des débats politiques. L'ensemble des fractions en présence se préparent en vue d'un affrontement électoral, qui s'annonce âpre, même si son issue ne saurait clore de façon définitive le débat autour de la question de l'indépendance. D'un côté, il y a le Parti Québécois, qui prend plus que jamais figure d'opposition au Québec: il ne semble pas perdre sa clientèle traditionnelle, et tente de gagner d'autres couches populaires de la société québécoise en donnant à l'indépendance un contenu plus immédiatement social (par exemple, au moyen de sa promesse d'inst ituer après l'indépendance un programme d'allocations sociales financé à même les sommes d'argent actuellement expédiées à Ottawa). De l'autre côte, il y a les autres par tis politiques: l'Union Nationale, agonisante, le parti libéral, le Ralliement des Créditistes. Le parti libéral, qu'entoure de plus en plus une atmosphère de scandales et de corruption généralisée, développe deux stratégies contre le P.Q.: celle du chantage ("après nous, le déluge"), et celle du patronage (achat de vote). Quant au Ralliement des créditistes, il cherche à disputer au P.Q. la conquête de la vielle clientèle de l'union Nationale, en milieu rural et semi-urbain. Il cherche de plus à jouer sur les problèmes économiques que rencontrent les fractions déclassées de la petite bourgeoisie (les petits commerçants et artisans, en particulier) et certaines couches défavorisées de travailleurs pour se les gagner, au moyen d'un style populiste et réactionnaire.

Dans un climat électoral qui s'annonce trouble, tous ces partis vont rechercher la clientèle ouvrière; le P.Q. en misant sur les aspects sociaux-démocrates de son programme et sur la présence en son sein de nombreux militants syndicaux; le Ralliement créditiste, en jouant sur le début d'éveil de certains travailleurs afin de récupérer à son profit cette embryonnaire conscience de classe; le parti libéral en jouant sur l'image de permanence et de réalisme qu'il cherche à dégager.

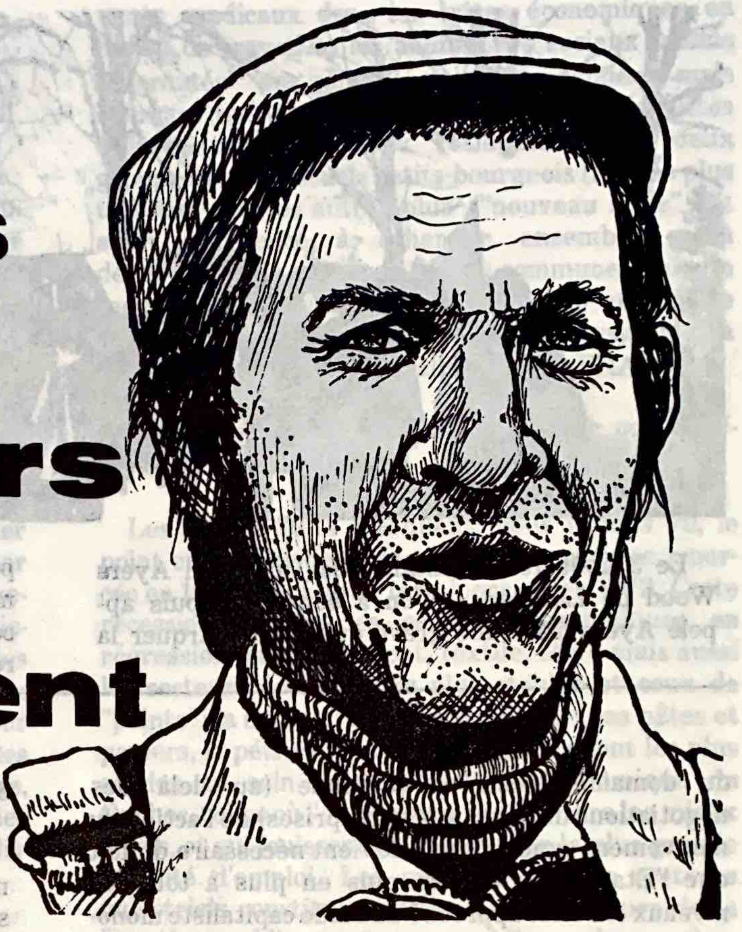
Quant à la classe ouvrière, elle continuera de jouer le rôle de classe-appui, à la traine des différents partis des classes dominantes. Il y a un an, les centrales syndicales avaient prétendu s'en faire l'expression politique; nous verrons plus loin de quelle façon et avec quelles faiblesses. Qu'il nous suffise de mentionner que cette tentative de la part des centrales en vue de s'ériger comme force d'opposition politique fut rapidement étouffée dans l'oeuf, soit par la répression, soit par ses erreurs mêmes et son manque de crédibilité vis-à-vis des travailleurs.

l'aspect domine de la contradiction fondamentale

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LES GROUPES POPULAIRES ET PROGRESSISTES



A les luttes des travailleurs et le mouvement syndical



Il faut d'abord noter que notre connaissance des luttes des travailleurs et des efforts de démocratisation des principales organisations de travailleurs à la base (les syndicats locaux) est très superficielle et réduite, surtout pour la période allant de 1965 à 1970 . Ce que nous connaissons le plus, ce sont lesdiscours, les rapports et les déclarations des dirigeants des grandes centrales syndicales. C'est donc sur cela que nous pourrons le plus insister dans ce texte.

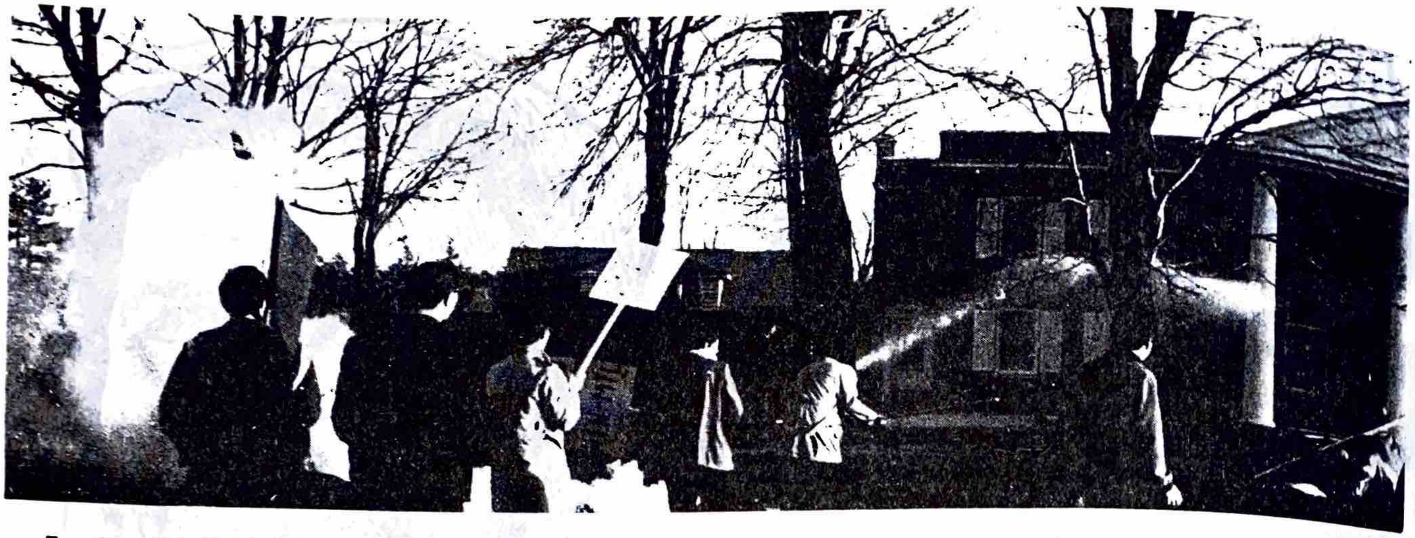
1 De 1965 à 1970: multiplication des luttes ouvrières.

En gros, au cours des années 1965-70, on peut dire qu'il y a eu l'émergeance de nouveaux groupes populaires et la multiplication de luttes ouvrières (par comparaison avec les années de révolution tranquille, au cours desquelles il y eut relativement moins de conflits ouvriers majeurs.). Rappelons les luttes des travailleurs de St-Jérôme, des travailleurs d'Ayers à Lachute, des travailleurs de Dominion Textile, des employées d'hôpitaux, des enseignants, etc.. Bien qu'il semble y avoir eu une combativité croissante pendant cette période, le niveau de conscience de classe des travailleurs québécois demeurait très faible, limité quasi-exclusivement aux aspects économiques et marqué idéologiquement par des courants petits-bourgeois soit humaniste (par exemple: leadership du chanoine Grandmaison dans les luttes de St-Jérôme), soit gauchiste et spontané (exemple: appui de militants intellectuels aux grèves d'Ayers, de Seven Up, etc...)

2. Elargissement de l'action syndicale.

D'autre part, dans le contexte de la fin de la révolution tranquille, d'un début de récession économique et d'une certaine radicalisation des comités de citoyens, on comprend que les centrales syndicales aient commencé à modifier d'un point de vue idéologique leur approche des problèmes sociaux et la conception de leur rôle social. Essentiellement, il ne s'agit pas encore d'une critique du syndicalisme d'affaires,[7] mais il s'agit d'un élargissement

(7) Le syndicalisme d'affaires, en gros, on peut lui donner les caractéristiques suivantes:
a(les luttes ouvrières sont pour l'essentiel dirigées d'en haut, à



Le 3 août 1966 éclatait à la Dominion Ayers Wood de Lachute (qu'on a souvent depuis appelé Ayersville) une grève qui allait marquer la petite histoire de la région. Ce n'était pas la première puisqu'à trois reprises déjà les ouvriers de cette usine avaient débrayés pour appuyer leurs revendications.

du domaine social et politique (au delà des négotiations internes aux entreprises) de l'action du mouvement syndical: ceci devient nécessaire du fait que l'Etat intervient de plus en plus à tous les niveaux (on s'est approché du stade capitaliste monopoliste d'Etat avec la révolution tranquille) et du fait qu'il demeure un décalage entre les exigeances et les espoirs de la démocratie libérale issue de la révolution tranquille et l'incapacité par les gouvernements d'apporter des solutions aux problèmes réels de la classe ouvrière et des exploités (assistés-sociaux).

partir des centrales syndicales ou des fédérations (comme les Métallos ou le SFPQ), par l'intermédiaire de permanents qui agissent comme spécialiste de la convention collective. La démocratie syndicale, i.e. le contrôle par les travailleurs concernés du contenu de l'organisation et de l'orientation de leur lutte, est une réalité vidée de son contenu.
b) le terrain de lutte, c'est la négotiation collective, qui se déroule pour l'essentiel à huis clos, entre permanents et représentants du patron. C'est un terrain très limité: au départ, le syndicat y reconnait explicitement le "droit" du patron à organiser sa production comme il l'entend, à embaucher des travailleurs, à agrandir, à mettre des ouvriers en chômage pour les remplacer par des machines, etc. . . C'est le "droit de gérance". En échange, le patron reconnait au syndicat, le droit à la défense des intérêts des travailleurs, i.e. de négocier des salaires.
c pour l'essentiel, la convention collective ne touche que certains aspects de la défense des intérêts économiques des travailleurs: salaires, heures de travail, la classification des tâches, les griefs. On évite le reste (les cadences, les conditions de travail, les mises à pied), du moins en bonne partie car ce serait attaquer le droit de gérance des patrons.
d) de plus, les négociations se déroulent la plupart du temps dans un langage très technique, aux nombreuses subtilités juridiques. Seuls les initiés s'y retrouvent. Une telle chose a pour effet de garder celles-ci sous le contrôle des spécialistes (les permanents syndicaux) et d'éloigner de nombreux travailleurs de leur déroulement concret.

3. Un corps intermédiaire.

Le mouvement syndical cherche donc à devenir moins une force marginale et défensive (comme sous Duplessis) ou un simple groupe de pression (comme au cours des années 60-64) qu'un *corps intermédiaire* à la fois intégré dans le rouage social Patrons-Etat-Mouvement syndical et représentant des intérêts immédiats des "défavorisés" et des travailleurs. Ceci conduit dans un premier temps à un point de vue plus critique sur la société capitaliste et à une description des inégalités sociales: ce qui ressort nettement du rapport moral de M. Pépin en 1966 "Une société bâtie pour l'homme" et de la recherche du Conseil du Travail de Montréal "La troisième solitude". (1966)

4. Des différences entre le CSN et la FTQ

Ici, on doit noter qu'il y eut des différences importantes entre la CSN et la FTQ même si toutes les deux tendaient vers un élargissement semblable du rôle social du mouvement syndical. Au cours des années 1963-67, la FTQ a dû d'abord se battre à l'intérieur du Congrès du Travail du Canada (CTC) pour avoir plus de pouvoir et être ainsi en mesure d'apparaître comme une centrale syndicale capable de concurencer la CSN (qui en gagnant les employés de la fonction publique grossissait plus vite que la FTQ). Même si la FTQ a obtenu peu de choses du CTC, elle a dû se ressaisir rapidement et tenter de

préciser son orientation politique. Cependant la FTQ est demeurée en partie à la remorque de la CSN qui était alors l'aile dirigeante de l'action sociale et politique du mouvement syndical québécois.(8)

5. Le deuxième front

L'orientation de la CSN a été dégagée en particulier dans le rapport moral de M. Pépin en octobre 1968, " Le deuxième front". Ce document se situe historiquement au début d'une récession économique et d'une prise de conscience de plus en plus aigue des problèmes économiques et sociaux de la part des comités de citoyens: plus précisément, le 19 mai 1968 (voir plus loin), il y avait eu une importante rencontre de représentants de 20 comités de citoyens qui étaient plutôt critiques par rapport au syndicalisme d'affaires et qui tentaient de s'orienter vers *l'action politique*. A ce moment-là, dépassé par la combativité des comités de citoyens, le mouvement syndical cherchait à se rattraper en fournissant ceux-ci comme modèles et en cherchant à les intégrer dans le cadre de cette fameuse division: 1er front, 2ième front. En gros, cela signifiait pour les syndicalistes "à nous le premier front des milieux de travail et à vous, les comités de citoyens, le deuxième front des luttes au niveau du quartier sur le plan de la consommation et sur le plan politique."

6. Une orientation trade-unioniste.

Cette conception "trade-unioniste" ou social-démocrate (9) des liens entre luttes économiques et luttes politiques des travailleurs marqua en retour le développement idéologique et organisationnel des comités de citoyens au cours des années 1968-1970. Les militants des organisations populaires de quartiers se limitèrent dans l'ensemble aux luttes sur le plan de la consommation et lorsqu'il y avait une lutte ouvrière, on appuyait celle-ci en cherchant à l'intégrer aux préoccupations et aux problèmes des luttes sociales du quartier. En bref, il y avait deux types plutôt comparables de permanents et de direction au niveau des luttes de travailleurs: les permanents syndicaux dans les luttes économiques en milieu de travail et les animateurs sociaux (moins "encroutés" en général que les premiers mais exerçant une fonction semblable) dans les luttes économiques au niveau résidentiel. Ces deux groupes d'intellectuels petits-bourgeois (les uns plus traditionnels, les autres plus "nouveau style" ont alors commencé à échanger ensemble et à développer des positions plutôt communes dans le cadre des colloques régionaux en 1970 et dans le cadre d'un projet *d'organisation travailliste* à constituer à Montreal (quallait être le FRAP).

7. La classe ouvrière durement touchée par la récession.

Les années 70-71 marquent, nous l'avons vu, le point culminant de la récession économique amorcée en 1966 et qui ne se terminera qu'en 1972. Cette récession attaque les secteurs économiques en régression (cuir, vêtement, textile, etc.), mais aussi les secteurs économiques plus stables et ceux de "pointe": la métallurgie, l'aéronautique, les pâtes et papiers, la pétrochimie. Ces industries sont les plus solides au sein de la structure économique du Québec, celles où l'on retrouve les ouvriers les mieux payés, et qui jouissent en général, de la plus grande sécurité d'emploi. Les ouvriers de ces secteurs industriels constituent, avec les travailleurs de la Fonction publique et para-publique, les assises principales du syndicalisme québécois. Or, pour la première fois depuis longtemps, une récession économique attaque leur position relativement privilegiée.

8. A partir de 1970: les luttes ouvrières s'amplifient.

Dans se contexte du début, des années soixante-dix, des luttes ouvrières continuent de s'amplifier; point n'est besoin d'être politicologue diplômé pour faire cette constatation. En fait, certaines de ces luttes prennent même d'un certain point de vue un caractère politique, et ceci permet à certains d'affirmer que le début des années soixante-dix marque l'entrée en scène politique de certaines fractions de la classe ouvrière et du mouvement syndical. C'est peut-être une affirmation juste; mais encore faut-il préciser qu'il s'agit d'une entrée en scène toute relative, dont il importe de saisir les limites.

9. De nouveaux types de luttes.

Ledébut des années 70 est donc marquée de batailles ouvrières longues et dures; elles font suite à celles qui surgirent à la fin des années soixante. Pour une bonne part comme nous l'avons vu, ces luttes sont centrées sur la négociation des conventions collectives. C'est le cas par exemple, à General Motors, dans l'industrie des pâtes et papiers, chez

---

(8) Ceci dépend à la fois de la forte tradition du syndicalisme d'affaires dans la FTQ et de ses structures qui ont pour assise non la centrale comme telle mais les unions inter nationales. Aussi, on peut mentionner que la FTQ a beaucoup moins été reliée à la révolution tranquille et à la montée du nationalisme et quelle a alors perdu des plumes... Pour plus de précisions voir le *text sur la FTQ* réalisé par le collectif sur le syndicalisme intitulé *Note aux militants* (disponible à MOBILISATION).

(9) Conception "trade-unioniste": cela signifie qu'on sépare mécaniquement les luttes syndicales de la lutte pour le pouvoir et que surtout on réduit l'activité politique des travailleurs, soit aux aspects politiques des luttes économiques générales (ex: seulement des batailles pour de nouvelles lois sociales-assurance-automobile-plus conforme aux intérêts des travailleurs) soit à l'appui à un parti petit-bourgeois le plus à gauche (ex: appui de la FTQ au NPD).

les fonctionnaires du secteur public et para-public. En général, de telles luttes sont plus ardues qu'auparavant, les patrons étant en plus grande position de force en période de récession économique. D'autres types de lutte apparaissent également. Certaines se manifestent contre les fermetures d'usines ou contre des mises à pied: à Soma, à la Gulf, à la C.I.L., dans les mines du nord-ouest. D'autres contre l'introduction de nouveaux procédés technologiques qui ont pour effet d'éliminer un bon nombre de travailleurs: c'est le cas de la bataille à "La Presse".

10. Des luttes plus combatives.

Il serait important d'approfondir la compréhension de certaines de ces luttes pour en saisir la portée exacte. Malheureusement nous ne pouvons le faire ici. Dès lors, nous nous contenterons de souligner certaines caractéristiques d'ensemble.

Pour la plupart, il s'agit de luttes combatives, sinon militantes. La bataille du Front Commun et les grèves d'appui de mai 1972 en constituent exemples éclatants, mais ce ne sont pas les seuls cas. Mentionnons l'occupation par des travailleurs de l'usine Price à Alma, en 1971, la séquestration d'un patron à New Richmond, lors de la grève à la Consolidated-Bathurst en 1971. Rappelons aussi les péripéties du lock-out à "La Presse", voir même la lutte à Soma, où l'on a vu des travailleurs faire le tour des conseils minicipaux de la région afin d'y recueillir des appuis. On pourrait prolonger la liste des exemples.

11. Des échecs, au plus des demi-succès.

Mais dans la plupart des cas, les résultats de ces luttes se sont révélés des échecs ou des demi-succès. Parmi les échecs, il faut mentionner les luttes contre les fermetures d'usines (Gulf, Soma) et certaines batailles syndicales (Dominion Glass, United Laundry). Parmi les demi-victoires, il faut mentionner la bataille du Front commun. Une exception et de taille: le lock-out de La Presse. Mais il s'agit d'un cas pratiquement isolé; en définitive, le début des années soixante-dix a été marqué par un plus grand nombre d'échecs que de victoires syndicales.

12. Le cul-de-sac du syndicalisme d'affaires.

C'est ainsi que la récession économique entraîna des problèmes en face desquels le syndicalisme tel que pratiqué jusqu'à maintenant se trouva impuissant à faire face: le chômage et les mises à pied, les fermetures d'usines, mais aussi l'inflation et le développement des cadences qui ne cessent de rogner



le lock-out de La Presse.

sur les augmentations de salaires. La pratique du syndicalisme d'affaires, qui se déroule sur le terrain des augmentations de salaires et de la classification des tâches, peut toujours être efficace *sur ce terrain* quand la situation économique est bonne; elle l'est beaucoup moins en période de récession, quand l'offensive du capital se fait plus forte. Pour les permanents syndicaux un réajustement s'impose donc.

13. Les manifestes des centrales.

C'est à l'intérieur de ce contexte de récession économique, de luttes ouvrières plus dures et d'échecs syndicaux nombreux qu'il faut situer les "Manifestes" des centrales syndicales, parus à l'automne 71. Du point de vue des permanents-élus ou non de ces centrales, ils constituaient le point d'aboutissement de la longue démarche visant à élargir le cadre idéologique du syndicalisme d'affaires. Du point de vue de leur pratique syndicale (les luttes qu'ils mènent et la façon dont ils y parviennent), il s'agit à la fois d'une réaction contre l'offensive du capital et d'une manifestation de l'impuissance du syndicalisme d'affaires à lutter contre les nouvelles formes de cette offensive. Malgré tout, ces "manifestes" n'en constituent pas moins une étape importante dans l'histoire de la lutte des classes au Québec: ils représentent la première tentative issue du mouvement ouvrier, en vue de dégager le contexte économique et politique des luttes qu'il mène, et de situer ces luttes dans le cadre plus général de la lutte des classes. Il s'agit là d'un aspect positif au niveau du développement idéologique du mouvement ouvrier.

14. L'intervention de certains permanents syndicaux

Cette radicalisation idéologique sera favorisée par la présence en nombre grandissant au sein des centrales syndicales et des fédérations de permanents qui se donnent pour tâche de profiter des luttes économiques pour leur injecter un contenu qu'ils jugent politique. Cette tendance se situe dans le prolongement de l'évolution qu'ont connu les centrales syndicales au cours des années soixante. Il s'agit pour ces permanents de dégager et de diffuser à travers les luttes en cours une critique plus virulent du capitalisme, de montrer le rôle sociale et même politique des syndicats, comme étant la "seule véritable opposition au Québec". C'est là pour eux une façon de faire progresser la conscience de classe des travailleurs impliqués, et accréditer auprès de l'opinion publique la force du syndicalisme.

15. Un pas en avant: identification plus claire de l'ennemi.

Dans l'ensemble, il s'agit là d'un pas en avant du mouvement ouvrier québecois dans la mesure où l'enjeu général des luttes ouvrières devenait plus clair. De plus, une bonne partie de ces luttes mettaient en cause de façon plus éxplicite qu'auparavant l'ennemi: soit le patron immédiat, soit la classe capitaliste. A travers des dossiers d'information, à travers des déclarations des dirigeants syndicaux, on situait plus clairement l'opposition des travailleurs avec l'impérialisme américain (Gulf), avec la grande bourgeoisie canadienne (Dominion Glass, La Presse), avec l'Etat québécois et la moyenne bourgeoisie québécoise (les fonctionnaires, les employés d'universités, Soma).



16. Mais la pratique des appareils syndicaux change peu.

Cependant en dépit de leurs nouvelles dimensions, la plupart de ces luttes demeurent pour l'essentiel liées aux pratiques traditionnel au syndicalisme d'affaires. les permanents syndicaux dirigeaient la négociation, et celle-ci demeurait tres

centrée sur ses terrains habituels. Ils dirigeaient la lutte et s'ils en permettaient des expressions plus combatives, c'était la plupart du temps par opportunisme. Soit pour se donner du "bargaining power" à la table de négociation: par exemple, la grève de Steinberg à Alma, marquée de l'explosion d'une bombe, permit aux dirigeants locaux de la CSN d' augmenter leur position de force à la table de négociation tout en se dissociant publiquement de ces actes que par ailleurs ils favorisaient privément. Soit pour masquer leur impuissance à faire face aux problèmes qui étaient posés: ce fut le cas à la Gulf à Shawinigan, où les déclarations fracassantes et les mini-manifestations n'eurent pour effet que de démobiliser les travailleurs face à l'imminence de la fermeture de l'usine.

C'est ainsi que les actions de la plupart des permanents syndicaux ne visent pas à remettre en cause le syndicalisme d'affaires tel qu'il se manifeste en pratique et encore moins le contrôle qu'ils exercent eux-mêmes sur le mouvement ouvrier. Ce qu'ils font, c'est de coiffer la pratique syndicale traditionnelle d'un discours plus radical qu'auparavant susceptible de situer contre qui on se bat et d'introduire dans la lutte des moyens plus combatifs qu'auparavant (manifestations, etc.). Pas plus.



M. Michel Chartrand
Un homme libre qui se bat toujours seul

17. Le syndicalisme d'affaires est bien vivant.

Du côté des organisations syndicales — les centrales, les fédérations de métiers et les fédérations industrielles — on peut dire en gros que leur pratique ne s'en est as trouvée profondément affectée. Malgré sa croissante inefficacité, le syndicalisme d'affaires continue de vivre, et bien. Le cadre idéologique dans lequel le pratiquent les permanents syndicaux se transforme toutefois, dans la foulée des "manifestes". On avance une critique virulente du capitalisme, on pose la réalité de la lutte des classes, on préconise même la création d'une organisation politique des travailleurs. Mais la fonction d'un tel élargissement de la perspective idéologique a été d'abord de "couvrir" des échecs syndicaux et la pratique traditionnelle du syndicalisme.

18. Les syndicats comme force politique d'opposition.

Il est un autre aspect où l'action des centrales syndicales s'est soldée jusqu'ici par des résultats plutôt négatifs. A cause des caractéristiques inhérentes des luttes auxquelles ces centrales on été mêlées, celle-ci en sont venues à s'ériger *comme force politique d'opposition sur la scène du Québec*. Souvenons-nous à cet effet de l'assemblée anti-chômage organisée par la FTQ le 28 février 72, des déclarations des chefs syndicaux au cours de la lutte du Front commun. Une telle situation correspondait à une réalité objective: dans le contexte de certaines luttes d'envergure, la défense des intérêts des travailleurs poussait les chefs syndicaux à se mesurer directement à l'Etat québécois et à la classe capitaliste. Elle correspondait aussi aux aspirations des permanents progressistes des trois centrales, sans transformer leur fonctionnement ni leur pratique, devaient tendre à jouer le rôle de représentants politiques officiels de la classe ouvrière et des défavorisés en général. Qu'on se souvienne du contenu de certains discours lors de l'assemblée du 28 février 1972. Il s'agissait pour eux d'ériger le syndicalisme comme force politique d'opposition; de lui faire jouer, sous leur direction, un double rôle: celui du traditionnel syndicat d'affaires et celui d'organisation politique des travailleurs.

19. Les syndicats: une cible facile pour le pouvoir:

Ce fut un échec. Si, dans les faits, les centrales tentèrent de concrétiser leur rôle de force politique, cette dernière se révéla fragile. D'un côté les centrales syndicales modifient leur rôle de défenseurs des intérêts des travailleurs. C'est ainsi qu'elles diminuent leur collaboration au sein de l'appareil d'Etat et se retirent de plusieurs comités conjoints consultatifs. Mais d'un autre coté, elles demeurent fidèles à leur conception réformiste de l'action politique et continuent la plupart du temps à maintenir



le lock-out de La Presse.

cette dernière à l'extérieur des milieux de travail, au sein du "deuxième front". Et c'est en fonction de cette conception qu'elles tentent d'élaborer de nouvelles formes d'action politique.

Ces formes (élections scolaires et hospitalières, entre autres) se soldent par un échec qui devrait leur être instructif. Le discours gauchiste des chefs syndicaux, la division entre les centrales syndicales, le fossé entre le caractère radical du discours et la pratique syndicale selon des méthodes traditionnelles, le manque de crédibilité qui en découle de la part des travailleurs, l'absence de liens solides avec la case, tout concourt à faire des syndicats une cible facile pour le pouvoir. Et celui-ci se fit fort de profiter de l'occasion pour contre-attaquer. Il le fit d'une façon scientifique, en utilisant la démagogie, les projets de loi, les amendes et la prison.

Le bill 19, le projet de bill 89, et surtout l'emprisonnement des trois chefs syndicaux en 1972-73 en furent les manifestations les plus nettes. Ainsi, le pouvoir politique de la bourgeoisie attaquait et affaiblissait à travers les centrales syndicles l'ensemble du mouvement ouvrier québécois.

20. Effets d'entrainement dans le mouvement ouvrier: côté négatif.

Au cours de la période 1970-72, les transformations des luttes ouvrières et des appareils syndicaux ont eu des effets d'entrainements positifs et négatifs.

En 1972-73, suite particulièrement à la lutte du Front Commun et aux attaques très dures du gouvernement Bourassa, il y eut un essouflement temporaire mais bien réel. Cet essouflement s'est traduit, par exemple, par la réaction très tardive du mouvement syndical face à l'emprisonnement de ses chefs. Aussi, l'issue négative de plusieurs luttes syndicales a conduit une bonne partie des travailleurs à la démobilisation, à l'apathie, à une méfiance accrue vis-à-vis du syndicat (du moins pour un certain temps). Les exemples ne manquent pas pour illustrer une telle chose: de nombreux militants syndicaux ont "décroché", du moins de façon temporaire, surtout là où la lutte a été la plus dure et la plus vaine. Dans une certaine mesure, ils n'est pas exclu d'affirmer que les "manifestes" des centrales syndicales ont favorisé cette démobilisation. S'ils avaient l'avantage de situer l'ennemi de façon claire, ils avaient le défaut grave de ne pas indiquer la façon de l'attaquer. Le décalalage entre le discours utilisé et les moyens présentés pour concrétiser ce discours en action était tel qu'il suscitait l'impuissance, face à la nécessité d'élaborer de nouveaux moyens de lutte. De plus le fonctionnement bureaucratique des centrales syndicales n'a pu permettre une diffusion militante, pas plus qu'efficace des manifestes. Ainsi, sauf à la CEQ où un réseau provincial de quelques centaines de militants en-

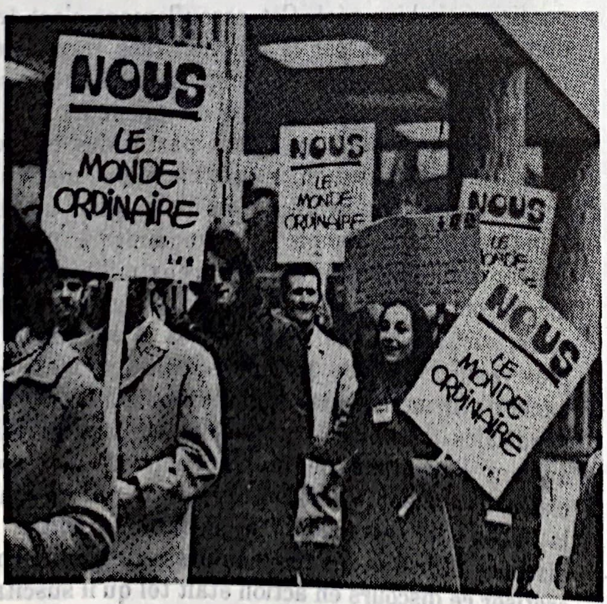
seignants s'est constitué, le nombre de travailleurs syndiqués qui ont étudié, voire pris connaissance du manifeste de leur centrale a été très limité.

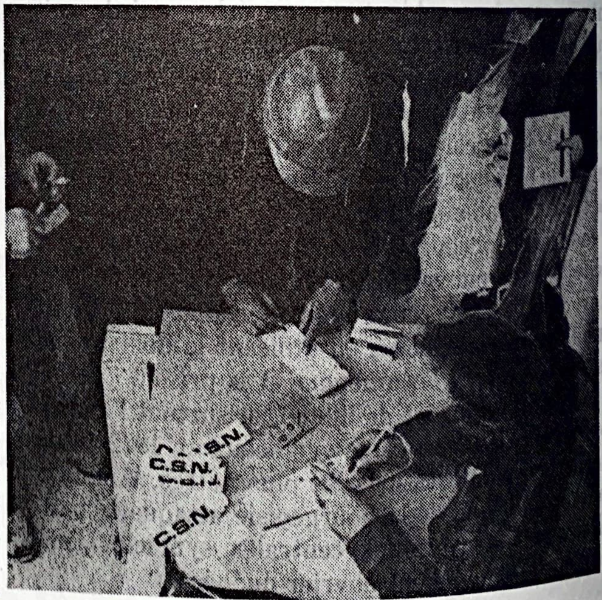
En plus des attaques du gouvernement, ces facteurs de division et de faiblesse à l'intérieur du mouvement ouvrier expliquent en bonne partie qu'une large masse des travailleurs syndiqués et non-syndiqués a considéré comme négative l'image du mouvement syndical et encore plus les tentatives d'un syndicalisme plus "politisé". Ce qui permet de comprendre concrètement pourquoi il y a eu la scission dans la CSN, la création de la CSD, la désaffiliation des fonctionnaires, des travailleurs de l'Alcan, des chauffeurs d'autobus et les luttes intersyndicales dans la construction.

21. Effets d'entrainement positifs.

Pour plusieurs travailleurs impliqués dans les nombreuses batailles des années 1970-72, on peut dire qu'il y a eu une certaine prise de conscience de cette réalité que leurs intérêts s'opposent à ceux des classes dominantes, au plan économique mais aussi au plan politique. La manifestation du 29 octobre a démontré à plusieurs que les intérêts des travailleurs sont différents, voire incompatibles avec ceux que poussait le Parti Québécois. La bataille du Front commun a pour sa part fait voir avec clarté la collusion entre l'Etat québécois et les patrons, de même que les moyens de répression dont disposait l'Etat pour mater les travailleurs. Bref, les caractéristiques mêmes des luttes menées ont permis à certains militants ou dirigeants de syndicats locaux d'exprimer leurs intérêts, non plus seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique: elles ont permis que se développe une connaissance plus claire de l'ennemi *de classe* et de la nécessité d'une force politique autonome des travailleurs qui puisse entrer en lutte avec lui.

A court terme, ces effets positifs se manifestent à travers des formes plus combatives de luttes et des défis au pouvoir (non-respect de plusieurs injonctions, par exemple), dépassant même quelquefois la volonté des dirigeants syndicaux. Les luttes à Firestone, à la Davie Ship Building de Lauzon, à CKRS à Jonquière sont, à bien des égards, marquées par des luttes antérieures qui avaient démontré un plus haut degré de combativité qu'auparavant. Ces luttes toutefois ne s'attaquent, dans la grande majorité des cas, qu'aux intérêts immédiats des travailleurs concernés et risquent donc, faute d'être canalisées politiquement par un début d'organisation politique autonome des travailleurs, de ne retenir que des formes de luttes économiques plus combatives sans être liées aux intérêts politiques de classe des travailleurs.





du front commun aux ...LUTTE INTERSYNDICALE

B
les groupes populaires et progressistes

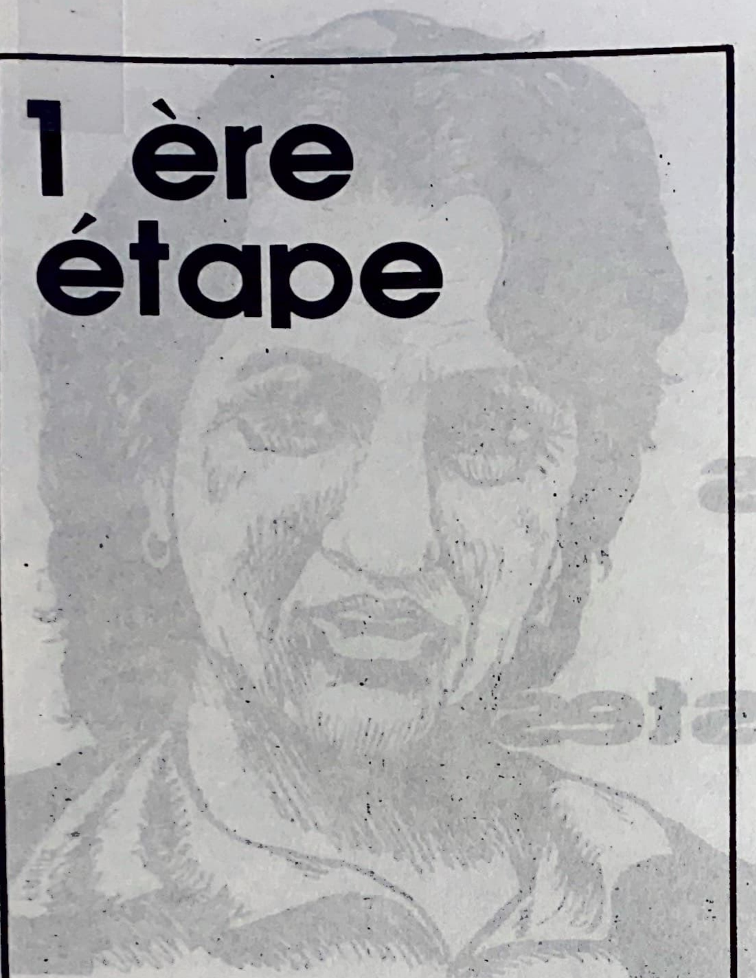


Nous verrons les groupes populaires et progressistes de façon plus importante et plus détaillée que les parties précédentes du texte. Celà s'explique par l'objectif même du texte, i.e. de comprendre historiquement et politiquement le développement des premiers pas posés par des intellectuels progressistes et des travailleurs combatifs dans la direction d'une organisation politique autonome des travailleurs.

Nous étudierons cette partie en quatre étapes: *la première*, allant du début des comités de citoyens (1965) à la formation du FRAP (1970); *la deuxième*, portera spécifiquement sur le FRAP; *la troisième*, analysera les groupes après l'effritement du FRAP; et *la quatrième* se penchera sur la situation actuelle.



1 ère étape



les comités de citoyens

1. L'émergence des comités de citoyens.

On peut dégager deux phases dans l'évolution des comités de citoyens au cours des années 1965-71.

La première période (1965-68) est caractérisée par l'émergence de nouveaux groupes populaires (les comités de citoyens) qui parlent au nom de toute la population et des défavorisés en particulier. Ce nouveau phénomène—tout comme les transformations du mouvement syndical—s'explique, rappelons-le, par le décalage entre les espoirs de la révolution tranquille d'une société d'abondance pour tous et l'incapacité des autorités politiques d'apporter des solutions aux problèmes réels des travailleurs. Que ces problèmes soient ceux plus immédiats des logements insalubres, de l'absence d'espaces verts et de services communautaires en quartier ouvrier ou qu'ils soient ceux plus généraux des inégalités de développement régional ou des allocations des assistés-sociaux, il ressortait clariement que les travailleurs et les "simples citoyens" n'étaient pas consultés et qu'ils ne profitaient aucunement des progrès de la Révolution tranquille. C'est dans ce contexte que parurent des études sur les inégalités et sur la pauvreté ("La troisième solitude" du Conseil du Travail de Montréal; "Opération rénovation sociale" du Conseil de développement Social) C'est aussi dans ce contexte que se rencontrèrent des intellectuels préoccupés par les problèmes sociaux des "défavorisés" et des alliés immédiats de la classe ouvrière, tels les chômeurs, les assistés-sociaux et les petits employés. La rencontre de ces deux couches sociales donna naissance aux comités de citoyens.

2. La sociologie américaine et le socialisme utopique.

La "couche" des intellectuels petits-bourgeois avait surtout étudié les sciences sociales et elle était marquée d'un point de vue idéologique soit par la sociologie américaine communautaire, soit par le socialisme utopique (l'autogestion et la participation pour tous . . .), soit le plus souvent d'un mélange des deux. Ces intellectuels devenaient animateurs sociaux, i.e. qu'ils devaient assumer la contradiction suivante: être financés par des organismes publics ou para-pub lics ou sociaux (tels le BAEQ, les TEQ, la CJC, le PRSU, le Conseil des Oeuvres) contrôlés par les classes dominantes et aller vers le "peuple" en contribuant à créer des organisations populaires de revendications ou de contestation face aux gouvernements en place. Pris dans cet étau (de par leur situation objective de professionels de l'action sociale), la plupart des animateurs sociaux ne faisaient en pratique que prolonger les illusions libérales et démocratiques de la révolution tranquille en étendant celle-ci aux plus défavorisé ou aux "marginaux" dans la société. De manière analogue au

gouvernement Lesage, Gérin-Lajoie, Lévesque, etc... qui tendait à rattraper nos retards dans la productivité, l'éducation... par rapport au reste du Canada, les animateur sociaux voulaient favoriser des mesures sociales plus progressistes pour les "simples citoyens" en retard par rapport aux autres couches sociales (classe petite-bourgeoise et bourgeoise.)

3. Des revendications acceptables.

Ce groupe d'intellectuels réussit à rejoindre non pas d'abord les éléments de la classe ouvrière, mais essentiellement des alliés de la classe ouvrière qui étaient des gens dont les conditions matérielles d'existence étaient très difficiles (par exemple les assistés-sociaux), soit des salariés du secteur non-productif (tels employés de bureau, postiers, commis de banque, enseignants, etc...). Les animateurs "embarquaient" ces gens à partir des problèmes immédiats du quartier (telle vièlle école à rénover, obtenir une indemnité pour les locataires, élèver les allocations des assistés-sociaux, etc...) qui étaient proches d'eux et qui pouvaient conduire à court terme à des solutions concrètes et acceptables pour les gouvernements. Ces types de problèmes et de luttes constituent le tissu social qui donnait naissance à l'organisation des comités de citoyens, à l'intirieur desquelles les animateurs exerçaient une direction plutôt paternaliste sur les travailleurs. De là, on pouvait comprendre que les animateurs sociaux avaient choisi d'intervenir dans les milieux les plus démunis (A Montréal, c'étaient les zones grises du bas de la ville, en province, c'était la Gaspésie avec le BAEQ).

4. Les objectifs ne se réalisent pas.

Mais à mesure que s'entreprenaient des actions et des mobilisations des comités de citoyens, il ressortait en pratique une contradiction entre les objectifs de ces nouveaux groupes populaires et ce qu'ils avaient gagné en réalité. Malgré toutes les revendications faites de manière gentille ou agressive auprès des gouvernements, ceux-ci ne répondaient presque jamais positivement aux demandes des comités de citoyens. Autrement dit, les problèmes immédiats à l'origine des comités de citoyens ne se réglaient pas ou presque pas.

5. Dépasser l'idéologie libérale.

Cette incapacité des comités de citoyens d'atteindre ses propres buts (i.e. de régler des problèmes immédiats et de permettre à de plus en plus de "défavorisés" de se battre pour leurs droits sociaux) entrainait un découragement et un "turn-over" considérable chez les "simples citoyens" et des interrogations chez les animateurs sociaux sur la validité de leur action sociale. Ces faits internes et le



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

début de la crise économique à partir de 1967-68 (se manifestant entre autres par une hausse du chômage), favorisèrent une transofrmation de plusieurs organisations de citoyens dans le sens d'un dépassement de la défense des droits des "citoyens ordinaires" et donc dans le sens d'un dépassement de l'idéologie libérale.

6. La rencontre du 19 mai 1968..

Au niveau des comités de citoyens, un des évenements les plus importants de cette époque et à coup sûr la rencontre du 19 mai 1968 qui a rassemblé plus de 175 personnes venant de 20 comités de citoyens à travers le Québec. Cette date marque en quelque sorte le point tournant entre la première et la deuxième phase des organisations populaires au cours de la seconde moitié des années 1965-70. La rencontre du 19 mai 1968 a non seulement permis des échanges concrets sur les objectifs et sur les luttes entre travailleurs et intellectuels de groupes populaires différentes mais elle a directement favorisé le rapprochement d'une orientation plus politique. Ce qui est indiqué par les quatre points principaux de la déclaration adoptée par tous les participants lors de cette journée:
"Nous avons tous les mêmes grands problèmes;
Nous devons sortir de l'isolement et de l'esprit de clocher;
Les gouvernements doivent devenir nos gouvernements;
Nous n'avons plus le choix, il nous faut passer à l'action politique".

7. Une orientation sociale-démocrate.

Encore une fois ce furent les animateurs sociaux (en particulier à Montréal ceux du Conseil des Oeuvres devenu aujourd'hui Conseil de Développement Social) qui ont initié et qui ont dirigé ce processus de transformation des comités de citoyens au cours de la période 1968-70. En gros, on peut dire qu'il y eut un passage d'une orientation plutôt libérale et populiste vers une orientation plutôt sociale-démocrate. Ceci se manifeste entre autre par le fait que les animateurs sociaux cherchèrent moins à travailler avec les "marginaux" (assistés-sociaux surtout) qu'avec la classe ouvrière et la fraction salariée de la petite-bourgeoisie; ainsi, ils abandonnèrent plutôt le centre-sud de Montréal pour concentrer les énergies dans Maisonneuve et dans le centre-nord (Rosemont en particulier).

8.La mise sur pied d'une organisation populaire.

D'autre part, les type d'actions et de luttes étaient un peu moins spontanées et un peu plus rationalisées et réfléchies dans le cadre de mises sur pied *d'organisations populaires* (comptoirs alimentaires, associations de locataires, etc. . .) *comme base d'une force politique des travailleurs salariés au niveau des quartiers.* A travers des luttes économiques sur le plan de la consommation et parfois à travers l'appui à des luttes syndicales, il s'agissait de dégager des aspects politiques (les salariés sont majoritaires dans la société et minoritaire au gouvernement. . . ils doivent exercer le pouvoir. . ., ils doivent découvrir leurs enemis politiques à tous les niveaux. . .) et il s'agissait de bâtir des fronts permanents de combat (front travail, front de la consommation, front politique). Dans cette perspective, certains animateurs organisèrent des cours d'éducation populaire ("Les citoyens face au pouvoir") à l'intention des travailleurs et des militants de groupes populaires de quartiers; la première expérience fut réalisée dans Maisonneuve en 1968-69 (voir plus loin l'exemple concret de Maisonneuve).

9. Un travail marqué par l'activisme et l'utopisme.

Il est important de rappeler que d'un côté, ces transformations ne touchèrent pas tous les groupes de citoyens (en particulier ceux du sud-ouest de Montréal et ceux de plusieurs villes à l'extérieur de Montréal) et que d'un autre côté, à l'intérieur même de cette orientation plus technocratique et politique, continuaient à subsister un mode de travail activiste et des conceptions utopistes (sur la capacité des travailleurs de cerner immédiatement leurs intérêts comme groupe social, sur la rapidité des étapes dans la stratégie politique menant à la prise du pouvoir ou à l'accès au pouvoir. . .). En pratique, malgré ses aspects activistes et technocratiques, les comités de citoyens plus politisés élargirent le nombre de leur membre (en particulier parmi les ouvriers et les employés salariés du secteur non-productif) et ils entreprirent un plus grand nombre de luttes larges dans leur milieu.

10. Les comités d'action politique, prolongements des comités de citoyens.

De ce qui précède et surtout en fonction de ce qui suit, on peut dégager que les comités d'action politique et le FRAP (que nous verrons plus loin) originent des trois sources suivantes: 1° ils sont dans le prolongement de la *pratique de lutte et d'organisation des comités de citoyens,* sous la direction des animateurs sociaux; 2° ils se sont construits en accord et en collaboration avec des *permanents et militants syndicaux qui tendaient pour la plupart vers la constitution d'une force politique sociale-démocrate;* 3° ils ont reçu l'appui actif d'un certain nombre d'intellectuels progressistes venant surtout d'organisations étudiantes (et à un degré moindre d'organisations nationalistes) et cherchant à se lier à la classe

classe ouvrière.

Les comités de citoyens et les comités d'action politique agissaient surtout sur le plan économique et social et n'avaient pas la plupart du temps de positions claires face à la question nationale et aux organisations nationalistes (MSA;PQ). Plusieurs de leurs militants appuyaient le MSA puis le P.Q. mais cette position était considérée en quelque sorte comme étant d'un autre domaine que les luttes sociales du milieu. Cette absence d'autonomie idéologique et politique était plutôt récupérée électoralement par le P.Q. (voir le cas concret de Maisonneuve.)

11. L'émergence de groupes petits-bourgeois radicaux.

A côté mais proche du mouvement ouvrier (dont les comités de citoyens), il y eut à la suite de la révolution tranquille l'émergence de groupes et de mouvements petits-bourgeois plus ou moins radicaux. Les deux principaux mouvements furent constitués par les organisations nationalistes et par les organisations étudiantes(10). Nous verrons donc brièvement ce qu'étaient ces groupes, puis nous nous pencherons plus en profondeur sur un cas concret, celui du développement des organisations de citoyens et de travailleurs dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve au cours de la période allant de 1966 à 1970.

12. Les organisations nationalistes.

Au cours de la première phase (1965-1968), les principales forces indépendantistes (RIN, MSA, P.Q.) ont progressivement tendu vers des positions plus centristes, en étant de moins en moins critique vis-à-vis le régime économique et politique existant; ce qui a favorisé l'excroissance des groupements nationalistes terroristes (le FLQ surtout) et les tentatives de fractions autonomes de militants nationalistes et socialistes (à l'intérieur du RIN). Des éléments nationalistes radicaux voulaient se lier à la classe ouvrière par l'appui à des grèves par exemple en 1966, lors de la grève à Lachute, mais il ne s'agissait le plus souvent que de relations occasionnelles et très extérieures.

13. Les organisations étudiantes.

D'autre part, suite à l'essoufflement de la révolution tranquille (qui avait mis beaucoup d'efforts dans le domaine de l'éducation), les organisations étudiantes de niveau universitaire et collégial poussèrent de plus en plus les exigences de démocratisation dans ce secteur et elles se rapprochèrent quelque peu des positions critiques du mouvement ouvrier par rapport à l'ordre social établi. Toutefois, à la différence des organisations populaires, ouvières et nationalistes, les regroupements étudiants ont un fonctionnement profondément marqué par l'anarchisme et le "bag culturel" des années 1967—70: ce qui s'est manifesté concrètement par des actions très énergiques et spontanées en 1968 suivies par une démobilisation quasi-complète et par une destruction de toute organisation large en milieu étudiant (11) Par la suite, de nombreux militants du mouvement étudiant s'intégrèrent à la "bonne société existante" (surtout en étant indépendantistes et en étant actifs au P.Q.) tandis que quelques autres allèrent en direction de la classe ouvrière en commençant à être actifs dans les groupes populaires et dans le début de rassemblement politique social-démocrate amorcé à l'automne 1969. (qui allait être le FRAP en 1970).

14. Un exemple concret: les groupes dans Hochelaga-Maisonneuve de 1966 à 70.

a] La petite élite locale, des étudiants et quelques "citoyens":

En 1966, des étudiants en sciences sociales engagés pour l'été par les Travailleurs Etudiants du Québec (TEQ, organisme issu d'une collaboration entre la mouvement étudiant et le Ministère de l'Education vers la fin de la révolution tranquille en 1965), rassemblaient une trentaine de citoyens de la partie la plus défavorisée du quartier (le sud-ouest) afin de revendiquer un centre culturel et sportif. Les citoyens rejoints sont d'un côté une partie de l'élite locale (curé, gérant de caisse populaire...) oeuvrant dans le milieu au niveau des loisirs et quelques

(10) Il y eut d'autres organisations petites-bourgeoises de tendances radicales tels le PSQ et le FLP qui ont tenté chacune à leur manière (mais, sans succès) de jeter les bases d'une force politique ouvrière. Ces organisations ont eu une certaine importance en tant qu'elles ont initié (surtout le FLP) des actions de masse qui ont mobilisé plusieurs groupes de travailleurs et de petits-bourgeois progressistes. Cependant, ces organisations elles-mêmes étaient faibles et sans liens solides avec les milieux ouvriers.

(11) Ici, une analyse plus approfondie devrait situer les organisations étudiantes à l'intérieur des mouvements culturels de la jeunesse qui ont touché pratiquement tous les pays d'occident. Ces mouvements ne sont sûrement pas sans lien avec le taux de chômage élevé parmi les jeunes et avec la scolarisation accrue des nouvelles générations.

employés salariés (postiers, pompiers, secrétaire...) Le projet est initié par des apprentis animateurs sociaux qui veulent contribuer à bâtir une organisation populaire dans le quartier en partant d'un besoin immédiat et vécu par tous les citoyens et en s'unissant avec le leadership existant, c'est-à-dire avec la petite-bourgeoisie traditionelle enracinée dans la vie paroissiale.



b] Un rapport de force inégal:

Au cours de la première année se réalisent quelques grandes manifestations (7,000 citoyens signent une pétition, la rue Ste-Catherine bloquée un dimanche après-midi, assemblée dinformation avec 2,000 personnes, etc...) et plusieurs rencontres de négociations avec des hommes politiques des trois paliers de gouvernements; mais tout cela repose sur un comité de citoyens de plus en plus faible à l'intérieur (le nombre de militants baisse et ceux-ci changent souvent) et, étant donné l'irréalisme de cette première revendication, compte tenu du rapport de force entre ce nouveau comité de citoyens et les gouvernements, l'ensemble des militants et des citoyens du quartier sont plutôt découragés et démobilisés dans ce combat.

c] Radicalisation et démocratisation du comité de citoyens.

Après cette première année d'activités, une nouvelle équipe de Travailleurs étudiants du Québec (été 1967) et puis un animateur du Conseil des Oeuvres (à partir d'octobre 67) donnent un nouveau souffle et un nouveau leadership au comité de citoyens. Dès juillet 1967, les TEQ et deux travailleurs du comité (un postier et son épouse) aident 10 familles de la rue Davidson à obtenir des indemnités de la Ville auxquels ils ont droit suite à l'expropriation de leur logis: c'est une première petite victoire et l'élargissement des tâches du comité de citoyens. Par la suite, l'arivée d'un animateur social à plein temps contribue à radicaliser un peu les objectifs du comité de citoyens et à démocratiser ses structures (ce qui amène le départ des éléments de la petite bourgeoisie traditionelle) 2° à rapprocher les quelques - militants qui reste d'un comité de travailleurs de Maisonneuve issu du R.I.N. de Maisonneuve.

d] Un comité de travailleurs plus autonome mais replié sur lui:

Ce comité de travailleurs étaient constitué de quelques ouvriers, chômeurs et employés salariés qui imprimaient un petit journal, le distribuaient dans certaines rues du quartier et participaient à des manifestations ouvrières ou nationalistes. Même si la direction était plutôt intellectuelle petit-bourgeoise (un enseignant), il tendait beaucoup plus que le comité de citoyens vers une autonomie idéologique de la classe ouvrière et des travailleurs en général. Cependant ce groupe de travailleurs était plutôt replié sur lui-même et il avait de la peine à amorcer une pratique continue et concrète reliée à des débats et à des prises de positions politiques générales.

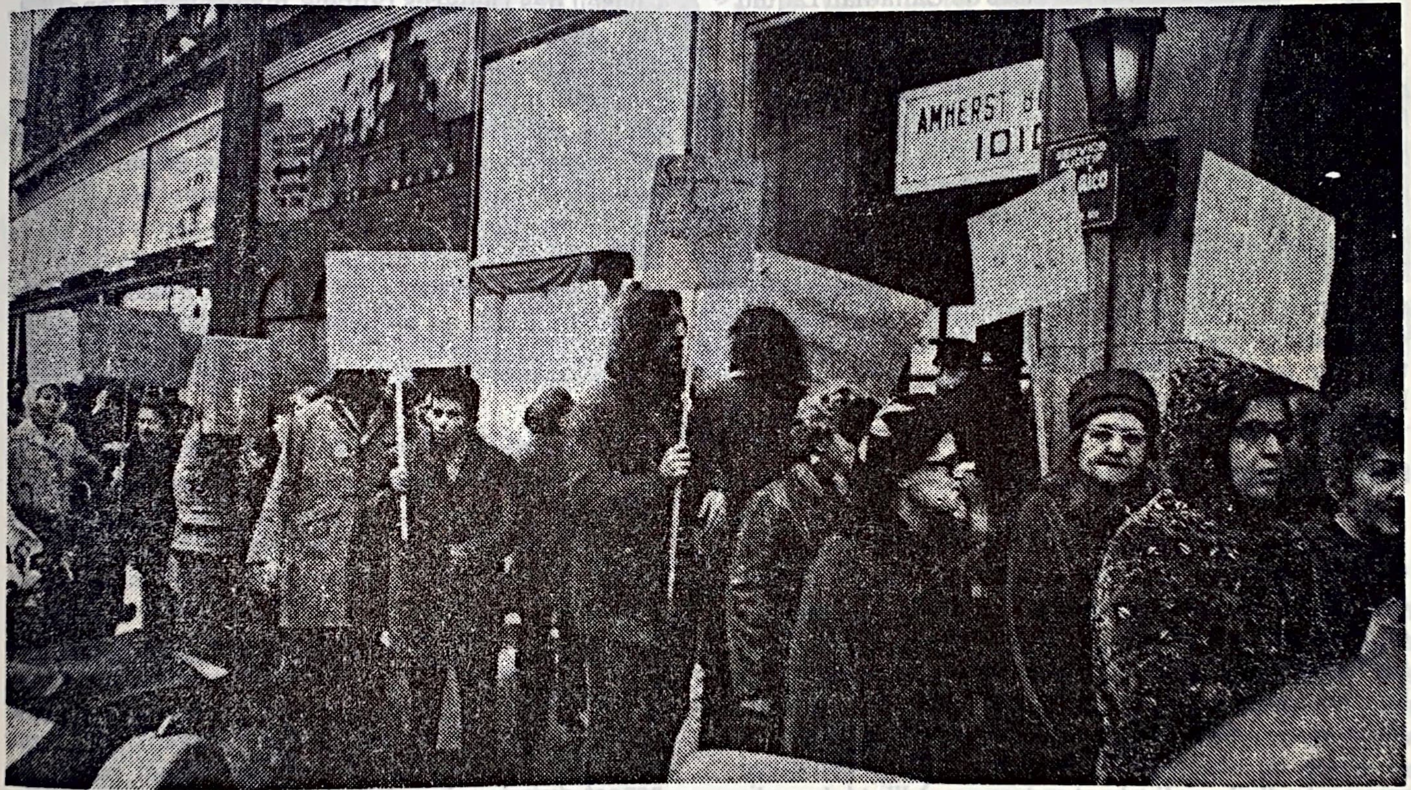
e] Une plus grande ouverture quant aux objectifs et au type d'actions.

La fusion du comité de citoyens et du comité de travailleurs, réalisée en 1968 grâce surtout à l'animateur social, a conduit à former un comité de citoyen plus fort, comportant plus de gens avec des expériences diverses d'ordre pratique et théorique et unifié à partir d'un programme beaucoup plus structuré sur plusieurs aspects (centre communautaire, autoroute, éducation logement, travail). Il y eut plusieurs conséquences positives originant de cette fusion: entre autres, il y eut plus d'actions larges se rapportant aux intérêts immédiats de la population ouvrière de Maisonneuve (lutte contre le bail-type de la ligue des propriétaires, lutte pour des maternelles, etc); il y eut des efforts d'enracinement ou d'implantation à partir de quelque organismes (RIN, Service D'Orientation familiale), et il y eut une nette ouverture sur l'extérieur du quartier se manifestant par le travail au sein d'un premier front commun de comités de citoyens à l'hiver 1967-8 et par la participation à des teach-in, luttes, rencontres organisées par les forces populaires et/ou progressistes à Montréal.

f] L'aspect négatif de la fusion

Cependant le principal cheval de bataille du comité

demeurait le centre communautaire; et surtout la direction de l'ensembe était dans les mains de l'animateur. Même si sa direction était souple et proche des préoccupations du quartier, il n'en restait pas moins que son leadership et le type d'actions qu'il préconisait (en cela, comme les autres animateurs sociaux), ne permettaient pas directement l'émergence d'une identification de classe et d'une organisation autonome des travailleurs: ce qui était un pas en arrière par rapport aux premiers objectifs et au premières expériences du comité des travailleurs qui tendait vers une conscience de classe et qui développement rapide, le comité de citoyens se retrouvait plutôt dispersé à travers plusieurs activités et sans ligne directrice d'ensemble, malgré l'acceptation (vague!) d'une ouverture vers l'action politique amenées par le comité de travailleurs de Maisonneuve et consacrée à une échelle plus large lors de la rencontre du 19 mai. Il y avait de grandes idées dans l'air charriées par les animatuers sociaux, par le chanoine Grandmaison... etc. Mais ces idées plutôt utopistes et réformistes demeuraient assez loin des préoccupations et des luttes immédiates des travailleurs.



voulait se lier à des milieux de travail dès 1967 (appui à la lutte d'Ayers, tracts dans une usine du quartier, Best Ever Shoes, etc). De cela, on peut dégager que tout en intégrtant les éléments les plus combatifs, l'encadrement de l'animation sociale réorientait dans un sens plutôt réformiste ce premier embryon d'organisation de classe.

7] *Multiplication des activités et dispersement des énergies:*

Cette deuxième année d'activités intenses du comité de citoyens se termine par la participation à la grande rencontre des comités de citoyens (19 mai 68); et aux manifestations (contre l'utilisation de l'île Ste-Hélène après l'Expo, contre un colloque des Eglises canadiennes sur la pauvreté) organisées par un comité provisoire du Front commun des comités de citoyens élu le 19 mai 68. Après cette phase de

h] *Les cours de "Citoyens face au pouvoir":*

Cette contradiction entre le développement idéologique des animateurs et les préoccupations concrètes de la classe ouvrère, s'est résolue partiellement, après une période de tâtonnements (été-automne 68) par l'organisation des cours "Citoyens face au pouvoir" (donnés avec l'appui de la CECM à l'hiver et au printemps 69). Ces cours visaient à donner une certaine formation économique et politique à des militants travailleurs et à préparer des actions plus intensives concentrées dans des secteurs précis. Cette initiative d'éducation populaire était réalisé pour la première fois, comme expérience-pilote dans Maisonneuve et elle était dirigée par un nouvel animateur social à mi-temps dans le quartier, qui était aussi le chef de file au Conseil des Oeuvres d'une animation sociale plus engagée politiquement. Environ quarante

militants (ouvriers, chômeurs, petits employés) participèrent à ces cours comportant trois sections: travail, consommation et logement. Le groupe d'étude logement mène une lutte contre un propriétaire (un notaire nationaliste bien connu) et crée un regroupement de locataires à Montréal. Le groupe d'étude consommation met sur pied un comptoir alimentaire (un des premiers au Québec à voir le jour). Tandis que le groupe d'étude travail commence une enquête sur toutes les usines du quartier et débouche sur un soutien à des luttes ouvrières et sur une manifestation commune, organisée par le comité de citoyens Hockelaga-Maisonneuve, en faveur des ouvriers de Canadian Liquid Air, Sicard, Vickers, St-Lawrence Sugar (ouvriers en grève ou subissant des mises à pied). Cependant les liens entre militants du comité de citoyens et travailleurs de ces usines sont très faibles: pour les uns et pour les autres, il ne s'agit que d'un geste de pression pour rendre service ou, tout au plus, pour montrer que la solidarité ouvrière peut exister dans les moments chauds, à l'occasion. . . Dans le cadre de l'animation sociale même plus politisée (plus exactement dans une perspective politique sociale-démocrate), on ne prévoyait pas pratiquement d'organisation sur une base d'usine, ni de liens étroits entre luttes populaires de quartier et luttes ouvrières.

i] *Une aile plus radicale apparaît:*

A cette époque, à l'été-automne 1969, le comité de citoyens comprend de 30 à 40 militants dont quelques ouvriers, quelques chômeurs, étudiants, ménagères et plusieurs employés salariés. Il s'agit d'une des période les plus intense du comité et du moment ou l'on retrouve le plus grand nombre de membres. Aussi d'avril 69 à l'hiver 1970, un comité ouvrier (lié au Front de Libération Populaire: FLP) a constitué une sorte d'aile radicale et autonome à l'intérieur du Comité de citoyens dans Maisonneuve. Quelques militants de ce comité étaient issus de l'ancien Comité de Travailleurs de Maisonneuve et ils formulaient une critique de réformisme à l'égard des organisations de citoyens: critique juste dans l'ensemble mais qui n'a pas abouti à une pratique cohérente et à des perspectives politiques précises. (Il faudrait connaître l'histoire du FLP et de ses liens avec la classe ouvrière pour expliciter ce point.)(12)

j] *La direction est entre les mains des animateurs sociaux:*

Toutefois la tendance dominante dans le comité de citoyens était celle des animateurs sociaux et des intellectuels proches de ceux-ci. Et encore une fois, au fur et à mesure que le comité de citoyens allait se développer, l'orientation et la dirction des animateurs sociaux allait digérer l'élan du groupe idéologique plus avancé. A ce sujet, ce qui constituait la force de l'animation sociale, c'était de toujours proposer une pratique de lutte avec des cibles concrètes et des objectifs à court termes; de plus, les animateurs sociaux—en tant qu'intellectuels payés pour faire de l'animation sociale—avaient l'avantage d'être là payés à plein temps et surtout de préparer entre eux des stratégies d'actions à partir de leur rencontre au sein d'un service d'animation du Conseil des Oeuvres (appelé maintenant Conseil de Développement Social).

La direction réelle des comités de citoyens était non seulement celle de chaque animateur dans chaque quartier mais à un niveau plus élevé, c'était celle aussi d'une *équipe* d'animateurs sociaux au sein de quelques quartiers ouvriers de Montréal. Cela se manifesta plus nettement encore au cours de l'année 1969-70, année préparant la transformation de certains comités de citoyens en comités d'action politique, CAP, à l'intérieur du FRAP.

k] *La transformation en comité d'action politique:*

En accord et en lien avec l'orientation récente (à cette époque) du mouvement syndical et du Conseil central de la CSN en particulier, des animateurs du Conseil des Oeuvres en arrivèrent à la conclusion vers l'été 1969 que les comités de citoyens devaient combattre sur le terrain politique leurs ennemis et que compte tenu de la conjoncture, les comités de citoyens devaient s'unir contre le pouvoir municipal dictatorial de Drapeau. Cette étape stratégique était considéréé comme un pas en avant des forces progressistes (syndicales et populaires) contre un aspect du pouvoir politique de la classe capitaliste. Ce "réenlignement" des animateurs sociaux eut directement des répercussions sur le comité de citoyens Hochelaga-Maisonneuve à son congrès d'octobre 69 ainsi que sur la marche de ses activités au cours de toute l'année. En gros, on peut dire qu'il y eut au cours de 1969-70 de plus en plus d'actions débordant ou au-dessus des problèmes immédiats des travailleurs du milieu:c'était l'appui à la lutte contre le bill 63 en octobre 69; c'était l'organisation de rencontres d'information et de lutte contre les conseillers municipaux en mars 70: c'était l'appui de *TOUTES les forces populaires* du quartier au Parti Québécois en avril 70, etc. . . Les autres activités des groupes populaires (comptoir alimentaire, association de locataires, centre d'information. . .) se continuaient de façon plutôt électoraliste et elles se développaient de façon très lente et mobilisaient peu de gens.

---

(12) Des militants de la Librairie Progressiste effectue actuellement une recherche sur cette question.



Fin janvier '71, près de 200 personnes de 20 comités de citoyens du Sud-Ouest appuient les travailleurs de l'usine Clix. Ce fut le coup de pouce définitif pour régler le conflit qui durait depuis un an et demi.

1] *Des divisions apparaissent:*

Cette démarche eut pour conséquence de couper encore plus qu'auparavant luttes économiques des travailleurs au niveau des groupes populaires du quartier et lutte politique pour le pouvoir. En effet, la démarche mécanique des animateurs sociaux (opérant un passage plutôt brusque des luttes économiques au niveau du quartier à une lutte politique électorale) eut pour conséquence que plusieurs travailleurs (ouvriers et employés) actifs auparavant dans des luttes populaires de quartier se sentirent dépassés ou coupés par la nouvelle orientation du comité de citoyens qui allaient devenir le comité d'action Politique (CAP) de Maisonneuve. Bien que la plupart d'entre eux appuyèrent et votèrent pour les candidats les plus progressistes (Robert Burns du P.Q. aux élections provinciales et les trois candidats au FRAP aux élections municipales), ils furent progressivement moins militants dans le cadre du Comité d'action politique dirigé par les animateurs sociaux et appuyés par de plus en plus d'éléments intellectuels (étudiants, professeurs, jeunes). Certains ont même laissé tomber une bonne partie des activités plus "politisées" pour s'impliquer dans des actions plus reliées aux gens du quartier mais aussi plus réformistes: c'est ainsi qu'ils amorcèrent avec des éléments de l'élite traditionelle des discussions et un regroupement qui allaient conduirent à la mise sur pied du projet de Centre Local de Services Communautaires (CLSC). Un évènement important qui illustre la "scission" entre les membres du comité de citoyens fut la tenue du "Colloque des citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve en juin 1970, au cours duquel les citoyens invités se confrontèrent aux députés provincial et fédéral de même qu'aux conseillers municipaux. Il ressortit de ce colloque la volonté de surveiller les "élus du peuple" (ce que tous acceptèrent!), mais aussi l'affirmation claire de l'impossibilité de collaborer avec les partis bourgeois et donc la nécessité de participer à un mouvement d'action politique apparetenant aux "salariés". (le FRAP). La position sur le P.Q. resta ambigue: on ne le reconnaissait pas tel un parti des travailleurs mais on ne l'identifiait pas aux partis bourgeois. Ces dernières positions sur les partis bourgeois et sur le FRAP divisèrent profondément les citoyens présents et eurent même des effets dans le comité de citoyens. C'était un début de clarification, bien que très minime.

2 ième étape

le FRAP

15. La brève histoire du Front d'Action Politique ou apprendre d'un échec.

Le passage de comités de citoyens à comités d'action politique se fit principalement dans le sens d'une unification des comité de citoyens et dans le cadre du FRAP. C'est pourquoi, il nous semble important de se pencherplus particulièrement sur le FRAP de ses origines à maintenant.

16. Les origines du FRAP: de la révolution tranquille aux comités de citoyens et au mouvemer' syndical.

Il faut situer le FRAP comme une des expressions du rejet des illusions et des contradictions créés par la révolution tranquille. Le FRAP est une de ces expressions et diffère de celles qui prônent la reprise de la révolution tranquille, certes pour l'améliorer en tenant compte des erreurs passées et de la conjoncture du moment. Ces dernières options situent d'ailleurs cette reprise de la révolution tranquille dans un cadre national québécois (c'est principalement au sein du MSA puis du Parti Québécois qu'elles s'exprimèrent et s'exriment aujourd'hui).

17. La révolution tranquille remise en question.

Le FRAP était, à ses origines, plutôt l'expression depersonnes qui remettaient en question la légitimité du régime économique et politique qui a produit la révolution tranquille.

La remise en question du régime politique et économique commençait d'ailleurs à déborder les cercles restreints et fermés d'intellectuels progressistes (tels Parti Pris et la revue Socialisme). L'on peut dégager quelques indices de cette remise en question à travers: a) *la crise d'octobre 1968 dans les Cegep* (bien que cette crise aie des racines beaucoup plus complexes) alors que le mouvement étudiant subit des transformations importantes, dont la disparition de l'UGEQ et la naissance de petits groupes d'action politique tel le MSP; b) également significative de cette remise en question est *la scission au RIN* qui voit une partie de l'aile progressiste du mouvement indépendantiste créer le FLP; c) *les malaises et contradictions dans le mouvement syndical face à la situation économique qui se détériore, témoignent aussi de cette tendance* et l'expression la plus importante en sera le *Deuxième Front;* d) finalement *le mouvement terroriste* se radicalise à la même époque et tant par son contenu (communiqués et manifestes) que par ses actions il s'éloigne peu à peu du nationalisme étroit pour s'identifier à la lutte des travailleurs québécois. Les cibles cesseront d'être des monuments symboliques et on s'attaquera plutôt aux propriétés des exploiteurs.

18. Radicalisation des comités de ciyotens.

Les comités de citoyens, du moins une bonne partie d'entre eux, participent à ce débat. Cela se manifeste par une volonté de regroupement et de passer à l'action politique afin de réaliser leurs revendications (c'était là le sens de la réunion de mai 1968 même si à ce moment le fruit n'était pas mûr). L'on observe aussi une radicalisation idéologique de certains comités de citoyens, dont celui de St-Jacques.(1)

Ces comités de citoyens apporte aussi des appuis actife à des grèves (Seven Up, Squibb, Liquid Air, etc...) et participe à des manifestations à caractère politique (contre le bill 63, par exemple).

19. Deux éléments majeurs.

Deux éléments majeurs ont contribué à la naissance du FRAP. Il s'agit, premièrement, du plafonnement des comités de citoyens et de la volonté de dépasser ce plafonnement par l'action politique organisée.(14)

Le deuxième élément majeur vient des contradictions et des malaises que connait le mouvement syndical face à la détérioration économique qui s'amplifie. Là aussi perce la volonté de dépasser cet état de crise par l'action politique.(15)

20. Le FRAP: point de jonction entre les animateurs sociaux et les syndicalistes du Deuxième Front.

Les éléments les plus radicaux tant au niveau des comités de citoyens, dont principalement les animateurs sociaux regroupés autour de la section animation du Conseil de Développement Social, que du côté de l'appareil syndical (surtout certains permanents du Conseil Central de Montréal de la CSN) sont les protagonistes directs de la création du FRAP. Précisons que les animateurs sociaux jouèrent un rôle plus important que les permanents syndicaux.

21. Le point majeur de l'entente.

Les animateurs sociaux et les syndicalistes s'en-

(14) Voir *Projet de programme pour le FRAP* (ao6ut 1970) surtout le premier annexe sur les origines du FRAP (points 1 à 3).

(15) Pour une meilleure comprehension, voir *LE DEUXIMEME FRONT* et aussi *L'ACTUEL ET NOTRE INTERVENTION*, texte d'un noyau du secteur travail du Cap St-Jacques, 1973.



Le FRAP en pleine campagne. De g. à dr.: René Denis, Jean-Claude Dubreuil, Paul Cliche et Émile Boudreau répondent aux questions des journalistes dans leur modeste local de la rue du Parc Lafontaine.

tendent sur un point majeur: malgré sa force numérique, une grande contradiction bloque l'élévation du niveau de conscience de la "classe des travailleurs". Cette contradiction s'explique par *l'absence d'expression politique, organisée et permanente*. Selon eux, le FRAP pourrait constituer une contribution importante pour résoudre cette contradiction.

22. Sortir des vases clos des chapelles idéologiques.

Cette volonté de travailleur à doter la classe ouvriére et les autres couches de travailleurs, que le FRAP appellera sans discernement les "travailleurs salariés", n'est pas chose nouvelle au Québec. Ce qui est cependant nouveau et constituera pour le FRAP sa "marque de publicité" la plus attrayante pour les Québécois avides d'un changement en profondeur c'est la volonté de ses initiateurs à sortier du vase clos des chapelles idéologiques qui n'avaient jamais réussi à pénétrer la classe ouvrière et à lui proposer un programme ajusté à son degré de conscience et à la conjoncture. Cela se traduit aussi par la volonté de partir des luttes concrètes (ici, nous parlons plus particulièrement des comités de citoyens) et des conditions concrètes des travailleurs. Enfin, une dernière volonté: chercher l'unité des militants progressistes en évitant le charriage idéologique cher aux groupuscles.

Malgré les côtés éminemment positifs de ce qui précède, quel type d'expression politique ressortira-t-il de la création du FRAP? Abordons cette question en analysant les positions énoncées par les initiateurs du "projet FRAP".

23. La stratégie urbaine des animateurs sociaux: dosage de réalisme et d'opportunisme.

La positon des animateurs sociaux repose sur une perception juste du faible niveau de conscience des travailleurs sans toutefois en expliquer les causes (ce qui aurait pu permettre entre autre une analyse plus critique du mouvement syndical). Leur position repose aussi sur une juste perception des limites inhérentes aux revendications avancées par les comités de citoyens et au type même d'organisation que sont les comités de citoyens ("groupes de pression" dans un rapport de force défavorable avec leurs advrsaires, isolement les uns des autres, instabilité et anarchie de l'organisation...).

Là encore il n'y a pas d'analyse des causes profondes de ces revendications et de la fragilité des organisations que sont les comités de citoyens. Cela aurait supposé une analyse du capitalisme au Québec et des questions de conjoncture politique et économique. Ce manque d'analyse rigoureuse et plus en profondeur conditionnera largement le contenu du programme politique du FRAP, "Les salairiés au pouvoir".

24. Le choix de l'électoralisme et du terrain municipal.

Ces deux perceptions justes mais finalement partielles parce que dénuées d'une cadre d'analyse rigoureux et plus en profondeur conduisent à une stratégie qui est celle de l'action politique municipale perçue tel un tremplin pour construire à long terme une organisation nationale des travailleurs québécois. Tactiquement cela amène le FRAP à s'engager dans les élections municipales contre le maire Drapeu et son régime qualifié comme étant l'expression municipale du capitalisme à l'échelle du Québec.

25. Une position ambigue sur le P.Q. et la question nationale.

Ces choix stratégiques (le champ politique municipal) et tactique (l'électoralisme) sont aussi largement conditionnés, bien que cela ne fut jamais clairement affirmé par les initiateurs du FRAP, par une position très ambigue pour ne pas dire proprement opportuniste sur la question nationale et plus particulièrement sur le P.Q. Ainsi, d'une part, on réalise de façon juste que le champ politique national dominé par l'intervention politique de type électoraliste est occupé par les partis bourgeois et que dès lors une organisation politique de travailleurs pour y intervenir doit être solidement enraciné dans la classe ouvrière et également avoir une position claire et allant dans le sens des intérêts véritables de la classe ouvrière quant à la question nationale. On avait bien raison de constater que ces conditions étaient loin d'être remplies.

D'autre part, cependant il y avait le fait qu'il ne fallait pas s'opposer au P.Q. Le P.Q. était perçu comme un réservoir de taille (30% de la délégation montréalaise au congrès du P.Q. en février 71 était membre du FRAP). De plus, plusieurs alliés potentiels et déjà contactés étaient militants au sein du P.Q. (certains membres des comités de citoyens, certains syndicalistes...) L'absence de discussions sur le P.Q. allait provoquer des problèmes concrets d'orientation qui ne furent précisés (encore là de façon minime) que lors du 2ième congrès en mars 71.

26. Malgré le caractère réformiste, des acquis très valables.

La stratégie urbaine était donc largement dépendante d'une analyse partielle, peu rigoureuse et de caractère réformiste. Il y avait toutefois des éléments très valables dont surtout le fait de partir des luttes et des conditions concrètes en favorisant des luttes économiques pour les porter à un niveau politique par une confrontation directe et organisée avec un pouvoir politique en place, le pouvoir municipal.

27. S'allier aux "forces vives" des couches populaires.

Cette stratégie urbaine, plutôt ce front urbain (le quartier) était, de façon juste, insuffisant aux yeux des animateurs sociaux. Il fallait s'allier aux autres "forces vives": le mouvement syndical le mouvemnet coopératif et le mouvement étudiant.

28. Le mouvement étudiant et le mouvement coopératif.

Voyons tout d'abord les deux derniers. Le *mouvement étudiant*, à cette époque, était inexistant. C'était plutôt un *mouvement de jeunesse* (jamais analysé par le FRAP) propre à l'ensemble de l'Amerique du Nord et du monde occidental (pensons seulement a la montée alors, de la "nouvelle culture" avec certes certaines valeurs intéressantes, telles l'anti-autoritarisme et certaine nouvelles formes de luttes telles les occupations, mais aussi avec ses nombreux mythes et toute sa capacité de récupération. Quant au *mouvement coopératif*, le FRAP en avait fait une analyse très sommaire et se contentait de vouloir faire revivre, sans connaître les causes de leur dégénérescence, les principes de départ du coopératisme (principes expérimentés à petite échelle dans des comptoirs alimentaires, etc.).

29. Le "front travail".

Ce qui est plus important, ce sont les propositions des animateurs sociaux sur le *"front travail"*, c'est-à-dire, leurs liens avec le mouvement syndical. Déjà dans leurs bilans des activités des comités de citoyens, ils posaient certaines limites au potentiel politique des couches de travailleurs les plus défavorisés (assistés-sociaux, chômeurs) et envisageaient de façon juste de se rapprocher de d'autres couches de travailleurs plus représentatifs de la classe ouvrière. Cette constatation des animateurs sociaux fut grandement influencé par les nouveaux milieux d'implantation où ils travaillaient, tels Rosemont et St-Michel.

Or, pour rejoindre ces couches de travailleurs il faut inévitablement passer par le mouvement syndical car ces travailleurs sont en grande partie syndiqués.

30. Une "certaine" alliance avec un "certain" mouvement syndical.

Mais *par qui passer au sein du mouvement syndical?* Telle est une question d'importance considérable. Déjà on pouvait commencer à se faire une idée lorsque les animateurs sociaux allèrent chercher MM Cliche et Boudreau, le premier permanent de la CSN à l'action politique et le second permanent des Métallos (FTQ) pour occuper la présidence et la vice-présidence du mouvement. Le FRAP s'appelait le Rassemblement des Associations populaires (RAP). Cet organisme (le colloque) fut créé par les appareils syndicaux dans l'optique du "deuxième front" de la CSN et regroupait divers officiers des syndicats locaux. Il accoucha cependant de mille et un projets très ambitieux qui constituèrent en quelque sorte un "programme" de revendications des travailleurs syndiqués. Ce "programme" ne reposait pas sur les réelles forces des syndiqués pas plus que sur une analyse en profondeur du capitalisme au Québec et n'eut aucun impact sur la base syndiquée d'ailleurs coupée de ces débats et encore plus de ces résolutions.

En fait, les animateurs sociaux responsables des comités de citoyens passèrent par une fraction des responsables du mouvement syndical, fraction qui voulait débroder le plan de la convention collective et aborder celui de l'action politique.

Passons donc immédiatement au mouvement syndical ou plutôt aux syndicalistes qui, alliés aux animateurs sociaux, allèrent donner une image du FRAP jusqu'à son deuxième congrès.

31. L'action politique du mouvement syndical: une politique d'appareils.

Certains permanents du mouvement syndical, principalement à la CSN (Comité d'action politique central, permanents et officiers syndicaux du CCSNM) voyaient dans le FRAP une bonne occasion de concrétiser une partie du moins de leurs idées au niveau de l'action politique. Pour eux, l'action politique était un façon de résoudre l'état de malaise du mouvement syndical. Partenaires perdants de la révolution tranquille (rappelons-nous les illusions déçues des comités conjoints consultatifs des divers ministères, l'utilisation réelle de la Caisse de Dépôt), ils commencaient à discerner les limites de la convention collective. Mais au lieu de transformer les luttes économiques au sein des milieux de travail pour contreattaquer les patrons et le gouvernement, ils envisageaient plutôt de sécuriser les gains économiques de la convention en attaquant le

deuxième volet de l'économie, i.e. la consommation des biens et services, donc tout un secteur de dépréciation du pouvoir d'achat du travailleur.

32. L'action politique "non-partisane".

Donc dans les milieux de travail, "conservons intacte l'action sydicale car en général elle a fait ses preuves mais passons à l'action politique non-partisanne en dehors des milieux de travail(16)

Par non-partisane, on entendait qu'il n'y avait pas d'appui à un parti, puis-qu'aucun ne répondait globalement aux exigences des travailleurs et que surtout les syndicats ne voulaient en aucune façon être liés à un parti. On pensait plutôt, et c'est quelque peu ambigu, appuyer certains candidats, pousser la candidature de d'autres, faire pression sur les élus, etc. Cette position s'expliquait d'une part par l'incompréhension du rôle d'un parti politique et plus particulièrement d'un parti de la classe ouvrière, et d'autre part, par la volonté d'éviter un affrontement à l'intérieur du mouvement syndical, plus particulièrement au niveau de l'appreil car les allégeances politiques des permanents différaient passablement. L'appui au FRAP s'explique par le fait que son programme correspondait avec l'orientation qui se dégage du "Deuxième Front" et par le fait que le FRAP ne se voulait pas un parti mais un mouvement politique, bien que cette distinction ne fut jamais clairement expliquée.

33. L'action politique à l'extérieur des lieux de travail.

En fin de compte, ces syndicalistes radicaux essayaient de colmater les pertes de plus en plus évidentes du mouvement syndical en reprenant avec un ton plus agressif certains thèmes chers aux esprits les plus libéraux de la révolution tranquille: une meilleure distribution des biens et richesses et une participation aux différents paliers du pouvoir politique.

N'ayant jamais fait une critique en profondeur du syndicalisme d'affaires, ils étaient portés à voir la source de leurs problèmes à l'extérieur de leur champ d'activité spécifique, i.e. la lutte contre le capital au sein des milieux de travail. On brandit donc l'arme de l'action politique mais en négligeant, comme toujours, le lieu le plus propice au développement d'une conscience et d'un militantisme de classe chez les travailleurs: le travailleur dans son milieu de travail.

(16) C'était là l'essentiel du rapport moral du président de la CSN en 1968, *Le deuxième front*.

Ayant toujours négligé l'éducation politique et syndicale de leurs membres, de plus en plus éloignés des membres par un bureaucratisme excessif, dû à leur intégration au système capitaliste, il est alors tout à fait normal qu'une large fraction des travailleurs syndiqués ne suivent pas leurs leaders et deviennent même hostiles à leur égard.

34. L'appui syndical et la base de quartier.

Donc un projet politique axé sur le domaine de la consommation des biens et services dans le contexte urbain montréalais, projet situé à l'extérieur des milieux de travail.

Selon les stratèges de l'époque, le mouvement syndical allait assurer la crédibilité du FRAP, tandis que les animateurs sociaux allaient s'occuper surtout de question d'organisation et de programme. D'un côté, c'était exagérer le degré de crédibilité du mouvement syndical dans l'opinion publique, de l'autre, c'était accepter une question de faits (et ce malgré la proposition au premier congrès du FRAP) concernant le Front travail: la lutte politique, aurait comme base les quartiers, laissant intacts les milieux de travail. Question de faits, car les animateurs sociaux avaient très peu de liens directs avec les milieux de travail et il ne fallait pas en plus, question d'alliance implicite à respecter, empiéter sur les plates-bandes des leaders syndicaux favorables au FRAP.

35. Un troisième apport au FRAP: le mouvement de jeunesse.

Donc, les deux partenaires majeurs qui contribuèrent à metter sur pied le FRAP partaient à l'assaut du champs politique municipal avec des effectifs militants réduits et peu formés à l'action de masse. Nous l'avons vérifié en ce qui concerne les syndicalistes; et quant aux animateurs sociaux, ils se marginalisaient de plus en plus des populations environnantes, en cette période de plafonnement tant idéologique qu'organisationnel que connaissaient les comités de citoyens.

A ces deux partenaires majeurs s'ajoute un élément nouveau: l'apport de jeunes intellectuels. Ceux-ci provenaient en grande partie du mouvement étudiant, intégré, particulièrement dans sa dernière phase, au mouvement occidental de la révolte de la jeunesse intellectuelle. Cet apport nouveau survenait d'ailleurs par suite de la désintégration des organisation étudiantes. Le FRAP était pour eux une occasion concrète de sortir du cul-de-sac des évasions chimériques de la "révolution culturelle" et de se rapprocher de la réalité québécoise et de ses forces vives (les comités de citoyens et le mouvement syndical). Plusieurs de ces nouveaux militants, malgré certaines attitudes proprement

populistes (dans le genre "aller vers les pauvres") entrèrent au FRAP avec enthousiasme et face à l'inertie tant de plusieurs membres de comités de citoyens (car bon nombre d'entre eux entrèrent de reculons au FRAP) que des syndicalistes, occupèrent derechef des postes de responsabilité au sein du FRAP, ce qui sera déterminant pour comprendre "l'idéologisme" des débats qui marquèrent le FRAP par la suite.

36. Bref diagnostic d'un mauvais départ.

Le FRAP, du moins dans sa première version, eut une vie passablement brève. Les contradictions majeures en place dès son origine étaient trop fortes pour en assurer un développement unitaire et continu.

La contradiction majeure qui mina mortellement le FRAP se situait entre sa superstructure politique (principalement au sein de son secrétariat permanent) et sa base militante. Expliquons nous plus systématiquement.

Le projet politique du FRAP était bien compris et assimilé par les principaux responsables du FRAP. Ceux-ci voyaient dans l'efficacité organisationnelle du FRAP, ajoutée au fait que ce projet répondait à l'attente de plusieurs militants dispersés auparavant (donc impuissants politiquement) une garantie de succès sans trop de heurts à son développement. Le fait de participer aux élections municipales d'octobre 1970 constituait à leurs yeux un facteur de plus assurant l'unité du mouvement en partant du concret.

37. Des réalités bien différentes à la base.

Cependant la base militante vivait bien autrement la "réalité québécoise" en pleine ébullition. La motivation subjective d'adhérer à une organisation politique unitaire et efficace, voulant devenir l'expression politique des travailleurs, ainsi que la rédaction d'un manifeste et d'un programme effleurant les questions sociales et économiques, tout ça ne pouvait suffire à cimenter l'unité des militants. Le programme attaquait plusieurs questions, telles le logement, la santé, les loisirs, mais plutôt de façon isolée, sans les rattacher concrètement aux causes véritables, si ce n'est une dénonciation plutôt rapide du capitalisme et une explication d'une solution de rechange reposant sur le schéma "majorité versus minorité"[17] et accouchant d'une série de propositions finalement réformistes (Parizeau qualifia même le programme de "centre-gauche tranquille").

38. Une base hétéroclite et l'absence de discussions sur les questions fondamentales.

Le fait d'éviter de débattre des questions brûlantes de l'actualité, telles la question nationale, le mouvemnet syndical, les fondements capitalistes et impérialistes de notre exploitation, débats déjà en cours parmi certains militants, constitua une erreur majeure des initiateurs du FRAP. Opportunisme, dirons-nous, plutôt que bête erreur politique.

En plus, n'oublions pas la base hétéroclite du FRAP: mouvement étudiant, de jeunesse, nationaliste, militants marxistes issus du FLP, syndicalistes, animateurs sociaux, membres de comités de citoyens, technocrates (syndiqués ou non) en opposition avec Drapeau (bien souvent leur employeur), etc... Certains comités de citoyens avaient adhéré au FRAP sans enthousiasme, d'autres évoluaient plus à gauche du FRAP (ainsi le comité de citoyens de St-Jacques avait déja produit deux manifestes touchant plus directement les véritables causes de notre exploitation. De plus, bon nombre de militants en étaient à leur première expérience politique de masse et le FRAP ne leur fournissait que très peu déléments de compréhension de la réalité québécoise.

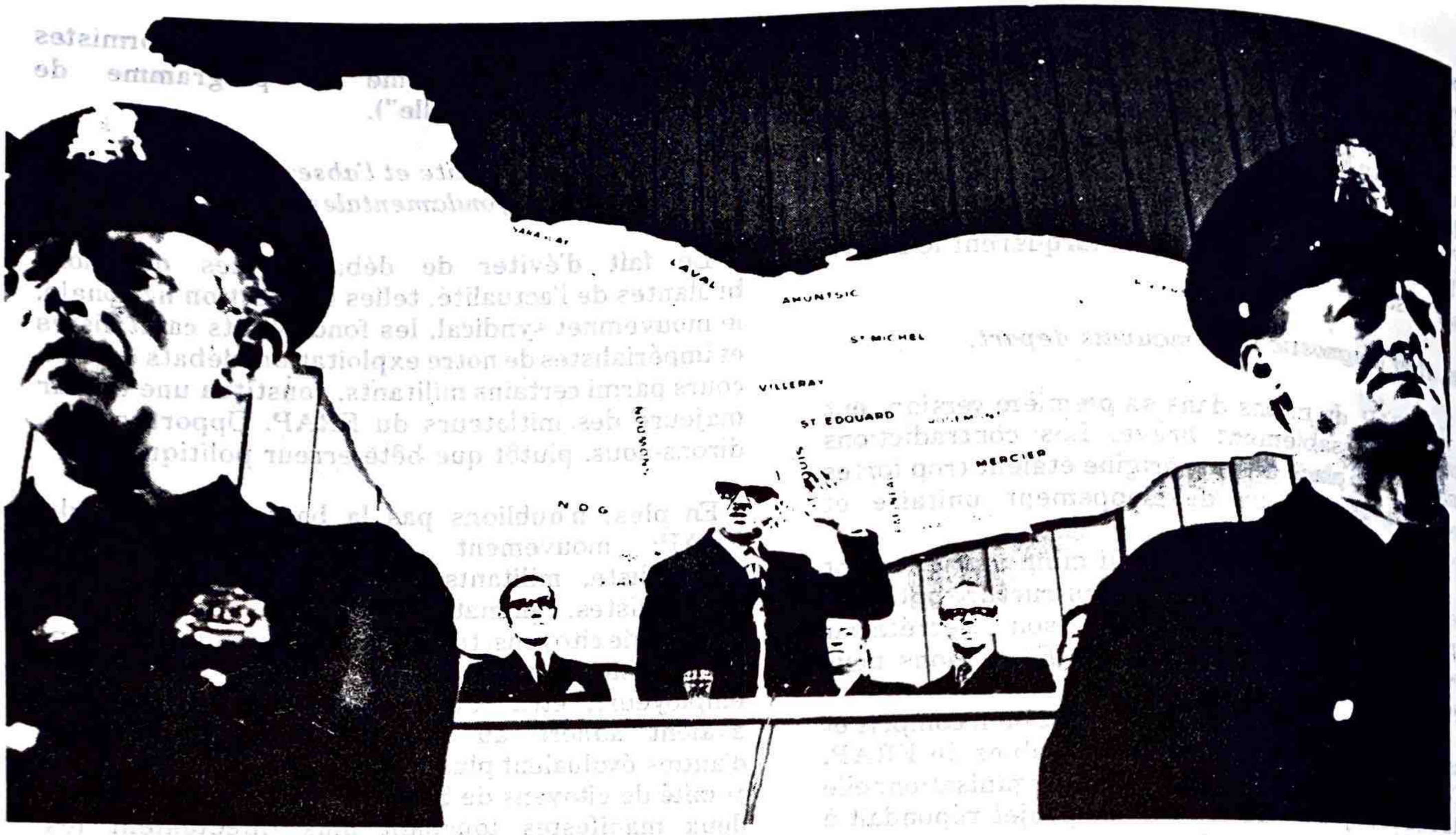
Donc superstructure formée de membres des "appareils" (animation sociale et mouvement syndical) plaquée à une base militante hétéroclite, en pleine ébulition, soulevant des questions que la direction évite, souvent par opportunisme.

39. La Crise d'Octobre révèle les faiblesses du FRAP.

Avec le FLQ, c'est l'éclatement du FRAP. Derrière le débat sur la pertinence politique de la violence terroriste se cache toutes les questions que le FRAP n'avait pu ou avait évité de répondre. Le FLQ n'a pas causé directement l'éclatement du FRAP; il en a révélé cependant, directement, les faiblesses tant face au pouvoir que face à lui-même.

Avec la crise d'octobre et la fin des élections municipales, les contradictions (contenu, composition sociales, expérience militante, etc...) explosent autant au niveau de la direction que de la base

(17) Ce schéma était plutôt simpliste et finalement erroné. La majorité, c'était la masse des salariés, majoritaires au niveau de la population mais minoritaires au sein du conseil de ville. La minorité, c'était le petit groupe de notables, de commerçants, industriels, minoritaires dans la population, mais majoritaires au conseil de ville. Mais les "salariés", qui sont-ils? Tous travailleurs? Ce manque de précision conduit à des erreurs du genre de la transposition "ouvriers contre patron" et "locataires contre propriétaires". Tous les locataires ne sont pas de la classe ouvrière, pas plus que tous les salariés.



"Le Parti civique doit dire merci à tous ceux qui ont permis que résiste le régime pour lequel tant de compatriotes sont allés mourir à l'étranger."
(M. Jean Drapeau, 25 octobre 1970).

militante. Les différentes tendances ou embryons de tendances, que le FRAP avait évité d'aborder de façon politique et non bureaucratique, font leur chemin en se souciant de moins en moins du cadre unitaire qu'était le FRAP.

40. Un repli sur soi-même.

Cet éclatement brusque et non contrôlé ou encadré des contradictions internes se développa à un moment particulièrement défavorable, celui d'un repli sur soi-même. Repli sur soi-même car on ne savait que faire après les élections. Personne n'avait prévu des structures d'accueil pour les sympathisants contactés et ceux qui avaient travaillé lors de la campagne électorale (porte-à-porte) se retrouvaient sans tâche aucune.

Ce long moment de repli donna lieu à bien des débats importants (question nationales, syndicalisme, formes de lutte, organisation militante, système capitaliste). Cependant ces débats se caractérisaient par leur côté abstrait, désincarné de la réalité québécoise. Les Cap devenaient de plus en plus des lieux de débats et de formation idéologique. Quelques-uns entreprirent des luttes locales, limitées, d'autres se lancèrent dans la lutte contre l'autoroute est-ouest (dont Maisonneuve) mais sans déterminer véritablement les enjeux profonds de ces luttes. Ce travail était fortement teinté d'activisme, ce qui masquait le climat d'impuissance hérité de la crise d'octobre.

41. Le travail de formation.

Le travail de formation, opéré de façon très inégale dans les CAP, devenait la principale caractéristique des CAP et allait le demeurer, même après l'éclatement du FRAP.

Les quelques travailleurs rejoints par le FRAP avaient de grandes difficultées à s'adapter à ce contexte de débat et de lutte idéologique interne. Plusieurs quittèrent le FRAP déçus de cette expérience politique. La complexité grandissante du fonctionnement et des débats au sein du FRAP, leur caractère hautement abstrait et inaccessible à quelqu'un qui n'avait pas un haut degré d'instruction, faisaient en quelque sorte que seuls les intellectuels progressistes s'y retrouvaient. Malheureusement, la plupart d'entre eux ne possédaient qu'un faible bagage d'experience de vie, de travail et d'action politique au sein de la classe ouvrière.

On se penchait alors sur des questions de formation et de propagande en les reliant très peu la réalité de nos effectifs et de notre composition sociale.

42. *Le deuxième congrès du FRAP.*

Malgré le caractère hautement désincarné des débats à cette époque, de leur allure souvent plus académique que politique, se faufilaient lentement des positions plus claires sur les tâches à accomplir et sur les moyens pour y parvenir. Le deuxième congrès du FRAP, i.e. le congrès d'orientation de mars 71, fut centré autour d'un ensemble de propositions provenant particulièrement du CAP St-Jacques.

L'objectif principal de ces propositions visait à combler deux lacunes majeures: la faible formation des militants et le faible degré, sinon l'absence d'enracinement dans la réalité ouvrière.

La méthode de travail pour réaliser ces deux tâches principales était de travailler à s'enraciner dans la réalité ouvrière, selon nos capacités et selon les intérêts des travailleurs, et à travers cette tâche se donner une formation politique adéquate. Cet enracinement avait pour outil privilégié le comité de travailleurs-chômeurs(18) base organisationnelle indépendante des appareils syndicaux.

Plus précisément, les militants du Cap St-Jacques proposèrent une décentralisation de l'organisation FRAP, afin de mettre plus d'énergie à la base, à partir des CAP, et afin de renverser ainsi le processus antérieur qui centralisait le plus ros des énergies dans la superstructure.

Ici, on doit faire deux observations.

—Si, en effet, l'enracinement dans la classe ouvrière nécessitait une décentralisation de l'organisation, la tâche de formation politique des militants CAP nécessitait une certaine centralisation et des moyens de préciser et de développer de façon unifiée l'orientation politique très générale votée au deuxième congrès. Ce deuxième aspect (nécessité de développer l'unité—au moins idéologique—des militants du FRAP) fut plutôt négligé par la tendance dominante du Congrès, c'est-à-dire le Cap St-Jacques.

—Alors que les militants du Cap St-Jacques étaient les plus avancés autant au niveau idéologique qu'au niveau du travail pratique d'organisation, ils consacrèrent très peu d'énergies à discuter et à partager leurs acquis avec les militants des autres CAP; et cela, autant avant, durant, qu'après le congrès d'orientation de mars 1971. Ceci se manifeste concrètement au cours de ce deuxième congrès par le fait qu'aucun militant du CAP St-Jacques ne se proposa à l'un ou à l'autre des trois postes du secrétariat permanent (organisme de coordination idéologique et technique entre les CAP).

Ainsi, ce congrès marquait un pas en avant au niveau de l'orientation stratégique (critique embryonnaire du P.Q., du mouvement syndical, amorce d'une analyse de classes) et des tâches pratiques à accomplir (recherche de liens étroits aux luttes ouvrières locales); mais il y avait des lacunes au niveau de cadre organistionnel du FRAP et au niveau pratique des énergies des militants plus avancés pour entrainer l'ensemble des CAP ou du moins certains CAP ayant plus d'expériences pratiques reliées au milieu ouvrier. Bref, c'était à cette époque -là les acquis (amorce d'une analyse politique en terme de classes, volonté de jonction avec la classe ouvrière) et les faiblesses (repliement sur soi et gauchisme) du groupe dominant du FRAP, le CAP St-Jacques. (19)

43. *Le congrès donne lieu à des ruptures.*

De façon schématique, on peut dégager trois tendances idéologiques correspondant à des éléments et à des intérêts de différentes couches petites-bourgeoises à l'intérieur du FRAP de cette époque-là. Il y avait d'un côté une *tendance plus réformiste*, défendue par les animateurs sociaux, laquelle se refusait alors à une analyse politique en terme de classes et qui voulait centraliser les luttes sur les problèmes urbains (dans le prolongement de l'action politique municipale amorcée dès la naissance du FRAP); à l'opposé, il y avait *une tendance carrément socialiste*, défendue par une fraction plutôt intellectuelle (c'était en gros le Cap St-Jacques) laquelle préconisait une formation politique marxiste et des offensives locales liées plus étroitement aux milieux de travail; entre ces deux tendances, il y avait *une tendance plutôt syndicaliste* (représentée surtout par des militants du Cap St-Edouard liés au Conseil central de la CSN), qui voulait maintenir l'unité du FRAP et qui s'est alliée à la tendance dominante (tendance socialiste) du congrès en appuyant la plupart des propositions du cap St-Jacques et en acceptant d'être élue à deux postes permanents du scrétariat du FRAP.

La lutte entre d'un côté les tendances socialistes et syndicalistes et d'un autre côté la tendance réformiste des animateurs sociaux extraina le départ du FRAP des Cap Ste-Anne, St-Michel, Rosemont et Villeray, lesquels dépendaient surtout du leadership des animateurs sociaux. Les trois derniers (St-Michel, Rosemont et Villeray) avaient été créés lors des élections municipales et n'avaient pas d'existence militante antérieure. Quant au CAP Ste-Anne, il était implanté dans une zone où se trouvait une couche très

(18) Les comités de travailleurs-chômeurs n'existèrent qu'a l'intérieur du Cap St-Jacques et n'eurent pas une longue existence étant appelés à se transformer à la suite des liçons qu'ils ont permis de tirer. Une annexe devait s'ajouter au présent texte, sur le développement historique du Cap St-Jacques précisant les acquis et les erreurs des mlitants de ce CAP, depuis trois ans. Malheureusement, cette analyse n'a pu être complétée.

(19) Voir: *Le début d'une organisation socialiste au Québec*, par B. Norman, dans le "Bulletin de Liaison du FRAP, Vol. I, no. 2, juin 71, pp. 11 à 22.

défavorisée de la classe ouvrière (en majorité des assistés-sociaux et des chômeurs) et était devenu depuis quelques années le terrain de prédilection des animateurs sociaux, qui en avaient fait une sorte de "laboratoire du travail communautaire".

Ainsi, pour des causes objectives et subjectives, ces quatre CAP quittaient le FRAP et cela marqua l'éclatement du FRAP, du moins dans sa première version, celle de regroupement des "salariés" montréalais dans le cadre d'une lutte pour le pouvoir municipal.

44. Les contradictions demeurent et provoquent d'autres retraits.

L'année qui suivra le deuxième congrès verra la disparition du Cap Ahuntsic (fondé lors des élections municipales) et le retrait des CAP St-jacques, Maisonneuve et Côte-des-Neiges (ce dernier aussi fondé lors des élections municipales). Le départ des Cap St-Jacques et Maisonneuve fut la manifestation d'une scission, en mars 1972, entre la tendance socialiste et la tendance syndicaliste; cette scission s'enracinait dans des expériences de luttes différentes et dans des conceptions divergeantes concernant l'évaluation du FRAP dans le mouvement ouvrier et le type d'organisation politique à bâtir à cette étape-là. D'un coté, les CAP qui se rallièrent au courant syndicaliste (St-Edouard, Papineau, St-Louis et en partie Côte-des-Neiges, avant de quitter lui-aussi le FRAP) avaient tous été créés lors des élections municipales de 1970 et ils avaient comme tels été peu liés à des luttes locales dans leur milieu; tandis que les CAP St-Jacques et Maisonneuve étaient ceux qui avaient la plus longue expérience (depuis les comités de citoyens) et qui regroupaient le plus de militants (20)

Le développement de leurs pratiques, ainsi que les leçons tirées du passé les amenaient à opérer un début d'analyse (encore très sommaire) sur le type d'organisation nécessaire à cette étape et sur les tâches politique du moment. Ce début de réflexion supposait de baser les discussions sur les pratiques des militants afin de réaliser l'unité idéologique et politique, et également d'avoir une attitude plus critique et des liens moins serrés avec les appareils syndicaux.

Lors de la scission entre les cap St-Jacques et Maisonneuve et les autres CAP du FRAP, les positions politiques divergeantes ne furent jamais exprimées explicitement. Les débats plus alimentés "de rhétorique de gauche" que d'une analyse objective de notre réalité aboutissaient invariablement à des attitudes sectaires d'un bord comme de l'autre.

Néanmoins, après coup, on peut dégager certains points majeurs d'opposition entre les deux tendances. Un point extrêmement important de divergeance fut l'attitude à adopter face aux appareils syndicaux et plus précisément face au projet de parti politique de travailleurs—ou de mouvement socialiste—amorcé à la fin de l'automne 71 par des permanents plus "à gauche" de ces appareils syndicaux: alors que la tendance syndicaliste était prête à appuyer ou même à collaborer avec un tel projet, les Cap St-Jacques et Maisonneuve voulaient maintenir une distance critique par rapport aux appareils syndicaux. Un autre point de divergeance concerna le type de soutien politique à fournir à des travailleurs en lutte: alors que les militants du Cap Papineau (appuyés par le secrétariat permanent du FRAP) cherchaient à appuyer des travailleurs à partir surtout de manifestations et de liens établis entre quelques usines telles Coléco, Dominion Foam . . . , le Cap Maisonneuve cherchait surtout à concentrer ses forces dans une seule usine en lutte (Rémi Carrier) er à y réaliser avec les travailleurs un travail d'éducation politique-en faisant un dossier—et d'appui financier—en organisant un fond de soutien—; les militants du Cap Papineau insistaient sur un travail politique de masse, capable de mobiliser plusieurs groupes de travailleurs alors que les militants de Maisonneuve tentaient de mettre l'accent sur un enracinement solide et sur un lien continu avec un groupe ouvrier. Enfin, un autre point d'opposition fut celui de l'importance relative des bases organisationnelles en milieu de travail et en quartier: les militants des Cap St-Jacques et Maisonneuve tendaient à insister de plus en plus sur l'enracinement dans les milieux de travail (priorité) et dans d'autres lieux (groupes populaires, écoles) à partir de noyaux tandis que les militants des autres CAP mettaient l'accent sur la base résidentielle de quartier comme lieu privilégié d'une action politique entre les différentes couches de travailleurs salariés. (21)

45. Le FRAP, "deuxième version".

Ce n'est qu'après la scission que les positions des CAP St-jacques et Maisonneuve et encore plus, celle du FRAP s'élaborèrent progressivement et devinrent plus claires. Plus loin, nous verrons plus

(20) Environ 120 militants sur 170, c'est-à-dire ⅔ du FRAP.

(21) Une analyse générale de ces divergences a été faite dans *"Document de travail sur l'organisation politique des travailleurs au Québec"* par M-A Ledoux, 16 pages, mai 1972.

précisément comment évoluèrent les positions des Cap St-Jacques et Maisonneuve en partant de la volonté de s'implanter prioritairement dans les milieux de travail jusqu'au début de pratique aujourd'hui, des comités de travailleurs.

Quant au FRAP nous n'avions pas la prétention de présenter une analyse exhaustive du FRAP, "deuxième version", mais de proposer quelques points majeurs de critique qui nous amènent à penser que le FRAP actuel a peu de chances de se développer en organisation révolutionnaire des travailleurs québécois.



Pas moins de 400 travailleurs de la CTCUM, du Conseil Ouvrier du Transport, du FRAP, ont manifesté le 4 juillet contre le marasme dans le transport.

3 ième étape

les groupes après l'effritement du FRAP

1. De nombreux nouveaux groupes "populaires".

Le FRAP avait réussi à rassembler comités de citoyens et comités d'action politique à l'intérieur d'un cadre d'organisation commun. Son éclatement ne signifie pas la disparition des groupes en faisant partie, du moins pour la plupart. Une bonne partie survit, et continue de se développer tant bien que mal. Bien plus: la période qui s'ouvre après 1970 nous fait assister à l'apparition d'une foule de groupes "populaires" qui tentent avec des moyens et des résultats divers de répondre à certains besoins des couches populaires, ou d'en exprimer certaines revendications. Outre les comités de citoyens et les CAP, on assiste au développement des Maisons du Chômeur, de comptoirs alimentaires, d'associations de locataires, de groupes volontaires d'étudiants progressistes, etc.

2. Les subventions du fédéral.

Certains de ces groupes n'ont d'existence que grâce aux subventions que l'Etat fédéral se met à déverser copieusement à partir de 1971; ils ne durent que l'espace de cette subvention et leur fonction principale est de tenir occupés des étudiants romantiques ou chômeurs, pour qui l'aide aux défavorisés constitue un moyen de gagner sa vie tout en cultivant sa bonne conscience. D'autres groupes par contre, même si leur naissance est souvent favorisée par les mêmes subventions, tentèrent de se développer de façon plus cohérente. Ces derniers doivent être examinés dans la mesure où, à la suite de l'échec du FRAP, ils constituent un pas en avant vers l'organisation d'authentiques forces populaires.

3. Après mars 1971: des liens au mieux formels avec le FRAP.

A vrai dire, on ne peut parler "d'éclatement" du FRAP. Ce dernier n'a pas disparu en octobre 1970 et il existe toujours. Toutefois, après les élections municipales, les groupes qui y étaient rattachés ont peu à peu reconquis leur autonomie, tant au point de vue idéologique que du point de vue de leur fonctionnemt et de leur organisation. Si bien que pour plusieurs de ceux-ci les liens qui les unissaient au FRAP sont vite devenus très formels, avant d'être purement et simplement coupés. En conséquence, il nous est permis d'étudier directement la pratique de ces groupes, sans référence aux liens avec le FRAP, dans la mesure où ces derniers ne signifiaient plus grand chose après mars 1971.

4. Diversité des groupes populaires et progressistes.

La diversité des groupes populaires et progressistes en présence au cours de cette période nous obligera à les présenter d'une façon quelque peu

statique: nous allons tenter de les catégoriser du point de vue de leurs objectifs et de leur composition, du point de vue de leur pratique et enfin par rapport aux résultats de leur travail. Une telle façon de procéder comporte le danger d'une schématisation excessive; en outre, elle risque d'évacuer tout l'aspect dynamique du développement d'un groupe progressiste. Malheureusement, il semble que c'est la seule façon de procéder que nous puissions utiliser. En gros, parmi les rassemblements de militants et d'individus progressistes qui ont fleur au cours des années 1971-72 on peut distinguer trois grandes catégories de groupes d'près leurs objectifs et leur composition: chacune de ces catégories se subdivise par ailleurs en plusieurs variantes. Ces catégories sont: les comités d'action politique; les groupes à "pressions sociale" et de services; les groupes d'étude et de recherche.

5. Les CAP issus du FRAP.

Il y a d'abord les comités d'action politique issus du FRAP. Certains d'entre eux avaient été créés à la veille des élections municipales; ils regroupaient des gens très peu reliés au quartier dont le CAP se voulait l'expression, et ils n'avaient que très peu d'expérience de travail en commun. Ces CAP disparaîtront à brève échéance. Leur existence est trop artificielle pour leur permettre de survivre et de se développerd'une façon autonome, sans être portés à bout de bras par le scrétariat du FRAP. Mais il y a les autres CAP, qui ont derrière eux un certain nombre d'années d'expérience militante et une certaine présence dans leurs quartiers respectifs. Ces derniers continuèrent de vivre et de se développer.

6. Les CAP ayant une expérience antérieure au FRAP.

A[Des transformations importantes.

Toutefois, l'expérience électorale d'octobre 1970 n'a pas été sans transformer en profondeur ces regroupements. D'abord, le nombre de militants et de sympathisants baisse beaucoup. Cela est dû à différentes causes: le chantage exercé contre le FRAP au cours des élections municipales par le pouvoir municipal et les politiciens fédéraux, allié aux piètres résultats obtenus au cours de ces élections, en ont découragé plusieurs et en ont éloigné d'autres. L'incapacité à retenir aux CAP de nombreux adhérents acquis au cours de la campagne électorale constitue une autre cause de désaffection. En conséquence, la composition des CAP se transforme. Ils regroupaient auparavant soit des militants actifs, soit des sympathisants tout juste intéressés à signer leur carte d'adhésion; dorénavant il n'y a plus que des militants ou des candidats à le devenir.

b] Les jeunes intellectuels deviennent majoritaires.

De plus, c'est l'élément jeune et intellectuel qui devient dorénavant majoritaire au sein des CAP. Minoritaires au début, les étudiants ou les intellectuels plus ou moins en rupture avec l'école entrent en masse à l'occasion des éléctions municipales, et plusieurs y demeurent après, si bien qu'ils deviennent majoritaires dans les CAP. Ceci a pour effet de prédisposer les CAP à la recherche d'une plus grande cohérence dans les objectifs, mais aussi aux débats plus ou moins stériles et coupés de la réalité. La direction des CAP, elle aussi, change de mains. Elle échappe aux animateurs, pour passer aux mains d'éléments plus radicaux de la petite bourgeoisie intellectuelle. Ces derniers ont milité activement, soit dans le mouvement étudiant, soit dans les groupes nationalistes de gauche; ils apportent de ce passé activiste plusieurs éléments: un volonté de préciser les objectifs politiques et les moyens en vue de les réaliser, une certaine expérience de lutte et d'organisation, une certaine méfiance du P.Q. et (pour certains) des chefs syndicaux. Plusieurs s'étaient embarqués à contre-coeur dans l'aventure électorale, et recherchent les moyens d'éviter dorénavant de retomber dans un pareil activisme.

c] Renouer les liens avec la classe ouvriere, mais comment?

Ces transformations au sein de la composition et de la direction des CAP contribuent à les rendre plutôt marginaux par rapport aux quartiers dont ils se veulent l'expression. En conséquence, la tâche première des militants des CAP apparaissait évidente. Il leur fallait renouer les liens avec la population ouvrière, puisque était là la condition de base pour réaliser cet objectif dorénavant partagé par la plupart: contribuer à la constructionde l'organisation politique des travailleurs. Mais sur quelle base nouer de tels liens? Pour certains, il fallait les développer, comme avant, sur la base du quartier. Les CAP devaient redevenir ce qu'ils prétendaient être: l'expression politique de la classe ouvrière et des couches populaires du quartier concerné. Pour d'autres, moins nombreux, il fallait au contraire les développer sur la base des entreprises: c'était là le lieu principal d'exploitation et d'organisation de la classe ouvrière. Mais comment développer de tels

liens, soit dans le quartier, soit dans l'entreprise? Pour y arriver, on envisageait divers moyens que nous verrons plus loin.

d] Les CAP sont isolés et cela mène à des attitudes sectaires et théoriques

Une autre caractéristique des CAP doit être signalée, à cette période de leur développement. Autant ils se retrouvent isolés par rapport au quartier qui constitue pourtant leur raison d'être, autant ils sont isolés entre eux. Exception faite du rattachement formel au FRAP, très peu de liens les unissaient réellement, qui leur auraient permis de développer une problématique commune et de confronter leurs expériences respectives. Au contraire, chaque CAP évoluait en vase plus ou moins clos; dans la mesure où leurs efforts portaient à l'époque davantage sur la recherche d'une cohérence idéologique que sur le développement du travail pratique, il était inévitable qu'un tel isolement des CAP les uns par rapport aux autres mène au théoricisme. Ce qui devint effectivement le cas et qui eut pour effet d'éloigner encore davantage les CAP les uns des autres. Une seule exception à noter, en marge de cette situation: les rencontres inter-militants organisées par le secrétariat du FRAP au cours de l'été et de l'automne 1971. Ces dernières, organisées sur la base de thèmes précis liés aux pratiques, réussissent tout de même à favoriser un certain échange entre militants de divers CAP.

7. Des groupes de revendications et de services.

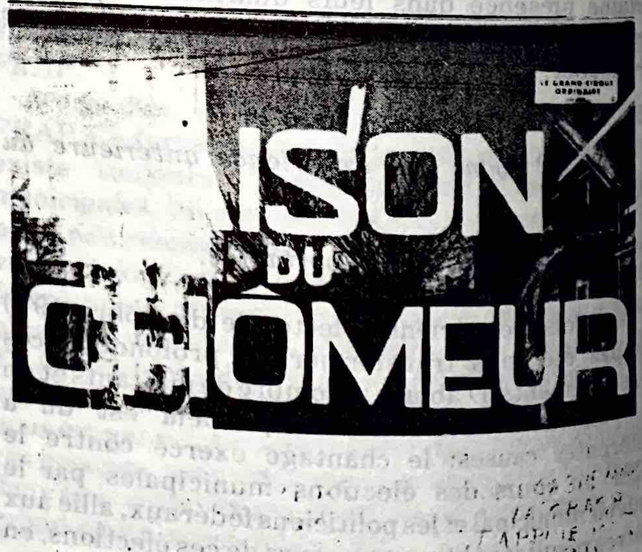
Une seconde catégorie de groupes populaires évoluait et se développait à côte des CAP. Elle regroupe ces associations ou ces comités qui tentent soit de préciser des revendications en association avec des citoyens, revendications qu'ils jugent l'expression de ces citoyens, soit de développer des "services" dont on voudrait faire bénéficier ces mêmes citoyens. Dans cette catégorie on retrouve pêle mêle d'anciens CAP issus du FRAP et retournés à des activités apparentées à celles des comité de citoyens de la période antérieure, de nouveaux groupes populaires de quartier, des groupes d'étudiants nés grâce aux largesses de Perspective-Jeunesse, des "Maisons du Chômeur ", des services populaires spécialisés et organisés (cliniques de santé, comptoirs alimentaires). Ces activités et les groupes qui les assument sont différents par leur objet même, et aussi par leur sérieux. Dans certains cas ils sont éphémères; dans d'autres ils se sont construits lentement, et leur développement est le résultat du travail lent et continu de plusieurs militants.

Deux formes principales très liées l'une à l'autre, caractérisent les groupes de cette deuxième catégorie.

a] Les groupes à "pression sociale".

La première est celle du groupe populaire, dont la fonction principale est de faire pression auprès des autorités pour dénoncer un problème ou faire changer une situation. Supportés par des animateurs sociaux ou des agences d'animation sociale, de tels groupes à "pression sociale" tentent de rejoindre des populations d'assistés sociaux, de chômeurs, de travailleurs à faible revenu pour formuler avec eux des revendications portant sur les besoins immédiats de ces couches sociales (les chèques d'assistance sociale, l'assurance chômage, la défense contre les huissiers, la multiplication des parcs, la rénovation urbaine, etc). On retrouve de tels groupes principalement dans les quartiers les plus défavorisés de Montréal: le Sud-Ouest, le Centre-Sud, le Mile-End. Peu de travailleurs en font partie mais plutôt des alliés de la classe ouvrière, tels les assistés-sociaux. En général le financement de leurs activités provient de l'Etat fédéral, ou du clergé, ou de la haute bourgeoisie canadienne; cet argent passe par les agences d'animation qui l'utilise pour payer les animateurs sociaux "affectés" à ces groupes populaires.

Ces animateurs, fils spirituels des animateurs de la période 1965-1970, gardent la direction effective des groupes à pression sociale. Ils leur impriment une idéologie plus ou moins libérale: "donner une voix aux sans-voix", en faire des interlocuteurs valables au sein de la société au même titre que les autres couches sociales, bref, les réintégrer au sein de la société capitaliste. Une telle idéologie communautaire est



parfois doublée d'une dimension utopiste (par exemple, le projet de "Conseil du Quartier" à la Pointe-Saint-Charles) ou colorée d'éléments apparentés à la pensée sociale chrétienne.

S'ils sont semblables à divers points de vue aux comités de citoyens de la période 1965-1970, ces groupes populaires s'en distinguent à deux points de vue. D'abord, les masses énormes d'argent mises à leur disposition, ou plutôt à la disposition des animateurs sociaux qui les dirigent. Une telle chose a pour effet de freiner leur développement, dans la mesure où elle les maintient dans l'illusion d'une certaine efficacité de leur travail. De plus le langage utilisé est un peu plus radical qu'auparavant. On dénonce plus volontiers le régime capitaliste, la collusion de l'Etat, etc.. Mais c'est d'une façon populiste et plutôt démagogique qu'on le fait, moins pour expliquer que pour scandaliser.

b] Les "services populaires".

En prolongement direct avec la tendance précédente, une tendance continue à se développer Ceux qui la soutiennent visent à doter la classe ouvrière et/ou les défavorisés d'instruments dont on voudrait qu'ils favorisent leur émancipation individuelle et collective, culturelle ou économique. A plusieurs variantes près, la perspective de travail est la suivante: il s'agit de combler les lacunes du capitalisme ou de lutter contre les effets négatifs de sa domination en développant des "services populaires" qu'on veut parallèles et sous le contrôle des citoyens. C'est ainsi que, grâce aux subventions du gouvernement fédéral, on développe des comptoirs alimentaires, les garderies, les coopératives de production, les Maisons du Chômeur, voire une entreprise de restauration de taudis. Comme les groupes à pression sociale, de telles initiatives sont pour la plupart dirigées par des animateurs sociaux ou des agences d'animation (les mêmes souvent, qui supportent aussi des groupes populaires); d'autres sont l'oeuvre d'étudiants progressistes. Mais rares sont celles qui se retrouvent réellement sous le contrôle des citoyens à qui elles sont en principe destinées. De plus, ces services populaires rejoignent peu la classe ouvrière; si l'on excepte quelques comptoirs alimentaires, leur localisation géographique et leur objet même les destine davantage à aider des alliés de la classe ouvrière (tels les assistés-sociaux).

c] Ces regroupements sont très liés entre eux.

Groupes à pression sociale et services populaires se complètent les uns les autres. On considérait comme indissociablement liés la dénonciation de situations jugées scandaleuses et le développement de moyens visant à régler soi-même les problèmes posés. C'est ainsi que les militants progressistes et les animateurs à l'origine des "Maisons de Chômeurs" voyaient celles-ci à la fois comme des lieux de protestation contre le chômage et comme un cadre d'entraide destiné aux chômeurs.

8. Les groupes d'études et de recherche.

Il existe un troisième type de regroupement, à côté des comités d'action politique et des groupes populaires. Il est représenté par ces groupes d'études, principalement issus du milieu étudiant, qui se mirent à apparaître après octobre 1970. L'origine de ces regroupements varie, mais ils tirent tous leur raison d'être de la volonté qui anime plusieurs étudiants de sortir du cercle vicieux de l'activisme et de l'anarchisme stérile qui caractérise à l'époque l'action "politique" en milieu étudiant. Au sein de la plupart de ces groupes d'étude, l'assimilation du marxisme-léninisme est à l'ordre du jour: elle manifeste cette volonté de se doter d'instruments d'analyse et de compréhension de la réalité. De plus, on la considére comme une étape essentielle vers la réalisation d'un objectif encore vague et lointain: se lier à la classe ouvrière. En pratique, la plupart de ces groupes d'étudiants n'iront guère plus loin que l'étude en vase clos du "Capital" et de "Que Faire". D'autres réussiront cependant à persévérer, et réussiront éventuellement à trouver le "chemin de la classe ouvrière."

9. La pratique de ces divers groupes.

De façon générale, les groupes populaires et progressistes se mirent à développer leur travail dans trois grandes directions: l'agitation et la propagande, l'étude et l'analyse, la construction de services populaires et d'instruments de soutien à des luttes ouvrières. En pratique, la plupart de ces groupes menèrent côte à côte ces trois ordres d'activités, mais leur contenu et leur importance respective étaient très variables selon les groupes concernés.

a] Le travail d'agitation et de propagande.

Le travail d'agitation s'effectuait généralement à court terme. Il prenait appui sur les problèmes directement liés aux effets du capitalisme: le chômage, l'assistance sociale, la détérioration du milieu urbain (Concordia ou l'autoroute Est-Ouest). Selon le cas, les militants engagés dans un tel style de travail voyaient dans de telles actions une fin en soi, ou encore un moyen pour eux de se lier à la population concernée en partant de certains de ses besoins et de ses problèmes immédiats.

En général, ce travail d'agitation s'accompagne d'un travail de propagande qui vise à relier le problème posé à l'exploitation capitaliste. Parfois

cette propagande se fait dans la perspective de la classe ouvrière, et pose la nécessité pour celle-ci de se doter d'une organisation politique qui lui soit propre. Le plus souvent, cependant, la perspective est plus vague. En général, ce travail d'agitation se déroule à l'extérieurdes entreprises, dans les quartiers; une telle chose est logique avec la plupart des situations dénoncées et qui servent de point d'appui à l'agitation. Parfois on tente de mener un travail d'agitation et de propagande en direction des milieux de travail et des entreprises; c'est là une priorité, du moins pour ceux parmi les militants progressistes qui posent la nécessité de se lier aux travailleurs en partant prioritairement des entreprises. Toutefois, un tel travail donne des résultats plutôt minces. Entamé de lextérieur des entreprises, "parachuté" sur la tête des travailleurs et souvent inadéquat dans sa forme, il n'a la plupart du temps aucune portée. Pas plus d'ailleurs que l'agitation et la propagande à l'échelle des quartiers.

b] Le travail de réflexion et d'analyse.

Le travail de réflexion et d'analyse est fondé sur la volonté de se donner les instruments qui permettront de mieux comprendre la réalité pour mieux y intervenir. Centré surtout du côté des CAP et des groupes d'étudiants progressistes, il comporte en gros les caractéristiques suivantes. Il s'agit d'un travail pour la plupart du temps en vase clos, à l'intérieur de cercles plutôt fermés. Il se traduit le plus souvent par la volonté d'assimiler le marxisme-léninisme comme outil d'analyse et de compréhension. Mais un marxisme-léninisme tiré des livres, non pas de l'expérience concrète. On assigne à ce travail l'objectif de clarifier les moyens de se lier à la classe ouvrière, et aux autres couches de travailleurs, sur la base des milieux de travail.

Si cette entreprise d'assimilation du marxisme est en bonne partie livresque, elle n'en constitue pas moins, pour la première fois depuis longtemps au Québec, l'expression de la colonté d'utiliser le marxisme comme guide du travail politique.

c]Développement d'instruments à la disposition de la classe ouvrière.

Quant au troisième type d'activité mis de l'avant par les groupes populaires et progressistes, il se traduit par un travail axé sur le développement d'instruments qu'on veut mettre à la disposition de la classe ouvrière et/ou des "défavorisés". Ce sont les "services populaires", et les formes qu'ils prennent sont multiples. La plupart du temps, il s'agissait d'instruments de défense et d'auto-organisation, branchés sur le terrain de la consommation. Les comptoirs alimentaires, par exemple, dont on veut faire des moyens de se défendre contre les monopoles de l'alimentation. Mais il pouvait s'agir aussi d'instruments plus directement branchés sur le soutien aux luttes que mène le mouvement ouvrier sur le terrain même de l'entreprise. C'est ainsi que des groupes progressistes s'attèlent à la construction de centres de recherche, de formation, de documentation, etc. De telles initiatives manifestent de la part des groupes concernés la volonté de se lier à la classe ouvrière; toutefois la nature de ces liens demeurait imprécise, dans la mesure où les instruments n'étaient pas encore très développés et ne permettaient pas encore de liason effective. Quant aux services populaires, nous avons vu que la plupart d'entre eux s'addressaient en pratique aux couches défavorisées de la population plutôt qu'à la classe ouvrière.

10. Evaluation de la période.

L'étude de la période qui a suivi l'effritement du FRAP nous indique clairement que loin de diminuer, le travail en milieu populaire et ouvrier s'est amplifié. Mais il s'est développé dans des conditions plutôt difficiles: isolement des groupes progressistes et populaire entre eux, perspectives souvent à court terme du travail amorcé, etc.

Le travail qui s'est développé au cours de cette période n'en représente pas moins une étape de plus dans le développement d'une organisation politique de travailleurs. A cet égard, on y dénote quelques acquis, principalement au chapitre des formes et des conditions de liaison avec avec la classe ouvrière que tentent d'élaborer des éléments progressistes de la petite-bourgeoisie. Notons toutefois que l'on retrouve ces acquis du côté des groupes progressistes plutôt que chez les groupes populaires.

pour
l'organisation politique
des travailleurs québécois

rédigé par les militants du
Comité d'Action Politique de St-Jacques

1ère impression décembre 1971 - 4,000 copies
2e impression mai 1972 - 4,000 copies

11. Les acquis: tenir compte de nos forces.

Il y a d'abord cette notion selon laquelle il importe de définir des actions qui soient à la mesure des moyens dont on dispose en vue de les réaliser. L'expérience du FRAP avait démontré qu'avant de se lancer dans une action de grande envergure, il importe au plus haut point de voir s'il est possible de l'assumer, de la contrôler. Dès lors, la conséquence pratique qu'en tirent beaucoup de militants est d'agir à la mesure des minces forces dont ils disposent, tout en développant ces forces. Une certaine modestie fait dorénavant place, dans plusieurs milieux, à la suffisance de la période des élections municipales.

12. Une plus grande solidité matérielle.

Cette attitude se traduit au sein de certains groupes progressistes par la recherche d'une plus grande solidité matérielle, qui vise à asseoir le groupe sur de bases stables, dégagés des aléas d'un financement sporadique. Certains groupes ou services populaires tentent aussi, de leur côté, de se consolider au plan matériel.

13. Le travail d'assimilation du marxisme.

Mais cet effort au plan de la consolidation matérielle constitue en fait le reflet d'un autre effort, au plan de la cohérence idéologique, celui-là. On insiste sur la "formation" des militants, c'est-à-dire sur l'acquisition d'une pensée commune et plus cohérente, et sur une connaissance plus claire de la réalité. L'instrument de base pour l'acquisition de cette formation, c'est l'assimilation du marxisme. Un tel effort d'assimilation même s'il se développe en vase clos et se déroule sur un mode plutôt théorique, relète la volonté de donner une plus grande rigueur à un travail qu'on voudrait politique. Il constitue en même temps un premier pas dans l'acquisition des moyens permettant à ce travail de devenir efficace.

14. La volonté de jonction à la classe ouvrière.

Mais le contenu de ce "travail politique" et la façon de le mener demeurent vagues pour la plupart des militants progressistes. Un nombre grandissant d'entre eux posent comme condition première à la réalisation de ce travail une jonction effective avec la classe ouvrière, sur la base des entreprises. C'était là un acquis majeur; mais un acquis plutôt théorique, dans la mesure où les moyens permettant une telle jonction n'étaient pas encore très clairs. Ces quatre acquis majeurs caractérisent la période qui suit l'éclatement du FRAP. Toutefois, des faiblesses graves en neutralisent beaucoup la portée.

15. Ecart entre théorie et pratique.

Plus que jamais les groupes progressistes se trouvaient en face de la contradiction suivante: d'un côté, ils situaient plus clairement que jamais leur travail dans la perspective d'aider à construire une force politique ouvrière, mais par ailleurs leur composition et leur direction majoritairement petite-bourgeoise les tenait en marge de la classe ouvrière et de ses luttes, incapables de se joindre effectivement à elle pour contribuer à la réalisation de cette tâche.

Une telle contradiction n'est pas nouvelle, loin de là. En fait, on la retrouve à toutes les étapes du développement des groupes populaires et des groupes progressistes; elle traverse l'ensemble des tentatives de la petite bourgeoisie progressiste en vue de se lier aux couches populaires pour participer à leurs combats. Seulement, c'est à l'intérieur des groupes progressistes—principalement les CAP et les militants individuels qui en partageaient les objectifs—qu'elle se posait avec le plus d'acuité. Plus que jamais l'écart était considérable entre les objectifs socialistes de plus en plus clairs de ces groupes et la distance pratique qu'il y avait entre eux et la classe ouvrière; or, cette difficulté à s'enraciner dans la réalité ouvrière des quartiers et des entreprises—que manifeste le peu d'expériences concrètes et le peu de connaissances de ses caractéristiques—rendait impossible de travailler à la réalisation des objectifs formulés.

Bien sûr, des moyens furent mis de l'avant pour solutioner cette contradiction: la formation (l'effort en vue de développer une ligne politique à l'intérieur même des groupes progressistes), le recrutement d'éléments ouvriers en vue de transformer la composition des groupes (c'était le sens de l' "implantation", à l'époque la propagande ou l'intervention au sein des milieux de travail, menés de l'extérieur de ces entreprises par des militants rattachés à des groupes progressistes. Les résultats furent vains, ou encore contraires au but visé.

Et pourtant depuis 1971, la jonction entre militants progressistes et travailleurs combatifs, sur la base même de milieux de travail, est à l'ordre du jour. La priorité est à l' "implantation", à l'"organisation à la base." Une telle tâche a conduit vers une série de tentatives de liaison entre militants progressistes et travailleurs, et ces tentatives se sont révélés des échecs. Pourquoi Pour répondre à cette question, il faut voir comment on concevait la réalisation des tâches mentionnées plus haut, et comment elles ont été concrètement réalisées. En d'autres termes, quel contenu on donnait aux expressions "implantation" et "organisation à la base".

Pour ce faire, partons d'exemples concrets:

a] La lutte chez Rémi Carrier [1971-1972] [?]

Nous étudions, ici, plus particulièrement le travail de soutien de la part de militants du CAP Maisonneuve à une lutte syndicale.

l'acquis: l'efficacité technique d'un soutien, du moins au cours de la grève elle-même. C'est ce qui a permis au rapport de force de se développer en faveur des travailleurs.

les défauts: A toutes fins pratiques, la lutte était contrôlée par le CAP, non pas par les travailleurs concernés. Ce contrôle s'exerçait au niveau de l'organisation tout comme à celui de l'explication (niveau iéologique). Les militants du CAP y avaient des intérêts spécifiques, pqu en rapport avec les attentes des travailleurs: ils voulaient "recruter" parmi les travailleurs de R.C. d'autres militants pour le CAP.

De façon générale, les rapports entre militants du CAP et travailleurs en lutte étaient plutôt techniques: ils y jouaient ni plus ni moin qu'un rôle du conseiller syndical, doté de toutes les caractéristiques du permanent syndical moyen.

Du reste, même cet appui technique s'est révélé un échec: la convention collective signée au terme de cette grève est l'une des plus mauvaises jamais signées par un syndicat de la Fédération du Bâtiment et du Bois (CSN).

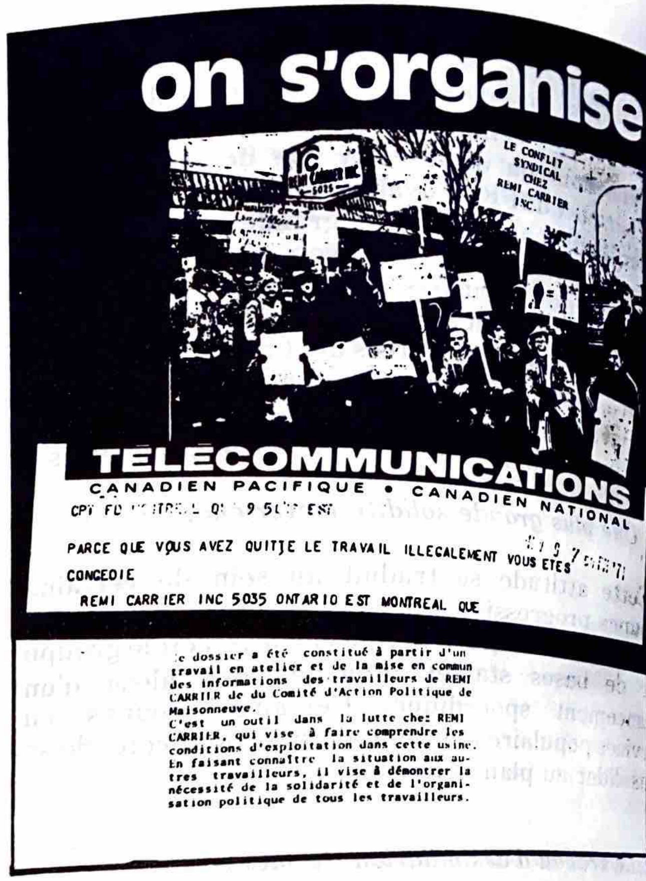
b] La tentative de créer un CAP parmi les employés de soutien de l'Université de Montréal.

A la même époque, des militants étudiants de l'Université de Montréal tentent de regrouper des employés de soutien de l'Université à l'intérieur d'un "comité d'action politique". L'objectif d'un tel regroupement était vague: mener en commun un travail de formation, mener des luttes en vue de démocratiser la pratique syndicale telle qu'elle existait.

Les acquis sont nuls (sauf pour les leçons qu'en ont tirées les militants concernés): le "regroupement" n'a jamais pu dépasser le stade de quelques réunions préliminaires.

Les défauts (selon le bilan qu'en font les militants concernés)

- Le regroupement part de l'initiative exclusive des militants intellectuels.
- Les objectifs sont *subjectifs* (i.e. déterminés en vase clos par les militants eux-mêmes), *théoriques*, et d'ailleurs différents selon les individus.
- Ils ne partent pas des préoccupations des travailleurs. Aucune enquête n'a été réalisée pour saisir ces préoccupations, et très peu de contacts avaient été développés.
- Le discours des militants était gauchiste, particulièrement au chapitre du syndicalisme en général et des syndicats de L'U. de M. en particulier.



Une telle chose a contribué à éloigner les travailleurs qu'on voulait regrouper.

c] Participation d'un groupe de chercheurs militants à la rédaction de "Ne Comptons que sur nos Propres Moyens".

L'objectif du travail, du point de vue des militants concernés était de contribuer ainsi, par un travail de propagande large issu d'une centrale syndicale, à clarifier les intérêts de classe des travailleurs. De la sorte, ils estimaient contribuer à la mise en place de certaines conditions de base pour qu'apparaisse l'organisation politique autonome des travailleurs. Les acquis: le texte en lui-même, la problématique qu'il dégage puisqu'il pose plus clairement les problèmes en terme de classes sociales et de luttes de classes. Acquis relatif cependant, dans la mesure où il ne conclut sur aucune alternative possible, sinon des visions à très long terme et surtout marquées par leur aspect technocratique.

Les défauts:

- Opérer un tel travail du haut de centrales syndicales, c'est en fait s'enlever les moyens qui lui permettraient de porter fruit, à cause du manque de crédibilité des centrales.
- Effectuer un travail à l'intérieur des centrales, c'est oublier que la reconstruction du syndicalisme en vue d'en faire véritablement un instrument des

travailleurs doit partir du niveau local et qu'elle ne partira pas des centrales syndicales; c'est oublier, de plus, que cette tâche doit s'inscrire le plus clairement possible dans le cadre plus général du travail en vue de contribuer à construire une force politique autonome des travailleurs. En pratique, les résultats de cette contribution au document de la CSN ont été pour l'essentiel les suivants:

1. le discours des chefs syndicaux en est sorti radicalisé.
2. le "projet" social-démocrate au sein de la CSN s'en est trouvé renforcé.
3. A cause du décalage entre son discours radical et sa force reelle, la CSN s'en est trouvée affaiblie comme force d'opposition au pouvoir politique.

• Les travailleurs et militants des syndicats locaux n'ont que très peu été touchés par cette initiative "parachutée" par la centrale. L'impact sur leur niveau de conscience semble plutôt négatif, dans la mesure où il ne ressort aucune solution véritable du manifeste et qu'il n'a pas amené une modification importante des pratiques. Coupés de ces deux conditions, l'impact se traduit par une certaine démobilisation.

16. *Les principales caractéristiques qui s'en dégagent.*

A travers ces trois tentatives de liaison avec les éléments du mouvement ouvrier, on peut dégager quelques caractéristiques:

a] *Mauvaise connaissance de la réalité ouvrière.*
Elles ne partent pas d'une connaissance, même sommaire, de la réalité (celle du mouvement syndicale, du mouvement ouvrier, ou d'une entreprise en particulier).

b] *On ne part pas des préoccupations des travailleurs.*

Elles ne partent pas des besoins et des préoccupations des travailleurs concernés, mais plutôt des objectifs des militants progressistes: "recruter" pour le compte de l'organisation, ou encore "faire passer" un problématique. En définitive, elles tendent à identifier dans les faits l'organisation de militants progressistes avec l'organisation politique des travailleurs. De plus, elles tendent à subordonner les besoins des travailleurs recontrés (soutien à leur lutte) aux besoins de l'organisation dont le militant fait partie (faire du recrutement, faire passer une "ligne").

c] *On isole des travailleurs "recrutés".*
Elles tendent à isoler les travailleurs ainsi recrutés, à les sortir de leur milieu de travail et de lutte (ou leur organisation syndicale) pour les insérer dans le cadre artificiel du rassemblement de militants progressistes à titre "d'éléments de l'avant-garde ouvrière".

d] *Une direction dans les mains des intellectuels.*
Ce faisant, elles les placent sous la direction de militants intellectuels, dans le cadre de la réalisation d'un travail en commun qui n'est qu'idéologique (formation).

e] *Vision idéaliste des groupes progressistes.*
Elles véhiculent une vision idéaliste du groupe progressiste: celle d'une organisation structurée et déjà dotée d'une ligne politique relativement claire (analyse de la réalité et formulation de tâches politiques claires) qui doit rechercher en quelque sorte des "poteaux" à l'intérieur des entreprises.

f] *Une fausse conception politique.*

Ces tentatives sont basées sur le travail de formulaient plus clairement des objectifs qu'ils l'organisation. Conception inefficace dans les faits, qui conduit à un cul-de-sac: peu de travailleurs sont intéressés à militer dans de telles conditions, détachées de leur réalité quotidienne. Ce qui a pour effet de garder dans l'isolement les militants progressistes, de les empêcher de faire un travail qui soit réellement politique.

Ces caractéristiques étaient en gros celles du travail d'intervention que tentaient les militants progressistes auprès des groupes de travailleurs combatifs. En conséquence, elles firent que ces groupes restèrent prisonniers de leur composition de classe, incapables de se développer par l'adjonction de militants ouvriers dans leurs rangs. D'un côté, en effet, ils précisaient une analyse théorique, formulaient plus clairement des objectifs quils jugeaient politiques; de l'autre côte, ils demeuraient presque toujours étrangers à la réalité du mouvement ouvrier et syndical, des luttes que ces derniers entreprenaient et des transformations qu'ils subissaient. De plus, isolés face à cette réalité ouvrière qui constituait pourtant leur raison d'être, les groupes progressistes tendaient aussi à évoluer de façon isolée les uns par rapport aux autres.

conclusion

COMPRENDRE LES CONDITIONS D'EMERGENCE DU PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE

Le présent texte tente de retracer l'histoire des groupes populaires et progressistes de la région montréalaise. A ce titre, il devrait permettre de voir un peu plus clair à deux niveaux:

—il devrait permettre de saisir par quelles étapes et quelles difficultés s'opère graduellement la jonction de militants d'origine principalement intellectuelle et petite-bourgeoise à la classe ouvrière.

—il cherche de plus à comprendre comment s'est développée cette parcelle du mouvement ouvrier qui se retrouve au sein des groupes populaires et des groupes progressistes.

Idéalement, c'est toute l'histoire du mouvement ouvrier qu'il aurait fallu faire. C'est l'histoire des luttes et des formes d'organisation que s'est donnée la classe ouvrière, et celle du développement de la conscience de classe. Malheureusement, une telle chose reste encore à faire. Nous ne pouvons dans le présent texte qu'en esquisser certains traits, notamment au chapitre du mouvement syndical et surtout des groupes populaires et progressistes. Il reste à dégager l'essentiel: par quelles voies et par quelles manifestations s'exprime et se développe la conscience de classe des travailleurs québécois, et comment les conditions économiques et politiques agissent-elles sur celle-ci? Seule une connaissance plus grande de la réalité ouvrière permettra de saisir les éléments de réponse à cette question et cette connaissance reste encore à acquérir: elle sera graduellement acquise à travers une liaison plus étroite avec la classe ouvrière.

Malgré cette lacune—de taille—ce texte jette peu de lumière sur certains acquis et sur certains problèmes liés au travail déjà amorcé en vue de construire une organisation socialiste au Québec. Par extension, la compréhension de ces acquis et de ces faiblesses, les leçons qu'on peut en titer, permettent de voir plus clairement la façon de poursuivre le travail. Que peut-on retirer de la façon dont les groupes populaires et progressistes ont évolué depuis la Révolution tranquille?

1. Une évolution marquée de contradictions.

D'abord sur la façon dont le cours des choses s'est développé depuis 1960. Des comités de citoyens au FRAP, du FRAP aux gropes progressistes, et de ces derniers aux comités de travailleurs d'usines, l'évolution n'a pas été linéaire, loin de là. En fait, chacune de ces étapes manifeste des faiblesses; et les rapport à l'étape antérieure, au niveau des formes d'organisation comme au niveau de l'orientation plus clairement politique du travail; en même temps,

chacune de ces étapes manifeste des faiblesses et les tentatives en vue de solutionner les problèmes posés finissent par engendrer l'étape suivante. La progression est évidente; toutefois chaque étape recèle des contradictions et c'est la tentative concrète en vue de les solutionner afin de mieux s'ajuster à la réalité pressentie qui permet de passer à l'étape suivante, tout en tentant de conserver les éléments positits de celle qui a précédé. On peut prévoir que les choses vont continuer d'évoluer de cette façon.

2. Le contenu de la progression.

Quel est le contenu de cette progression? Pour répondre à cette question, il faut se situer d'abord du point de vue de cette parcelle du mouvement ouvrier que nous étudions, et ensuite du point de vue des tentatives de jonction à celui-ci que tentent d'opérer certains éléments de la petite-bourgeoisie progressiste.

a] du terrain de la consommation à celui de la production.

Du point de vue de l'historie du mouvement ouvrier, on peut dire que le passage des comités de citoyens au comité de travailleurs marque l'émergence des conditions de base de la lutte consciente pour le socialisme. Au début le terrain de cette lutte était confiné à la consommation: à cette sphère de l'exploitation capitaliste qui atteint les travailleurs à l'extérieur des entreprises: le logement les conditions de vie et de santé, etc. De plus, le contenu de cette lutte n'était pas explicitement lié au combat pour le socialisme et pour la mise en place d'une organisation politique des travailleurs. Enfin, les formes qu'elle prenait étaient exclusivement défensives et plutôt spontanées. Graduellement, le terrain de la lutte s'élargit: elle entre dorénavant, même d'une façon limitée, au niveau de la production, sur le terrain même de l'entreprise, au coeur même du processus d'accumulation capitaliste. De plus, le contenu de la lutte se clarifie. L'étape actuelle manifeste l'apparition des premiers militants socialistes ouvriers, capable de lier leur travail quotidien au combat plus général en vue de créer l'organisation politique des travailleurs. Enfin, les formes de luttes se clarifient aussi. Avec de nouvelles bases politiques en milieu de travail apparaît la possibilité de passer à l'offensive sur le terrain politique et économique.

b] la "longue marche" vers la classe ouvrière.

L'historie des groupes populaires et progressistes marque aussi une autre réalité, dominante dans notre texte. C'est celle de la "longue marche", du lent cheminement des petits-bourgeois intellectuels en direction de la classe ouvrière. C'est là peut-être l'aspect principal du développement de ces groupes. Là encore, un tel cheminement ne s'est pas effectué d'un façon linéaire, bien au contraire: il se traduit par toute une série d'expériences, d'erreurs et de leçons qui servent de point d'appui aux formes de liason qu'on tente de développer par la suite.

3. Trois styles d'organisation.

A part les comités de travailleurs, les formes de liasons ont été dévelopées dans le cadre de trois styles d'organisations: les groupes populaires, les services populaires, les groupes progressistes. Arrêtons-nous quelque peu pour voir ce qui s'en dégage.

A] les services populaires et les groupes populaires.

Services et groupes populaires demeurent essentiels à l'heure actuelle. Le capitalisme ne s'exprime pas qu'au sein de l'entreprise, et il faut aussi le combattre à l'extérieur de celle-ci. De plus, il faut se défendre contre ses empiètements constants. Toutefois, malgré une évidente radicalisation idéologique depuis 1970, les services et les groupes populaires ne peuvent que difficilement dépasser l'objet même de leurs activités, qui font d'eux des services à la population ou des groupes de pression. On ne peut attendre d'eux qu'ils constituent la base principale à partir de laquelle se construira une force politique autonome des travailleurs, même si leur contribution à cette tâche demeure importante. En fait, il s'agit d'instruments, et d'instruments faits avant tout pour l'éducation populaire. C'est en ce sens qu'il convient peut-être de les développer. Toute-fois, il faut se rappeler que le travail des services et des groupes populaires n'aura pleinement son sens qu'a moment où un début d'organisation ouvrière saura les encadrer. Tel n'est évidemment pas encore le cas à l'heure actuelle.

B] les groupes progressistes.

Quant aux groupes progressistes—les comités d'action politique, en particulier—nous avons vu qui ils étaient l'expression de la volonté des individus progressistes de se lier aux éléments combatifsde la classe ouvrière; nous avons également vu que leurs structures, leur fonctionnement interne, leur passé même les empêchaient d'opérer une telle liaison dans le cadre de leurs organisations. En fait, le cheminement politique des militants des CAP a constamment oscillé entre deux tendances, deux pôles, l'un dominant, l'autre dominé

—*le pôle idéologique:* il se traduit par les tentatives à défenir une orientation politique à l'intérieur même des CAP compte tenu de leur isolement face à la réalité ouvrière. Poussée à la limite, cette tendance conduit à se couper de la réalité qu'on veut expliquer, à s'enfermer dans des débats théoriques plutôt

stériles. Dans de telles conditions, la poursuite d'un tel objectif amène à tomber dans un fontionnemnet de chapelles et mène à des attitudes soit gauchistes soit bureaucratiques. Elle conduit à neutraliser ses chances d'amorcer des liens immédiats avec des travailleurs combatifs, de se regrouper avec eux, de proposer des objectifs simples et unificateurs liés aux objectifs à plus long terme. Enfin, elle empeche toute possibilité de se transformer en profondeur.

—Quant au second pôle, on peut le qualifier *de pôle "organisationnel"*. Depuis un an ou deux, des militants intellectuels s'introduisent dans des milieux de travail. Au contact de cette réalité, ils tentent de transformer leur analyse, malgré une vision souvent très empirique de leur travail, ils tentent de proposer des perspectives d'organisation et d'intervention à l'intérieur de ces milieux, s'adaptant aux conditions concrètes de ceux-ci. Enfin, le contact quotidien avec la réalité ouvrière les place en situation de se transformer eux-mêmes.

Le travail en vue de créer ou de développer des comités de travailleurs traduit cette seconde tendance. Il s'agit là d'un acquis majeur susceptible de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent enfermés les groupes progressistes.

4. Les CAP ne répondent plus au besoin d'organisation du mouvement ouvrier.

A l'heure actuelle, au chapitre du cheminement des militants progressistes, on peut dire que le pôle organisationnel est en passe de devenir dominant, de prendre le pas sur le pôle idéologique. On constate de plus en plus que l'étape des groupes progressistes est franchie et qu'ils sont au terme de leur possibilité de développement. Ils ont joué un rôle majeur comme lieux d'apprentissage et de formation pour militants intellectuels progressistes, mais ne peuvent pas du tout constituer des bases valables en vue de la réalisation de l'étape actuelle, c'est-à-dire la constitution de bases politiques en milieu de travail. En fait, les CAP représentent un type d'organisation qui ne répond pas à ce qu'on peut connaître de la conjoncture actuelle du mouvement ouvrier à son degré de conscience et d'organisation, à son besoin d'organisation. On peut en prendre pour preuve les difficultés énormes que connaissent les militants implantés dans des milieux de travail quand ils cherchent à recruter pour leur organisation des travailleurs conscients et combatifs, alors même que ces derniers sont prêts à militer au sein d'un comité d'entreprise.

5. Les acquis du pôle idéologique.

Ceci dit, pour que le développement politique se poursuive, il faut ressortir du pôle idéologique ses aspects positifs: les acquis au chapitre de la formation théorique et de l'utilisation du marxisme comme méthode d'analyse. Mais il importe de le faire à partir des bases nouvelles: celles des milieux de travail et des formes d'organisation qui s'y développent. De la sorte, on pourra éviter qu'à la tendance plus ou moins théoriciste succède une tendance empiriste; de plus, les acquis idéologiques, transformés et utilisés sur ces bases nouvelles, permettront d'affronter plus clairement cette réalité sociale qu'on veut transformer.

6. Les comités de travailleurs: l'étape actuelle à réaliser...

De façon générale, les comités de travailleurs semblent se présenter comme une forme d'organisation adaptée à la conjoncture actuelle du mouvement ouvrier. En ce sens, c'est un point de départ concret en direction de l'organisation politique autonome des travailleurs. Il s'agit là d'un acquis majeur. De plus, ils traduisent actuellement la forme de liaison la plus poussée entre militants intellectuels implantés dans des milieux de travail et travailleurs combatifs de ces entreprises. Dans un tel cadre, les militants progressistes se retrouvent dorénavant plus proches qu'avant des intérêts et de la réalité ouvrière, et sont en situation favorable pour contribuer à sa transformation. Il s'agit là d'un autre acquis majeur.

7. Comment intervenir politiquement?

Toutefois, ces acquis demeurent fragiles: il reste à leur donner un contenu politique et à voir comment les développer. En fait, dans leur forme actuelle, les comités de travailleurs ne sont pas encore "politiques" au sens où nous définissons ce terme au début du présent texte; ce qu'ils représentent toutefois, c'est la base concrète à partir de laquelle une intervention politique, liée aux intérêts de la classe ouvrière, pourra être réalisée. Dans cette perspective, la question qu'il faut poser est la suivante: comment est-il possible sur cette base, de passer au stade de l'intervention politique?

La même question, posée en d'autres termes, peut se formuler de la façon suivante: quel type d'organisation faut-il développer pour que ces bases puissent passer à l'offensive politique? Ainsi posée, la question renvoie à différentes nécessités de base:

—*celle de mieux comprendre la classe ouvrière*, du point de vue général comme du point de vue des entreprises où l'on intervient en vue d'en saisir le niveau de conscience de ses différentes couches;

—*celle de comprendre et d'analyser les différentes organisations que s'est données la classe ouvrière;* selon le cas, celles-ci reflètent et influencent le développement de sa conscience de classe.

—*celle de préciser les objectifs et le fonctionnement des comités de travailleurs d'usines* et de *définir les*

conditions d'une *liaison plus étroite entre eux.*

—celle enfin de *clarifier les liens* qui peuvent s'établir graduellement entre les *organisations qui militent au sein des entreprises* et *celles qui le font à l'échelle d'un quartier ou d'une institution d'enseignement.* Le combat pour le socialisme ne se mène pas qu'à partir des entreprises, même s'il s'agit là de son lieu principal: encore faut-il le lier aux luttes qui se mènent à l'extérieur de ces dernières.

C'est à partir de la réalisation de ces nécessités de base qu'il sera possible de proposer à la classe ouvrière une véritable alternative politique.

bibliographie

- *"Travailleurs québécois et lutte nationale"*, Victor Lapalme et Bernard Normand, 1973.
- *"Une société bâtie pour l'homme"* rapport moral de Marcel Pépin, 1966
- *"La troisième solitude"*, Conseil du Travail de Montreal, 1966.
- *"Notes aux militants"*, collectif de travail sur le syndicalisme, Cap St-Jacques, 1973.
- *"Le deuxième Front"*, rapport moral de Marcel Pépin, 1968.
- *"Ne comptons que sur nos propres moyens"*, document de travail de la CSN, 1971.
- *"Rapport du comité des douze"*, CSN, 1972.
- *"L'Etat, rouage de notre exploitation"*, FTQ, 1971.
- *"L'école au service de la classe dominante"* CEQ, 1972.
- *"Opération Rénovation sociale"*, Conseil des Oeuvres, 1966.
- *Manifeste du comité de citoyens St-Jacques*, 1970.
- *"L'actuel et notre intervention,"* militants du secteur Travail, Cap St-Jacques 1973.
- *"Les salariés au pouvoir"* FRAP, 1970.
- *"Cahier de propositions du Cap St-Jacques au 2ième congrès du FRAP"*, 1971.
- *"Les débuts d'une organisation socialiste au Quebec"*, B. Normand, Bulletin de Liaison du FRAP, juin 71.
- *"Document de travail sur l'organisation politique des travailleurs au Québec"*, Marc-André Ledoux, 1972.
- *"Pour l'organisation politique des travailleurs québécois"*, manifeste du Cap St-Jacques, 1972.
- *"La nécessité d'une organisation politique des travailleurs"*, Cap Maisonneuve, 1972.
- *"Critique de l'animation sociale"*, CAP maisonneuve, Bulletin de Liaison du FRAP, 1972.
- *"Projet de programme pour le FRAP au 1er congrès"*, 1970.
- *"Note aux militants"*, impérialisme et classes sociale au Québec, J. Grenier (document à paraitre...) 1973.

mise au point

En principe, la dernière partie de l'analyse, celle qui porte sur les groupes populaires et progressiste après 1970, devait se terminer par l'étude plus poussée de deux de ces groupes progressistes: le Comité d'Action Politique Saint-Jacques et le CRIQ. L'histoire du premier devait permettre d'illustrer l'évolution d'un groupe de militants branchés directement sur un travail d'organisation au sein de la classe ouvrière. Quant à celle du second, elle avait pour fonction de présenter le développement d'un de ces groupes de militants qui se donnent pour tâches de soutenir par des moyens divers le travail politique. Ces deux exemples devaient permettre d'illustrer de façon plus concrète, à travers l'étude du développement et des contradictions de ces deux groupes, l'analyse plus générale qui vient d'être esquissée.

En pratique, au moment de mettre sous presse, l'histoire du CAP Saint-Jacques n'est pas terminée. Il s'agit là d'une lacune grave; et cette absence rend plus ou moins pertinente la présentation isolée du texte du CRIQ. L'historie du CRIQ illustre l'évolution d'un courant plutôt secondaire parmi l'ensemble des groupes populaires et progressistes. La présenter de façon isolé , risquerait d'en privilégier l'importance et de se donner l'impression que nous voulons en faire le "groupe-témoin" de l'époque, ce qui n'est évidemment pas le cas. En conséquence, pour éviter toute confusion, il a été jugé préférable de supprimer cette annexe historique.

Néamoins, le texte qui porte sur le CRIQ reste disponible, de plus il n'est pas exclu qu'il paraisse éventuellement dans MOBILISATION. D'autre part, dans l'hypothèse où l'histoire du CAP Saint-Jacques, sera éventuellement terminée et qu'une seconde édition du présent dossier s'avère utile, il va de soi qu'à ce moment les deux annexes seront incluses dans cette seconde édition.

le prochain numéro de

MOBILISATION

portera sur:

- BILAN D'EXPERIENCES D'ORGANISATION DANS DES PETITES ENTREPRISES A MONTREAL
- L'ORGANISATION ET LA LUTTE A FIRESTONE
- GREVE SAUVAGE DES FEMMES DANS UNE USINE DE CARTON
- CHILI
- LE Xieme CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS
- CHRONIQUE DES PUBLICATIONS MILITANTES

Formule d'abonnement

Abonnement individuel (10 numeros) $2.50
Abonnement collectif (10 numeros)________exemplaires de chaque numero X $2.50=__________

NOM____

adresse____

____

N.B. Faire vos cheques a l'ordre de **MOBILISATION**

Retourner a: **MOBILISATION**
3902 Ontario, est
Mtl. 403

Vous trouverez au début de la revue la liste des endroits où vous pouvez vous procurer **MOBILISATION**

"Si on m'assassine, le peuple poursuivra sa route avec la différence que les choses seront peut-être beaucoup plus difficiles, beaucoup plus violentes parce que les masses apprendront une leçon objective très claire, c'est que ces gens-là ne s'arrêtent devant rien." Salvador Allende

Le président Salvador Allende est mort le 11 octobre, l'arme à la main, pour défendre le pouvoir de l'Unité populaire attaqué par la junte militaire. La mort d'Allende, interprétée comme le symbole de la fin de la démocratie au Chili, marque aussi la volonté de résistance au fascisme. Si les milliers de morts et d'emprisonnements affaiblissent considérablement les forces populaires, la conscience et le courage du peuple chilien n'en sont pas pour autant détruits et les premières manifestations de résistance à la junte militaire indiquent que le processus révolutionnaire est loin d'être étouffé.

Un des aspects du coup d'état est de mettre encore plus clairement à jour le rôle des forces de droite chiliennes et de l'impérialisme américain. Le gouvernement américain a joué un rôle très actif pour soutenir les dirigeants militaires qui ont renversé le gouvernement d'Unité populaire. L'influence américaine s'est d'abord fait sentir dans le boycottage économique à l'endroit du Chili; le plan des États-Unis et de la droite chilienne était de couper le Chili de ses sources de crédit dans le but d'empêcher le pays de se procurer des biens nécessaires (aliments, équipement) et de créer le chaos économique pour préparer la population à accepter un coup militaire. À d'autres niveaux, l'influence américaine a également été déterminante; alors qu'on coupait les crédits et l'aide économique, l'administration Nixon courtisait les faveurs des généraux en leur fournissant pour plus de $12 millions en équipement militaire depuis le début de 1973. Il faut aussi signaler le soutien américain apporté à des groupes de droite comme "Patrie et liberté" ainsi que le rôle de l'ambassadeur américain au Chili, Nathaniel P. Davis. Avant de venir au Chili, Davis avait été ambassadeur au Guatemala de 1968 à 1971, participant au programme de "pacification" qui a entraîné la mort de 20,000 personnes. Le 7 septembre dernier, Davis se rendait à Washington pour rencontrer Henry Kissinger et il retournait au Chili deux jours avant le coup d'État au moment même où des bateaux de guerre américains effectuaient des manoeuvres au large du Chili.

Ce que la presse bourgeoise qualifie maintenant de "normalisation" et de "retour à l'ordre" illustre sans doute les effets de la rigueur de la répression militaire et policière mais c'est aussi la version démagogique que les fascistes au pouvoir doivent donner pour camoufler les gestes héroiques de la résistance populaire qui a défendu des usines pendant plusieurs heures contre l'aviation et les chars d'assaut, qui a attaqué des postes de police pour se procurer des armes et qui s'organise pour défendre les réalisations bâties à la suite de longues années de luttes ouvrières.

(UNE ANALYSE PLUS APPROFONDIE SERA PRESENTE DANS LE PROCHAIN NUMERO)